

Gazette officielle du Québec

Partie 1

Avis
juridiques

120^e année

14 mai
1988
No 20

Québec 

Gazette officielle du Québec

Partie 1 Avis juridiques

120^e année
14 mai 1988
No 20

Sommaire

Accès aux documents des organismes publics et sur la protection
des renseignements personnels, Loi sur l'
Aménagement et l'urbanisme, Loi sur l'
Avis divers
Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil, Loi sur le
Code de procédure civile
Compagnies, Loi sur les
Compagnies étrangères, Loi sur les
Compagnies minières, Loi sur les
Coopératives, Loi sur les
Déclarations des compagnies et sociétés, Loi sur les
Liquidation des compagnies, Loi sur la
Ministères, Avis concernant les
Pouvoirs spéciaux des corporations, Loi sur les
Proclamation(s)
Projet de loi d'intérêt privé, Avis de présentation d'un
Renseignements sur les compagnies, Loi concernant les
Syndicats professionnels, Loi sur les
Ventes par shérif
Ventes pour taxes, avis de publication

AVIS AUX ANNONCEURS

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le Gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes. La première, intitulée « Avis juridiques », est publiée au moins à tous les samedis; la deuxième, intitulée « Lois et règlements », est publiée en français et en anglais au moins à tous les mercredis.

Contenu:

La Partie I de la *Gazette officielle* contient les avis juridiques dont la publication est requise par des lois ou des règlements ou encore par le gouvernement. Elle est publiée en français seulement.

Normes de recevabilité:

Les avis doivent contenir le minimum d'information requis par les lois et règlements qui régissent leur publication. On peut se référer à la *Gazette officielle* pour y retrouver des avis déjà publiés et les utiliser comme modèles. Les avis doivent être dactylographiés. Les annonceurs doivent fournir une lettre d'accompagnement indiquant clairement leurs nom et adresse, leur numéro de téléphone et le nombre de publications requises pour chaque avis.

Conditions générales:

Les manuscrits doivent être reçus au bureau de la *Gazette officielle* au plus tard à 12 h, le jeudi précédant la semaine de publication. Les avis reçus après cette date seront reportés à l'édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec se réserve le droit de retarder ou de refuser la publication de certains documents, à cause de leur longueur, de leur mauvaise formulation ou pour toute autre raison d'ordre administratif.

Les frais de publication sont payables à l'avance et doivent être acquittés par mandat ou par chèque émis à l'ordre de: « Les publications du Québec ». Un exemplaire de la *Gazette officielle* est automatiquement expédié comme preuve de publication pour chaque avis publié.

Toute demande d'annulation doit être faite par écrit et être reçue avant l'heure de tombée. Les frais déjà encourus sont facturés à l'annonceur à qui l'on rembourse tout montant versé en trop.

Si une erreur typographique se glisse dans une première publication, les annonceurs sont priés d'en aviser le responsable de la *Gazette officielle* avant la seconde

publication. Les demandes de corrections au texte original doivent aussi être faites par écrit et être reçues avant l'heure de tombée.

Tarif de publication

Le tarif de publication est de 0,70 \$ la ligne agate quel que soit le nombre de parutions.

Tarif de traduction

Le tarif de traduction est de 20 \$ les 100 mots.

Tarif pour les feuilles volantes

Le prix de vente pour les feuilles volantes est de 6 \$ la douzaine.

Prix à l'exemplaire

Le prix d'un exemplaire de la *Gazette officielle du Québec* est de 4,40 \$.

Les demandes de publication d'avis doivent être adressées comme suit:

Division de la Gazette officielle
1279, boul. Charest Ouest, 9^e étage
Québec G1N 4K7
Téléphone: (418) 643-1328

Abonnements

Tous les abonnements sont payables à l'avance. Faire parvenir votre chèque ou mandat-poste émis à l'ordre de « Les Publications du Québec ». Aucune réclamation après 90 jours.

Tarif d'abonnements

Partie 1 « Avis juridiques »: 53 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Lois et règlements »: 77 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Laws and Regulations »: 77 \$ pour 12 mois.

Toute correspondance concernant les abonnements doit être adressée au:

Ministère des Communications
Service des abonnements
531, rue Deslauriers
Saint-Laurent H4N 1W2
Téléphone: (514) 337-8361

Prière de faire part de tout changement d'adresse six semaines avant la date du déménagement et de retourner l'étiquette portant l'ancienne adresse.

TABLE DES MATIÈRES

ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS — LOI SUR L'

CANTON DE GRANBY (<i>Délégation</i>)	1741
CANTON DE GRANBY (<i>Délégation</i>)	1741
CANTON DE GRANBY (<i>Délégation</i>)	1741

AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME — LOI SUR L'

M.R.C. DE BEAUHARNOIS-SALABERRY (<i>Désaveu partiel du Règlement de contrôle intérimaire</i>)	1741
M.R.C. DE MANICOUAGAN (<i>Désaveu partiel du Règlement de contrôle intérimaire</i>)	1741
M.R.C. DE SHERBROOKE (<i>Prolongation de délai pour permettre de modifier son schéma d'aménagement</i>)	1742

AVIS DIVERS

CANTON DE HULL. PARTIE OUEST (<i>Mutations immobilières, L.R.Q., c. M-39</i>)	1742
COMPAGNIE MONTRÉAL TRUST DU CANADA (<i>Projet de loi privé</i>)	1742
LA SAUVEGARDE COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE (<i>Continuation</i>)	1742
SUCCESSION ALBERT PÉPIN (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	1742
SUCCESSION CLAUDETTE BEAULIEU-LANDRY (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	1743
SUCCESSION JEAN-PAUL PARENT (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	1743
VILLE DE WINDSOR (<i>Rachat d'obligations</i>)	1743

CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL — LOI SUR LE

DEMANDES

Alain Corbeil	1744
Ari Doghramadjian	1744
Bassam Nime	1744
Catherine Laura Lester	1744
Eric Benayoun Lemieux	1744
Fanny Horton	1744
Frances Bartholemus Povilaitis	1744
Hélène Rivet	1745
Joseph Claude André Léopold Dumontier	1745
Joseph Jean Michel Therrien alias Joseph Jean Michel Lafrance	1745
Joseph Jean-Claude Asselin dit Lebel	1745
Joseph Lucien Nil Boivin	1745
Luc Masson	1745
Lucille Bergevin	1745
Manzoor Ahmad	1745
Marie Delcima Grant	1746
Nathalie Daphné Thalassa Guérin	1746
Praphon Nilasobhana	1746
Rizkallah Michel Sabbagh	1746
Saeed Akhtar	1746
Suzanne Lebel	1746
Sylvie Lessard	1746
William Albert Freedman	1747
Yevgny Kresko	1747
Yves St-Onge dit Michaud	1747

CODE DE PROCÉDURE CIVILE (Article 139)

BRÛLÉ c. BRÛLÉ ET AL. (<i>Assignation</i>)	1747
DONALD SUPPLE (<i>Vente à l'enchère</i>)	1747

COMPAGNIES (PARTIE IA) — LOI SUR LES

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONSTITUTION	1748
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONTINUATION	1779
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE FUSION	1781
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE MODIFICATION	1782

COMPAGNIES (PARTIE III) — LOI SUR LES

LETTRES PATENTES	1795
LETTRES PATENTES DE FUSION (Articles 18 et 224)	1800
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES	1801

COMPAGNIES (DIVERS) — LOI SUR LES

CHANGEMENT DE SIÈGE SOCIAL (Article 87)	1802
CHANGEMENT DU DOMICILE LÉGAL — ÉTABLISSEMENT OU (Article 32)	1802
CHANGEMENT DU NOMBRE D'ADMINISTRATEURS (Article 87)	1803

DISSOLUTION — DEMANDES DE

1235-5988 QUÉBEC INC.	1804
1855-9096 QUÉBEC INC.	1804
245 VICTORIA CORPORATION	1804
ACTION GRAND-PORTAGE INC.	1804
BANCROFT INDUSTRIES LTD.	1804
BOUTIQUE PERLE D'ORIENT INC.	1804
CENTRE COMMUNAUTAIRE DE VERDUN INC.	1805
CENTRE EXERCICES MAGOG INC.	1805
CENTRE VIDÉO VN 8 INC.	1805
CLUB LES COMMANDOS DES BOIS-FRANCS	1805
COAL TAR & SOLVENTS CORP.	1805
CORPORATION DE GOUDRONS ET DE SOLVANTS	1805
CORPORATION DES ARTISANS ET CRÉATEURS DES ÎLES DE LA MADELEINE	1805
COUVRETTE CONSTRUCTION LTÉE	1805
DECOR ECONO INC.	1806
GESTION DE CRÉDIT RMJ INC.	1806
GESTION SYSTÈMES INFORMATISÉS (G.S.I.) INC.	1806
IDE BERGERON INC.	1806
JOURNAL COMMUNAUTAIRE DE VERDUN INC.	1806
LA CHORALE «BRINS DE GAÏÉTÉ»	1806
LA CORPORATION D'AQUEDUC ST-CASIMIR LTÉE	1806
LES ENTREPRISES ROGESAU LTÉE	1807
LES INDUSTRIES BANCROFT LTÉE	1804
LES INVESTISSEMENTS SEP INC.	1807
LES MESSAGÈRES ACTIVES INC.	1807
L'ÉTOILE ALPHA INC.	1807
NETTOYEUR DE MÉTAL D.M.R. INC.	1807
PALUDE INC.	1807
PORCHERIE PREMONT INC.	1807
RECREATION DEVELOPMENT CORPORATION	1807
SERVICES COMMUNAUTAIRES 5/83 INC.	1808
SOVIQ INC.	1808

STUDIO CAPILLAIRE LOUIS-MARIE ROSS INC.	1808
SUPER MARCHÉ RACICOT INC.	1808
TAVERNE CARRÉ VICTORIA INC.	1808
TECHNICONTROLE INC.	1808

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — LOI SUR LES

CHANGEMENTS	1808
PERMIS DE FAIRE AFFAIRES	1809
PERMIS DE FAIRE AFFAIRES	1809

COMPAGNIES MINIÈRES — LOI SUR LES

AVIS DIVERS	
RAM PETROLEUMS LIMITED (Autorisation)	1810
SPIRIT LAKE EXPLORATIONS LIMITED (Autorisation)	1810

COOPÉRATIVES — LOI SUR LES

ASSOCIATION COOPÉRATIVE DES LOISIRS DE LA PLAGE ST-JOSEPH (Liquidation)	1811
CLUB COOPÉRATIF DE CONSOMMATION DE SAINT-DOMINIQUE-DU-ROSAIRE (Liquidation)	1811
COMPTOIR COOPÉRATIF DE PRODUITS NATURELS «L'OSEILLE» (MONTMAGNY) (Liquidation)	1811
COOPÉRATIVE D'AMÉNAGEMENT FORESTIER LES ÉPINETTES E.T.C. (Liquidation)	1811
COOPÉRATIVE D'ARTISANAT «LA QUENOUILLE» (LA MAURICIE) (Liquidation)	1811
COOPÉRATIVE DE LOISIRS «LE VERSEAU» DU CANTON DE STANSTEAD (Liquidation)	1811
COOPÉRATIVE D'HABITATION LA CHAUDIÈRE DE SAINT-GEORGES (Liquidation)	1811
COOPÉRATIVE D'HABITATION MARIE-VICTORIN DE LONGUEUIL (Liquidation)	1812
COOPÉRATIVE RÉGIONALE DES CONSOMMATEURS DU GRAND TROIS-RIVIÈRES (Dissolution)	1812
MAGASIN CO-OP DE CRABTREE (Dissolution)	1812
MAGASIN CO-OP DE ST-ANDRÉ (Dissolution)	1812

DÉCLARATIONS DES COMPAGNIES ET SOCIÉTÉS — LOI SUR LES

DISSOLUTION	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ARIEL 1	1813
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE D'EXPLORATION MONICOR	1813
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MIMISKA 1987	1813
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PORCINE DE STE-MARGUERITE ENR.	1813
FORMATION	
RESTAURANT LE RICHELAIN	1814
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BOVI 2000	1814

LIQUIDATION DES COMPAGNIES — LOI SUR LA

CONSTRUCTION TIVALIVIK INC. (Liquidation)	1814
---	------

MINISTÈRES — AVIS CONCERNANT LES

AFFAIRES CULTURELLES

CLASSEMENT DES BIENS CULTURELS

SITE INSTITUTIONNEL (Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud)	1814
---	------

ÉDUCATION

DIVERS

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA JONQUIÈRE (Fusion, changement de nom et description du territoire)	1817
MUNICIPALITÉ SCOLAIRE OUTAOUAIS-HULL (Annexion)	1817

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DAVIGNON (Modification des limites)	1817
MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE GRANBY (Modification des limites)	1817
MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE WATERLOO (Modification des limites)	1818
MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DES CANTONS (Modification des limites)	1818
MUNICIPALITÉ SCOLAIRE PROVENÇAL (Modification des limites)	1819

INDUSTRIE ET DU COMMERCE

HEURES D'AFFAIRES

FESTIVAL DE LA GIBELLOTTE DE SOREL (Autorisation)	1819
MOD-O-PRIX (Autorisation)	1819
MUNICIPALITÉ DE	
SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER (Autorisation)	1819
VILLAGE DE SAINT-SAUVEUR-DES-MONTS (Autorisation)	1819
VILLE DE LAC BROME (Autorisation)	1819
VILLE DE SAINTE-ADÈLE (Autorisation)	1820
VILLE DE SAINTE-AGATHE-DES-MONTS (Autorisation)	1820

TRANSPORTS

ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	1820
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	1820
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	1821
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	1821
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	1822
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	1822
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	1822
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ (Erratum)	1822
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ (Erratum)	1822

POUVOIRS SPÉCIAUX DES CORPORATIONS — LOI SUR LES

CHANGEMENT DE DÉNOMINATION SOCIALE (Article 5)

CONSEIL RÉGIONAL DE PASTORALE DU PLATEAU	1823
--	------

PROCLAMATIONS

Cessation de la juridiction de la Cour municipale de la ville de *Sainte-Foy* sur le territoire de la ville de Saint-Romuald et l'extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Saint-Jean-Chrysostome sur le territoire de la ville de Saint-Romuald 1823

PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ — AVIS DE PRÉSENTATION D'UN

VILLE DE BROMONT 1823

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES — LOI CONCERNANT LES

REPRISE D'EXISTENCE (AVIS DE) 1824

SYNDICATS PROFESSIONNELS — LOI SUR LES

FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES DIRECTEURS ET DIRECTRICES D'ÉCOLE (FQDE) (*Changement de nom*) 1825

L'ASSOCIATION DES MUSICIENS DE L'ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE LA MONTRÉGIE (*Formation*) 1825

L'ASSOCIATION RCA E-O (*Formation*) 1825

SYNDICAT DE GESTION AGRICOLE DE LA MATAPÉDIA (*Formation*) 1825

SYNDICAT DES ARTISANS DU FIBRE DE LA MAURICIE (*Formation*) 1825

SYNDICAT INDÉPENDANT DES TRAVAILLEURS DU PAPIER DE LA MAURICIE, LOCAL 1 (*Formation*) 1825

VENTES PAR SHÉRIF

ARTHABASKA

OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC c. BOUTIN ET AL. 1826

BEDFORD

MINISTRE DU REVENU NATIONAL c. BÉLANGER 1827

CHICOUTIMI

BANQUE DE MONTRÉAL c. SOUDURES JASSOL INC. ET AL. 1829

CAISSE POPULAIRE DE CHICOUTIMI-NORD c. MORIN ET AL. 1829

MINISTÈRE DU REVENU c. RESTAURANT BGR LTÉE 1830

DRUMMOND

OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC c. SNYDER 1830

MONTMAGNY

LE SOUS-MINISTRE DU REVENU DU QUÉBEC c. DESPRÉS 1831

MONTRÉAL

MILIOTO c. VALENTI (*Erratum*) 1837

QUÉBEC

DOYON ET AL. c. QUÉBEC INC. ET AL. 1832

LETELLIER c. PELLETIER 1832

TERREBONNE

BANQUE NATIONALE DU CANADA c. PACITTO 1833

MUNICIPALITÉ DE SAINTE-MARGUERITE DU LAC-MASSON c. GARIÉPY 1834

TROIS-RIVIÈRES

CENTRE D'ACHATS DE TROIS-RIVIÈRES INC. c. LANGLOIS ET AL. 1834

VENTES POUR TAXES, AVIS DE PUBLICATION

M.R.C. DE BELLECHASSE 1835

M.R.C. DE LA HAUTE-YAMASKA 1835

M.R.C. DE LA MATAPÉDIA 1835

M.R.C. DE LA RIVIÈRE-DU-NORD 1835

M.R.C. DE L'ASSOMPTION 1835

M.R.C. DE LOTBINIÈRE 1835

M.R.C. DE MEMPHRÉMAGOG 1836

M.R.C. DE MONTCALM 1836

M.R.C. DE PONTIAC 1836

M.R.C. DE ROUVILLE 1836

M.R.C. DU GRANIT 1836

VILLE DE PLESSISVILLE 1836

VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU 1836

AVIS JURIDIQUES

Accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels — Loi sur l'

Corporation municipale du canton de Granby

Je, Louis Choinière, maire, étant la plus haute autorité au sein de Corporation municipale du canton de Granby, dont l'adresse est 735, rue Dufferin, C.P. 579, Granby, QC, J2G 8E9 désigne, par la présente, la (les) personne(s) ci-après identifiée(s), responsable(s) au sens de l'article 8 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels: Réal Paré, secrétaire trésorier, 735, rue Dufferin, C.P. 579, Granby, QC, J2G 8E9, tél.: (514) 372-3442, responsable de l'accès aux documents et la protection des renseignements personnels et des documents concernant les services administratifs.

Granby, le 27 avril 1988

56049

Le maire,
LOUIS CHOINIÈRE

Corporation municipale du canton de Granby

Je, Louis Choinière, maire, étant la plus haute autorité au sein de Corporation municipale du canton de Granby, dont l'adresse est 735, rue Dufferin, C.P. 579, Granby, QC, J2G 8E9 désigne, par la présente, la (les) personne(s) ci-après identifiée(s), responsable(s) au sens de l'article 8 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels: Yvan Degré, inspecteur en bâtiments, 735, rue Dufferin, C.P. 579, Granby, QC, J2G 8E9, tél.: (514) 372-3449, responsable de l'accès aux documents et la protection des renseignements personnels et des dossiers concernant la construction, le zonage, le lotissement incluant les dossiers de zonage agricole.

Granby, le 27 avril 1988

56050

Le maire,
LOUIS CHOINIÈRE

Corporation municipale du canton de Granby

Je, Louis Choinière, maire, étant la plus haute autorité au sein de Corporation municipale du canton de Granby, dont l'adresse est 735, rue Dufferin, C.P. 579, Granby, QC, J2G 8E9 désigne, par la présente, la (les)

personne(s) ci-après identifiée(s), responsable(s) au sens de l'article 8 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels: Paul André Bouchard, inspecteur municipal, 735, rue Dufferin, C.P. 579, Granby, QC, J2G 8E9, tél.: (514) 372-3449, responsable de l'accès aux documents et la protection des renseignements personnels et des documents et correspondance concernant l'administration de la voirie ainsi que des parcs et de l'entretien des édifices.

Granby, le 27 avril 1988

56051

Le maire,
LOUIS CHOINIÈRE

Aménagement et l'urbanisme — Loi sur l'

Municipalité régionale de comté de Beauharnois-Salaberry

En vertu de l'article 70 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je désavoue une partie du Règlement de modification numéro 86, adopté le 17 février 1988, soit la partie de l'article 1 se référant aux articles 34 et 35 du Règlement de contrôle intérimaire, et l'article 2. Le Règlement de modification est à l'effet de modifier le Règlement de contrôle intérimaire de la municipalité régionale de comté de Beauharnois-Salaberry.

Québec, le 4 mai 1988

432

Le ministre des Affaires municipales,
ANDRÉ BOURBEAU

Municipalité régionale de comté de Manicouagan

En vertu de l'article 70 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je désavoue une partie du Règlement numéro 8-5, en particulier l'article 1. Le Règlement de modification numéro 8-5, adopté le 10 février 1988, a pour effet de modifier le Règlement de contrôle intérimaire de la municipalité régionale de comté de Manicouagan.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*. Par conséquent, le Règlement numéro 8-5, à l'exception des dispositions désavouées, entrera en vigueur à l'ex-

piration du délai de 90 jours suivant sa réception, soit le 18 mai 1988.

Québec, le 5 mai 1988

Le ministre des Affaires municipales,
ANDRÉ BOURBEAU

432

Municipalité régionale de comté de Sherbrooke

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, c. 51), j'accorde une prolongation de délai, soit jusqu'au 3 août 1988, à la municipalité régionale de comté de Sherbrooke afin de lui permettre de modifier son schéma d'aménagement.

Québec, le 2 mai 1988

Le ministre des Affaires municipales,
ANDRÉ BOURBEAU

432

Avis divers

Municipalité du canton de Hull, Partie Ouest

Prenez avis qu'en vertu de la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., c. M-39), lors d'une séance régulière tenue le 5 avril 1988, le Conseil de la municipalité du canton de Hull, Partie Ouest a adopté le Règlement no 345 intitulé « Règlement concernant l'imposition et la perception d'un droit sur les mutations immobilières ».

Lors de l'entrée en vigueur de ce règlement quinze jours après la publication du présent avis, la perception de ces droits qui était confiée à la corporation du comté de Gatineau sera confiée au secrétaire-trésorier et directeur général, monsieur Gilles A. Dupont.

*Le secrétaire-trésorier
et directeur général,*
GILLES A. DUPONT

56018

Compagnie Montréal Trust du Canada

Avis est, par les présentes, donné que Compagnie Montréal Trust du Canada, une compagnie fiduciaire constituée en corporation le 19 juillet 1978 par lettres patentes en vertu de l'article 5 de la Loi sur les compagnies fiduciaires, et ayant son principal établissement en la ville de Montréal, province de Québec, fera une demande au Parlement du Canada, lors de la présente session ou lors d'une des deux sessions suivant immédiatement la présente session, pour l'adoption

d'une loi d'intérêt privé l'autorisant à demander la continuation de son existence en tant que société de fiducie en vertu des lois de la province de Québec.

Montréal, le 6 mai 1988

Les procureurs de la pétitionnaire,
OGILVY, RENAULT

1981, avenue McGill College
Montréal, QC
H3A 3C1

56052-20-4

La Sauvegarde Compagnie d'assurance sur la vie

Avis est, par la présente, donné que La Sauvegarde Compagnie d'assurance sur la vie, compagnie d'assurance dont l'existence a été maintenue par lettres patentes en conformité de la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, ayant son principal établissement en la ville de Montréal, province de Québec, a fait approuver un règlement de continuation en vue de continuer son existence en une compagnie d'assurance régie par les lois de la province de Québec lors d'une assemblée extraordinaire tenue le 22 mars 1988 et ce, sous réserve de l'adoption d'une loi d'intérêt privé du Parlement du Canada pour l'autoriser à continuer ainsi son existence, le tout selon les dispositions de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32).

Montréal, le 23 mars 1988

Le secrétaire et vice-président,
55831-18-4 JACQUES G. BEAUREGARD, avocat

Succession Albert Pépin

Avis est, par les présentes, donné que dame Colette Duchesneau, femme au foyer, domiciliée et demeurant au 23, rue Bédard, Loretteville, appartement 107, en sa qualité de tutrice à Martin Pépin, qui est héritier de son père Albert Pépin, en son vivant domicilié au 8672, boulevard Saint-Jacques, Québec, où il est décédé le 2 février 1987, après avoir laissé un testament, a accepté la succession dudit Albert Pépin, sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte exécuté devant Louis Pouliot, notaire au 177, 71^e Rue Est, Charlesbourg, daté du 6 avril 1988 et enregistré au bureau d'enregistrement de Québec le même jour sous le numéro 1274038.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant le notaire Louis Pouliot, 177, 71^e Rue Est, Charlesbourg, et peut être consulté à ses bureaux.

Québec, le 13 avril 1988

Le procureur,
55983 LOUIS POULIOT, notaire

Succession Claudette Beaulieu-Landry

Avis est, par les présentes, donné que Serge Landry, foreur, demeurant à Val-d'Or, QC, agissant personnellement et à titre de tuteur de Marie-Renée Landry, étudiante, demeurant à Val-d'Or, QC, seuls et uniques héritiers de leur mère, dame Claudette Beaulieu-Landry, en son vivant, ménagère, demeurant au 1551, rue des Hauts-Bois, Val-d'Or, QC, décédée le neuf janvier mil neuf cent quatre-vingt-huit (1988 01 09) sans avoir fait de testament, ont accepté la succession de ladite Claudette Beaulieu-Landry, sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte exécuté devant Denis Tousignant, notaire, pratiquant au 1218, 6^e Rue, Val-d'Or, QC, ledit acte étant daté du onze avril mil neuf cent quatre-vingt-huit (1988 04 11) et enregistré au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi, le douze avril mil neuf cent quatre-vingt-huit (1988 04 12) sous le numéro 259069.

Un inventaire des biens de la défunte a également été fait devant le notaire soussigné, en date du onze avril mil neuf cent quatre-vingt-huit (1988 04 11) et peut être consulté à ses bureaux à l'adresse ci-dessus.

Après deux (2) mois du présent avis, le bénéficiaire paiera les créanciers à mesure qu'ils se présenteront selon la loi.

Val-d'Or, le 26 avril 1988

56019 *Le procureur,*
DENIS TOUSIGNANT, notaire

Succession Jean-Paul Parent

Avis est, par les présentes, donné que dame Francine Ricard, ménagère, demeurant au 18, rue de Deauville, appartement 2, Hull, seule et unique légataire de son époux, feu Jean-Paul Parent, en son vivant pilote, domicilié au 18, rue de Deauville, appartement 2, Hull, décédé au lac Grand, Val-des-Monts, le 16 mai 1987, après avoir laissé un dernier testament non amendé ni révoqué, reçu devant Philippe Germain, notaire, le 6 novembre 1974 et d'un codicille reçu devant Philippe Germain, notaire, le 27 octobre 1982. Ladite Francine Ricard a accepté la succession dudit Jean-Paul Parent, sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte exécuté devant Anne Chaurette, notaire, 3400, Tour de la Bourse, carré Victoria, Montréal, daté du 9 octobre 1987 et enregistré à Hull, le 21 octobre 1987, sous le numéro 377472.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant le notaire soussigné puis enregistré à Hull le 16 avril 1988, sous le numéro 384428 et peut être consulté à son bureau, à l'adresse ci-dessus.

Après deux mois du présent avis, la bénéficiaire paiera les créanciers à mesure qu'ils se présenteront, selon la loi.

Montréal, le 2 mai 1988

56048

Le procureur,
ANNE CHAURETTE, notaire

Ville de Windsor
Rachat d'obligations

Prenez avis que conformément aux procédures adoptées, la ville de Windsor rachètera par anticipation, en date du 1^{er} juillet 1988, un montant de quatorze mille dollars (14 000 \$) d'obligations à même les obligations échéant le 1^{er} juillet 1990 de son émission d'obligations originale de 162 000 \$ datée du 1^{er} juillet 1970 et portant un taux d'intérêt de 9½ % l'an payable semi-annuellement le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet de chaque année.

Les numéros des titres ainsi rachetés par voie de tirage au sort sont les suivants:

Dénomination de 1 000 \$ numéros:

M-107, M-111, M-120, M-122, M-123, M-130, M-131, M-134, M-135, M-138, M-141, M-145, M-153, M-154.

Les obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1^{er} juillet 1988 et devront être présentées pour remboursement.

Windsor, le 26 avril 1988

Le greffier de la ville,
JOSEPH PLANTE, O.M.A.

Bureau administratif
22, rue Saint-Georges
Windsor, QC,
J1S 1J3
Tél.: (819) 845-7888

55984

Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil — Loi sur le

Demandes

Alain Corbeil

Prenez avis que Alain Corbeil, domicilié au 67, Glasgow, Mascouche, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Alain Lafrance.

Montréal, le 1^{er} février 1988

56003-20-2

Le procureur du requérant,
MARIE ROBERT, *avocate*

Ari Doghramadjian

Prenez avis que Ari Doghramadjian, domicilié au 3512, Charles-Daoust, appartement 301, Laval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Ari Dora-majian.

Laval, le 25 avril 1988

55979-20-2

Le requérant,
ARI DOGHRAMADJIAN

Bassam Nime

Prenez avis que Bassam Nime, domicilié au 385, Edison, Saint-Lambert, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de André Nime.

Montréal, le 26 février 1988

55921-19-2

Le procureur du requérant,
MELVIN S. KRONISH

Catherine Laura Lester

Prenez avis que Catherine Laura Lester, domiciliée au 522, rue Clinton, Toronto, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Nina Catherine Lester.

Toronto, le 19 avril 1988

56004-20-2

La requérante,
CATHERINE LAURA LESTER

Eric Benayoun Lemieux

Prenez avis que Eric Benayoun Lemieux, domicilié au 1051, boulevard des Pins, Val-d'Or, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Eric Lemieux.

Val-d'Or, le 19 avril 1988

56023-20-14

Le procureur du requérant,
ME JACQUES BARBÈS

Fanny Horton

Prenez avis que Fanny Horton, domiciliée au 1640, place Érin, Dorval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Pamela Horton.

Dorval, le 27 avril 1988

56005-20-2

Le procureur de la requérante,
PIERRE CARDINAL, *notaire*

Frances Bartholemus Povilaitis

Prenez avis que Frances Bartholemus Povilaitis, domicilié au 5459, rue Saint-Jacques, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Frank Bartholomew.

Montréal, le 8 avril 1988

55923-19-2

Les procureurs du requérant,
CERINI, SALMON, SOUAID & REYNOLDS

Hélène Rivet

Prenez avis que Hélène Rivet, domiciliée au 2775, rue Fullum, appartement 4, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Hélène Guèvremont.

Montréal, le 23 mars 1988

56006-20-2

La requérante,
HÉLÈNE RIVET

Joseph Claude André Léopold Dumontier

Prenez avis que Joseph Claude André Léopold Dumontier, domicilié au 1360, rue Beauregard, appartement 8, Longueuil, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Claude Léopold Proulx.

Longueuil, le 21 mars 1988

Les procureurs du requérant,
FERLAND, ARCHAMBAULT, LÉGER, LABERGE
55981-20-2 & ASSOCIÉS

Joseph Jean Michel Therrien alias Joseph Jean Michel Lafrance

Prenez avis que Joseph Jean Michel Therrien alias Joseph Jean Michel Lafrance, domicilié à Saint-Benoît de La Corne, Abitibi, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Jean Michel Lafrance.

Amos, le 14 avril 1988

Les procureurs du requérant,
55948-19-2 ST-JULIEN, TESSIER & ASSOCIÉS

Joseph Jean-Claude Asselin dit Lebel

Prenez avis que Joseph Jean-Claude Asselin dit Lebel, domicilié au 23, Flemings Street, Granisle, British Columbia, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Yoland Jean-Claude Lebel.

Québec, le 25 avril 1988

56007-20-2

Le procureur du requérant,
LISE BOITEAU, notaire

Joseph Lucien Nil Boivin

Prenez avis que Joseph Lucien Nil Boivin, domicilié au 6416, boulevard Sainte-Anne, Ange-Gardien, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Lucien Neil Boivin.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Ange-Gardien, le 18 avril 1988

55924-19-2

Le requérant,
JOSEPH LUCIEN NIL BOIVIN

Luc Masson

Prenez avis que Luc Masson, domicilié au 9320, boulevard des Mille-Îles, Saint-François, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Alexandre Masson.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Laval, le 26 avril 1988

55980-20-2

Le requérant,
LUC MASSON

Lucille Bergevin

Prenez avis que Lucille Bergevin, domiciliée au 152, Principale, Saint-Stanislas-de-Kostka, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Luce Bergevin.

Salaberry-de-Valleyfield, le 11 avril 1988

Les procureurs de la requérante,
55925-19-2 LECOMPTÉ, DROUIN, GÉNIER & ASSOCIÉS

Manzoor Ahmad

Prenez avis que Manzoor Ahmad, domicilié au 364, place Isabelle-Moyen, Île Bizard, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Manzoor Ahmad Khan.

Ce changement affectera aussi le nom de l'épouse du requérant Karakhshan Ahmad ainsi que ses enfants, Arish Manzoor Ahmad, Sabaa Ahmad et Faiz Manzoor Ahmad, tous domiciliés à la même adresse.

Berthierville, le 29 mars 1988

55949-19-2 *Le procureur du requérant,*
ANDRÉ LAPORTE, notaire

Marie Delcima Grant

Prenez avis que Marie Delcima Grant, domiciliée au 32, Bergeron, Beauport, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Danielle Grant.

Beauport, le 16 février 1988

55922-19-2 *La requérante,*
MARIE DELCIMA GRANT

Nathalie Daphné Thalassa Guérin

Prenez avis que Nathalie Daphné Thalassa Guérin, domiciliée au 3878, rue de Bullion, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Ingrid Elizabeth Thalassa Farkas.

Québec, le 27 avril 1988

56024-20-14 *Le procureur de la requérante,*
ANDRÉ RODRIGUE, avocat

Praphon Nilasobhana

Prenez avis que Praphon Nilasobhana, domicilié au 5, rue Kamouraska, Pointe-Claire, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Peter Nilas.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Montréal, le 20 avril 1988

55950-19-2 *Le procureur du requérant,*
LYDIA ASSAYAC

Rizkallah Michel Sabbagh

Prenez avis que Rizkallah Michel Sabbagh, domicilié au 10500, boulevard de l'Acadie, appartement 812, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Roy Michel Sabbagh.

Montréal, le 27 avril 1988

55959-19-2 *Le requérant,*
RIZKALLAH MICHEL SABBAGH

Saeed Akhtar

Prenez avis que Saeed Akhtar, domicilié au 2180, Nancy, Brossard, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Saeed Choudary.

Ce changement affectera aussi le nom de l'épouse du requérant Bushra Akhtar ainsi que leurs trois enfants mineurs, Habib-Ur-Rehman, Atique-Ur-Rehman et An-breen Akhtar.

Montréal, le 21 avril 1988

55926-19-2 *Les procureurs du requérant,*
BEAULIEU, SEMINIUK, GAGNON ET ASSOCIÉS

Suzanne Lebel

Prenez avis que Suzanne Lebel, domiciliée au 3010, Quatre-Bourgeois, appartement 418, Sainte-Foy, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Susan Lebel.

Sainte-Foy, le 18 avril 1988

55951-19-2 *La requérante,*
SUZANNE LABEL

Sylvie Lessard

Prenez avis que Sylvie Lessard, domiciliée au 11261, Edger, Montréal-Nord, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Maude Lessard.

Montréal-Nord, le 13 avril 1988

55952-19-2 *La requérante,*
SYLVIE LESSARD

William Albert Freedman

Prenez avis que William Albert Freedman, domicilié au 25, Tudor Court, Pointe-Claire, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de William Albert Gallant.

Lachine, le 13 avril 1988

55927-19-2

Les procureurs du requérant,
BARRIÈRE, NEUER & ASS.

Yevgny Kresko

Prenez avis que Yevgny Kresko, domicilié au 5643, Coolbrook, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jean Sirota.

Montréal, le 21 avril 1988

55953-19-2

Le procureur du requérant,
ME MAURICE LASRY

Yves St-Onge dit Michaud

Prenez avis que Yves St-Onge dit Michaud, domicilié au 1785, rue Barré, ville Saint-Laurent, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Yves Michaud.

Ville Saint-Laurent, le 10 avril 1988

55982-20-2

Le requérant,
YVES ST-ONGE DIT MICHAUD

Code de procédure civile (Article 139)

Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Trois-Rivières
No 400-05-000161-886

DAAME CAROLE BRULÉ, partie demanderesse, contre NICOLE BRULÉ, LISE BRULÉ, ANDRÉ BRULÉ, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR du bureau d'enregistrement de la division de Maskinongé, mis en cause.

Ordonnance

Il est ordonné à la partie défenderesse André Brulé, de comparaître au greffe de cette Cour dans le délai de

trente (30) jours à compter de la publication de la présente ordonnance à la *Gazette officielle du Québec*.

La partie défenderesse, André Brulé, est informée qu'une copie du bref et de la déclaration ont été déposées au greffe de cette Cour à son intention.

Trois-Rivières, le 19 avril 1988

56038

Le protonotaire adjoint,
JEANNINE BOISVERT

Donald Supple

Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-14-003556-867

Dans l'affaire de DONALD SUPPLE, interdit; EVELYNE SUPPLE, domiciliée et résidant au 7130, boulevard Monk, ville et district de Montréal, ès qualités de curatrice a l'interdit DONALD SUPPLE, requérante.

Avis public est, par les présentes, donné que, conformément à un jugement de la Cour supérieure, district de Montréal, rendu le 18 avril 1988, il sera procédé, le 24 mai 1988 à dix-huit heures précises (18 h 00), au bureau du notaire soussigné, 3299, rue Beaubien Est, ville de Montréal, à la vente à l'enchère et à l'adjudication publiques de l'immeubles appartenant à MONSIEUR DONALD SUPPLE, interdit et DAME EVELYNE SUPPLE, requérante, et désigné comme suit, savoir:

Désignation

Un emplacement ayant front sur le boulevard Monk en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro mille cinquante-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois mille neuf cent douze (3912-1057) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, division d'enregistrement de Montréal; avec bâtisse dessus construite, et notamment celle portant le numéro 7130 dudit boulevard Monk à Montréal. Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble, sans exception ni réserve.

Pour les conditions, s'adresser au notaire soussigné.

Montréal, le 26 avril 1988

56039

DANIELLE CROTEAU, notaire
3299, rue Beaubien Est
Montréal, QC
H1X 1G4

Compagnies (Partie IA) — Loi sur les

Délivrance d'un certificat de constitution

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de constitution à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2547-7993 2547-7993 QUÉBEC INC.	1988 03 28	Drummond
2548-6002 2548-6002 QUÉBEC INC.	1988 03 28	Drummond
2548-6010 2548-6010 QUÉBEC INC.	1988 03 28	Saint-François
2548-6028 2548-6028 QUÉBEC INC.	1988 03 29	Chicoutimi
2548-6036 2548-6036 QUÉBEC INC.	1988 03 28	Saint-Hyacinthe
2548-6044 2548-6044 QUÉBEC INC.	1988 03 28	Saint-Hyacinthe
2548-6101 2548-6101 QUÉBEC INC.	1988 04 11	Hull
2548-6119 2548-6119 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Québec
2548-6424 2548-6424 QUÉBEC INC.	1988 04 11	Québec
2548-6499 2548-6499 QUÉBEC INC.	1988 04 11	Abitibi
2549-6761 2549-6761 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Mégantic
2549-7272 2549-7272 QUÉBEC INC.	1988 03 28	Saint-François
2549-7280 2549-7280 QUÉBEC INC.	1988 03 28	Saint-François
2549-7298 2549-7298 QUÉBEC INC.	1988 03 28	Saint-François
2549-7306 2549-7306 QUÉBEC INC.	1988 03 28	Saint-François
2549-7314 2549-7314 QUÉBEC INC.	1988 03 28	Saint-François

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2549-7389 2549-7389 QUÉBEC INC.	1988 03 29	Alma
2549-7587 2549-7587 QUÉBEC INC.	1988 04 13	Chicoutimi
2549-7678 2549-7678 QUÉBEC INC.	1988 04 13	Bedford
2549-7686 2549-7686 QUÉBEC INC.	1988 04 14	Québec
2549-9260 2549-9260 QUÉBEC INC.	1988 04 13	Québec
2549-9278 2549-9278 QUÉBEC INC.	1988 04 13	Montmagny
2549-9286 2549-9286 QUÉBEC INC.	1988 04 14	Abitibi
2549-9583 2549-9583 QUÉBEC INC.	1988 04 14	Québec
2549-9609 2549-9609 QUÉBEC INC.	1988 04 14	Québec
2549-9823 2549-9823 QUÉBEC INC.	1988 04 14	Québec
2552-4273 2552-4273 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Montréal
2552-4463 2552-4463 QUÉBEC INC.	1988 04 05	Montréal
2552-4471 2552-4471 QUÉBEC INC.	1988 04 05	Montréal
2552-4505 2552-4505 QUÉBEC INC.	1988 04 05	Longueuil
2552-4786 2552-4786 QUÉBEC INC.	1988 04 05	Beauharnois
2552-4794 2552-4794 QUÉBEC INC.	1988 04 05	Beauharnois
2552-4802 2552-4802 QUÉBEC INC.	1988 04 05	Beauharnois
2552-4810 2552-4810 QUÉBEC INC.	1988 04 05	Beauharnois
2552-4828 2552-4828 QUÉBEC INC.	1988 04 05	Beauharnois

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-4836 2552-4836 QUÉBEC INC.	1988 04 05	Montréal
2552-4844 2552-4844 QUÉBEC INC.	1988 04 05	Terrebonne
2552-4851 2552-4851 QUÉBEC INC.	1988 04 05	Montréal
2552-4869 2552-4869 QUÉBEC INC.	1988 04 05	Montréal
2552-4877 2552-4877 QUÉBEC INC.	1988 04 05	Montréal
2552-4901 2552-4901 QUÉBEC INC.	1988 04 15	Montréal
2552-4919 2552-4919 QUÉBEC INC.	1988 04 05	Beauharnois
2552-4927 2552-4927 QUÉBEC INC.	1988 04 05	Beauharnois
2552-4935 2552-4935 QUÉBEC INC.	1988 04 05	Beauharnois
2552-4943 2552-4943 QUÉBEC INC.	1988 04 05	Beauharnois
2552-4950 2552-4950 QUÉBEC INC.	1988 04 05	Terrebonne
2552-5007 2552-5007 QUÉBEC INC.	1988 04 05	Longueuil
2552-5015 2552-5015 QUÉBEC INC.	1988 04 05	Laval
2552-5056 2552-5056 QUÉBEC INC.	1988 04 05	Laval
2552-5171 2552-5171 QUÉBEC INC.	1988 04 05	Montréal
2552-5213 2552-5213 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Montréal
2552-5239 2552-5239 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Montréal
2552-5247 2552-5247 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Bedford
2552-5379 2552-5379 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Longueuil

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-5387 2552-5387 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Drummond
2552-5395 2552-5395 QUÉBEC INC.	1988 04 05	Longueuil
2552-5403 2552-5403 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Longueuil
2552-5411 2552-5411 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Joliette
2552-5486 2552-5486 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Saint-François
2552-5494 2552-5494 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Québec
2552-5536 2552-5536 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Drummond
2552-5544 2552-5544 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Terrebonne
2552-5551 2552-5551 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Montréal
2552-5569 2552-5569 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Montréal
2552-5577 2552-5577 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Québec
2552-5619 2552-5619 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Terrebonne
2552-5627 2552-5627 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Témiscamingue
2552-5635 2552-5635 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Saint-Hyacinthe
2552-5643 2552-5643 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Longueuil
2552-5676 2552-5676 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Montréal
2552-5684 2552-5684 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Longueuil
2552-5734 2552-5734 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Montréal
2552-5742 2552-5742 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Roberval

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-5759 2552-5759 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Labelle
2552-5767 2552-5767 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Montréal
2552-5817 2552-5817 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Montréal
2552-5882 2552-5882 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Montréal
2552-5924 2552-5924 QUÉBEC INC.	1988 04 11	Montréal
2552-5981 2552-5981 QUÉBEC INC.	1988 04 06	Longueuil
2552-6120 2552-6120 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Montréal
2552-6146 2552-6146 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Montréal
2552-6153 2552-6153 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Richelieu
2552-6203 2552-6203 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Montréal
2552-6252 2552-6252 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Iberville
2552-6310 2552-6310 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Montréal
2552-6328 2552-6328 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Montréal
2552-6336 2552-6336 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Longueuil
2552-6344 2552-6344 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Laval
2552-6351 2552-6351 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Montréal
2552-6369 2552-6369 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Montréal
2552-6377 2552-6377 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Saint-Hyacinthe
2552-6427 2552-6427 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Longueuil

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-6443 2552-6443 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Montréal
2552-6468 2552-6468 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Terrebonne
2552-6492 2552-6492 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Longueuil
2552-6526 2552-6526 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Saint-Hyacinthe
2552-6534 2552-6534 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Montréal
2552-6542 2552-6542 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Montréal
2552-6559 2552-6559 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Montréal
2552-6567 2552-6567 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Montréal
2552-6575 2552-6575 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Montréal
2552-6583 2552-6583 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Montréal
2552-6591 2552-6591 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Montréal
2552-6609 2552-6609 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Longueuil
2552-6617 2552-6617 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Montréal
2552-6625 2552-6625 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Montréal
2552-6641 2552-6641 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Montréal
2552-6658 2552-6658 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Montréal
2552-6716 2552-6716 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Laval
2552-6732 2552-6732 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Rimouski
2552-6740 2552-6740 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-6781 2552-6781 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Montréal
2552-6831 2552-6831 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Montréal
2552-6849 2552-6849 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Montréal
2552-6856 2552-6856 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Montréal
2552-6898 2552-6898 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Montréal
2552-6914 2552-6914 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Montréal
2552-6948 2552-6948 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Longueuil
2552-6955 2552-6955 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Montréal
2552-6989 2552-6989 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Montréal
2552-6997 2552-6997 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Longueuil
2552-7052 2552-7052 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Hull
2552-7128 2552-7128 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Témiscamingue
2552-7144 2552-7144 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Alma
2552-7169 2552-7169 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Montréal
2552-7219 2552-7219 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Terrebonne
2552-7235 2552-7235 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Montréal
2552-7243 2552-7243 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Terrebonne
2552-7250 2552-7250 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Abitibi
2552-7284 2552-7284 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-7292 2552-7292 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Montréal
2552-7300 2552-7300 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Montréal
2552-7318 2552-7318 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Montréal
2552-7326 2552-7326 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Montréal
2552-7334 2552-7334 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Montréal
2552-7342 2552-7342 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Montréal
2552-7359 2552-7359 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Montréal
2552-7367 2552-7367 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Montréal
2552-7375 2552-7375 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Montréal
2552-7409 2552-7409 QUÉBEC INC.	1988 04 08	Trois-Rivières
2552-7425 2552-7425 QUÉBEC INC.	1988 04 11	Montréal
2552-7458 2552-7458 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Montréal
2552-7466 2552-7466 QUÉBEC INC.	1988 04 11	Longueuil
2552-7490 2552-7490 QUÉBEC INC.	1988 04 11	Montréal
2552-7516 2552-7516 QUÉBEC INC.	1988 04 11	Montréal
2552-7623 2552-7623 QUÉBEC INC.	1988 04 11	Beauharnois
2552-7631 2552-7631 QUÉBEC INC.	1988 04 11	Montréal
2552-7649 2552-7649 QUÉBEC INC.	1988 04 11	Laval
2552-7656 2552-7656 QUÉBEC INC.	1988 04 11	Alma

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-7714 2552-7714 QUÉBEC INC.	1988 04 11	Montréal
2552-7755 2552-7755 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Montréal
2552-7771 2552-7771 QUÉBEC INC.	1988 04 11	Terrebonne
2552-7789 2552-7789 QUÉBEC INC.	1988 04 11	Saint-François
2552-7862 2552-7862 QUÉBEC INC.	1988 04 11	Laval
2552-7904 2552-7904 QUÉBEC INC.	1988 04 11	Terrebonne
2552-7920 2552-7920 QUÉBEC INC.	1988 04 11	Hull
2552-8050 2552-8050 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Saint-Hyacinthe
2552-8068 2552-8068 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Joliette
2552-8084 2552-8084 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Montréal
2552-8100 2552-8100 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Montréal
2552-8126 2552-8126 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Montréal
2552-8142 2552-8142 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Montréal
2552-8159 2552-8159 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Drummond
2552-8175 2552-8175 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Laval
2552-8191 2552-8191 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Montréal
2552-8209 2552-8209 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Montréal
2552-8258 2552-8258 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Trois-Rivières
2552-8266 2552-8266 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Terrebonne

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-8274 2552-8274 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Beauharnois
2552-8282 2552-8282 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Montréal
2552-8290 2552-8290 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Montréal
2552-8357 2552-8357 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Joliette
2552-8373 2552-8373 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Montréal
2552-8381 2552-8381 QUÉBEC INC.	1988 04 13	Montréal
2552-8407 2552-8407 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Montréal
2552-8415 2552-8415 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Montréal
2552-8449 2552-8449 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Saint-François
2552-8464 2552-8464 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Labelle
2552-8480 2552-8480 QUÉBEC INC.	1988 04 13	Montréal
2552-8522 2552-8522 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Alma
2552-8548 2552-8548 QUÉBEC INC.	1988 04 14	Montréal
2552-8563 2552-8563 QUÉBEC INC.	1988 04 13	Saint-François
2552-8571 2552-8571 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Montréal
2552-8589 2552-8589 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Montréal
2552-8597 2552-8597 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Montréal
2552-8605 2552-8605 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Montréal
2552-8613 2552-8613 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-8654 2552-8654 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Labelle
2552-8662 2552-8662 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Montréal
2552-8704 2552-8704 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Hull
2552-8712 2552-8712 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Longueuil
2552-8720 2552-8720 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Joliette
2552-8738 2552-8738 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Joliette
2552-8746 2552-8746 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Joliette
2552-8753 2552-8753 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Joliette
2552-8761 2552-8761 QUÉBEC INC.	1988 04 12	Joliette
2552-8852 2552-8852 QUÉBEC INC.	1988 04 13	Montréal
2552-8860 2552-8860 QUÉBEC INC.	1988 04 13	Montréal
2552-8910 2552-8910 QUÉBEC INC.	1988 04 13	Laval
2552-8936 2552-8936 QUÉBEC INC.	1988 04 13	Iberville
2552-8977 2552-8977 QUÉBEC INC.	1988 04 13	Saint-Maurice
2552-8985 2552-8985 QUÉBEC INC.	1988 04 13	Bedford
2552-9009 2552-9009 QUÉBEC INC.	1988 04 13	Montréal
2552-9017 2552-9017 QUÉBEC INC.	1988 04 13	Montréal
2552-9041 2552-9041 QUÉBEC INC.	1988 04 13	Saint-François
2552-9058 2552-9058 QUÉBEC INC.	1988 04 13	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-9173 2552-9173 QUÉBEC INC.	1988 04 13	Arthabaska
2552-9199 2552-9199 QUÉBEC INC.	1988 04 13	Montréal
2552-9207 2552-9207 QUÉBEC INC.	1988 04 13	Montréal
2552-9215 2552-9215 QUÉBEC INC.	1988 04 13	Laval
2552-9223 2552-9223 QUÉBEC INC.	1988 04 13	Laval
2552-9272 2552-9272 QUÉBEC INC.	1988 04 13	Labelle
2552-9322 2552-9322 QUÉBEC INC.	1988 04 13	Montréal
2552-9454 2552-9454 QUÉBEC INC.	1988 04 14	Richelieu
2552-9645 2552-9645 QUÉBEC INC.	1988 04 14	Montréal
2549-9310 ABCOR DU NORD QUÉBEC LTÉE	1988 04 14	Rouyn-Noranda
2549-9682 ACC-TECH LTÉE	1988 03 31	Québec
2549-6753 AGENCE DE PERSONNEL C. D. L. INC.	1988 04 12	Québec
2549-7637 AGENCE DENIS LEMIEUX INC.	1988 04 13	Québec
2552-6245 AGENCE LITTÉRAIRE D'AMÉRIQUE INC.	1988 04 07	Montréal
2552-5973 LES AGENCES RICHARD SIMONEAU INC.	1988 04 06	Longueuil
2549-7470 ALEX DICAIRE TRANSPORT INC.	1988 03 30	Hull
2552-5460 ALFRAN AUTO INC.	1988 04 08	Longueuil
2549-7611 ALI FRAIS LTÉE	1988 04 13	Québec
2552-6005 ALICOM INC.	1988 04 06	Montréal
2549-8064 ALIMENTATION J.C.P. INC.	1988 04 14	Saint-Maurice

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-6476 ALTRAVEST INC.	1988 04 07	Montréal
2552-9165 LES AMÉNAGEMENTS PAYSAGISTES M.O. INC.	1988 04 13	Montréal
2549-6779 LES AMUSEMENTS FANTASTIQUES INC.	1988 04 12	Québec
2552-8167 AOREA INC.	1988 04 12	Terrebonne
2549-9674 LES APPÂTS UNIS INC.	1988 03 31	Saint-Hyacinthe
2552-7672 L'AQUEDUC DOMAINE VIEUX FOYER INC.	1988 04 11	Terrebonne
2549-7421 LES ARMOIRES TRANS-FORME INC.	1988 03 30	Québec
2549-9757 ASSURANCES HAROLD RIOUX INC.	1988 04 05	Kamouraska
2549-9773 AUBERGE LA MARTINE INC.	1988 04 05	Charlevoix
2552-7102 AUTOMEDON INC.	1988 04 08	Trois-Rivières
2549-7496 A-1 TEINTURIER INC.	1988 03 30	Richelieu
2552-5668 BARYTINE ST-FABIEN INC.	1988 04 06	Rimouski
2552-5791 BATTERIPRO INC.	1988 04 06	Montréal
2552-6864 BELMARK ÉLECTRIQUE INC. <i>BELMARK ELECTRIC INC.</i>	1988 04 12	Montréal
2552-8647 BÉTON ARMOUR LTÉE <i>ARMOUR CONCRETE LTD.</i>	1988 04 12	Montréal
2552-9157 BOISERIE R.D.S. INC.	1988 04 13	Beauharnois
2552-9140 BOUTIQUE DE FLEURS CAROLINE INC.	1988 04 13	Montréal
2552-8829 LA BOUTIQUE DU SOMMELIER INC.	1988 04 13	Montréal
2552-5585 BOUTIQUE D'ANIMAUX TAILS-END INC.	1988 04 06	Beauharnois

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-8902 BOUTIQUE LE STYLE INC.	1988 04 13	Terrebonne
2552-9066 LES BOUTIQUES RENÉE-CLAUDE INC.	1988 04 13	Richelieu
2552-5353 BRIAN ET FRANÇOISE NG INC.	1988 04 05	Montréal
2552-6260 BUGAV INC.	1988 04 07	Richelieu
2552-8092 B.B. PELUCHE INC.	1988 04 12	Montréal
2548-6093 CAF-CAF INC.	1988 03 29	Longueuil
2552-5825 LES CASTELS DU LAC INC.	1988 04 06	Montréal
2549-6829 CENTRE DE L'AUTO ST-LAMBERT INC.	1988 04 12	Québec
2549-7538 CENTRE DU RADIATEUR ST-GEORGES INC.	1988 03 30	Beauce
2552-7581 CENTRE D'IMAGES LE MONT-ROYAL INC. <i>MONT-ROYAL IMAGE CENTER INC.</i>	1988 04 11	Montréal
2548-6077 CHARLTON & ASSOCIÉS AGENCE DE PROMOTION INC.	1988 04 11	Québec
2549-6845 CLÔTURES ET RAMPES DEAUVILLE INC.	1988 04 15	Saint-François
2552-7995 COMMODITÉ ÉLECTRONIQUES F.G. INC. <i>F.G. COMMODITY ELECTRONICS INC.</i>	1988 04 11	Montréal
2552-7201 COMMUNICATION A.T.R. INC.	1988 04 08	Chicoutimi
2552-8340 COMMUNICATIONS «LES AFFAIRES AGRICOLES DU QUÉBEC» INC.	1988 04 11	Longueuil
2552-7508 COMPAGNIE DE SÉCURITÉ LES PRÉVOYANTS INC.	1988 04 11	Terrebonne
2549-8049 CONCIERGERIE L'ENTRETIEN INC.	1988 04 12	Rimouski

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-6682 CONSEILLERS D'INVESTISSEMENTS & AGENTS D'IMMIGRATION C.I.A.I. INC.	1988 04 07	Longueuil
2552-7854 CONSTRUCTION CLOUTIER JOYAL INC.	1988 04 11	Richelieu
2552-6922 CONSTRUCTION ET EXCAVATION STE-BÉATRIX INC.	1988 04 08	Joliette
2549-6811 CONSTRUCTION L.L.C. INC.	1988 04 12	Québec
2552-7474 CONSTRUCTION PAUZÉ, RENDA INC.	1988 04 11	Laval
2552-7383 CONSTRUCTION R.C.D. INC.	1988 04 08	Longueuil
2552-8688 CONSTRUCTION S.T.L. INC.	1988 04 12	Terrebonne
2552-8399 LES CONSTRUCTIONS BENOIT COUSINEAU INC.	1988 04 12	Terrebonne
2552-7813 CONSTRUCTIONS FERNAND CYR INC.	1988 04 11	Gaspé
2549-7348 CONSTRUCTIONS FRANÇOIS LALIBERTÉ INC.	1988 04 11	Beauce
2552-9306 LES CONSTRUCTIONS JEAN CLAVEL INC.	1988 04 13	Longueuil
2549-9625 LES CONSTRUCTIONS RAYMOND VIGNEAULT INC.	1988 03 31	Beauharnois
2552-7888 LES CONSTRUCTIONS STEPHNA LTÉE	1988 04 11	Saint-Maurice
2552-6161 LES CONSTRUCTIONS TAMA INC.	1988 04 07	Montréal
2549-7694 LES CONSULTANTS PIERRE-LUC DELBOURG INC.	1988 04 12	Québec
2552-5205 CORIMSA LTÉE CORIMSA LTD.	1988 04 06	Montréal
2549-6472 CORPORATION DUBRECK INC.	1988 04 08	Beauce
2549-9336 CORPORATION QUEGRAN	1988 04 15	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2549-7264 COUVERTURE DE LA RIVE NORD INC.	1988 04 08	Québec
2552-7110 COUVRE MUR LANTIN INC.	1988 04 08	Montréal
2549-9708 LES CRÉATIONS DU BERGER INC.	1988 04 05	Montmagny
2552-5296 LES CRÉATIONS ROCO INC.	1988 04 05	Montréal
2552-8431 CRÉATIONS VIDÉO ART INC.	1988 04 12	Montréal
2552-6294 CREDICOL INC.	1988 04 07	Richelieu
2549-6704 CROISSANT DE LA PROMENADE INC.	1988 03 30	Arthabaska
2552-7565 DAGENAIS SPORTS INC.	1988 04 11	Laval
2552-5775 DECK-DESIGN INC.	1988 04 06	Montréal
2552-5288 DELTA NÉON INC.	1988 04 05	Drummond
2549-7488 DENIS CHABOT PAYSAGISTE INC.	1988 03 30	Beauce
2549-6803 LE DÉPANNEUR INDUSTRIEL RICHARD INC.	1988 03 31	Saint-François
2552-5510 DÉPRO ÉLECTRONIQUE INC.	1988 04 06	Terrebonne
2549-7553 DÉVELOPPEMENT AUBÉ INC.	1988 03 30	Abitibi
2549-6712 DÉVELOPPEMENT ET SERVICES R.C.C.A.Q. INC.	1988 04 08	Longueuil
2552-6666 DÉVELOPPEMENTS O.L.M. INC.	1988 04 07	Joliette
2552-5312 DIANE BÉLAIR ET PAUL HUBERT INC.	1988 04 05	Montréal
2548-6416 DIANE COMMUNICATION INC.	1988 04 08	Québec
2552-6799 DIFFUSION - DISTRIBUTION - LIBRAIRIE RIVE-NORD INC.	1988 04 08	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-7615 DISTRIBUTION ALIMENTAIRE PIERRE PAYETTE INC.	1988 04 11	Montréal
2552-9314 DISTRIBUTION CONFORTECH INC.	1988 04 13	Laval
2552-5130 DISTRIBUTION JULES RIVERIN INC.	1988 04 05	Chicoutimi
2552-6872 DISTRIBUTION PIERRE VÉZINA INC.	1988 04 08	Québec
2549-7512 LES DISTRIBUTIONS FRANCOPEL INC.	1988 03 30	Saint-François
2552-6690 DISTRI-MISS INC.	1988 04 08	Montréal
2552-7912 DON PARK TRANSPORT INC.	1988 04 11	Montréal
2552-9025 DORÉ AUTOMOBILES MAGOG (1988) INC.	1988 04 13	Saint-François
2552-5106 DRAGON AUTO INC.	1988 04 05	Montréal
2552-5940 D.D. DISTRIBUTIONS LUBRIFIANTS INC.	1988 04 06	Longueuil
2552-8308 ÉBÉNISTERIE C.S.R. INC.	1988 04 12	Terrebonne
2552-7045 ÉBÉNISTERIE PIERRE LAPARÉ INC.	1988 04 08	Terrebonne
2552-5452 EBTECH INC.	1988 04 06	Montréal
2552-6211 ÉCOLE MUZART DE RICHELIEU INC.	1988 04 07	Saint-Hyacinthe
2552-5262 ÉCOLE NATIONALE D'AVIATION CIVILE D.N. INC.	1988 04 05	Saint-Hyacinthe
2552-7557 EMBALLAGE JAKO INC. JAKO PACKAGING INC.	1988 04 11	Longueuil
2549-6837 ENFOUISSEMENT TRANSSAN DE LA RIVE SUD INC.	1988 04 13	Québec
2552-6773 LES ENTREPRISES AGRICOLES RODA (1988) LTÉE	1988 04 08	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-5155 LES ENTREPRISES A. RIEL ET FILS INC.	1988 04 05	Iberville
2552-5692 LES ENTREPRISES BOU GO INC.	1988 04 06	Richelieu
2552-7839 LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTIONS ET RÉNOVATIONS M. DAZÉ INC.	1988 04 11	Montréal
2552-5726 LES ENTREPRISES DR. SEALER INC.	1988 04 06	Laval
2552-8670 ENTREPRISES D. JOYAL ÉLECTRIQUE INC.	1988 04 12	Longueuil
2552-6401 LES ENTREPRISES ÉLECTRIQUES BLAIN ET ASSOCIÉS LTÉE	1988 04 07	Terrebonne
2549-7710 LES ENTREPRISES FERMARC TESSIER & FILS INC.	1988 04 14	Québec
2549-7546 LES ENTREPRISES GAGNÉ-ROUSSEAU LTÉE	1988 03 30	Laval
2552-7441 LES ENTREPRISES GOYETTE ET GOMES INC.	1988 04 11	Montréal
2552-8001 LES ENTREPRISES JO-EL INC.	1988 04 11	Laval
2552-5965 LES ENTREPRISES KROW INC.	1988 04 06	Montréal
2552-7938 LES ENTREPRISES LEMPAR INC.	1988 04 12	Laval
2549-6852 LES ENTREPRISES L. & M. CANTIN INC.	1988 04 15	Québec
2552-6302 LES ENTREPRISES MIVI INC.	1988 04 07	Laval
2552-5593 LES ENTREPRISES MONALVI INC.	1988 04 06	Montréal
2552-5098 LES ENTREPRISES PIERRE PRUD'HOMME INC.	1988 04 05	Beauharnois
2552-8035 LES ENTREPRISES PROSCAPE INC. PROSCAPE ENTERPRISES INC.	1988 04 11	Montréal
2552-6500 LES ENTREPRISES RÉJEAN CHAGNON INC.	1988 04 07	Richelieu

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2549-7520 LES ENTREPRISES ROY, DUGUAY & ASSOCIÉS INC.	1988 03 30	Gaspé
2552-5429 LES ENTREPRISES Y. GRAVEL INC.	1988 04 05	Montréal
2552-9181 LES ENTREPRISES ZARZO INC.	1988 04 13	Longueuil
2552-6765 LES ENTRETIENS ALAIN & MICHELLE INC.	1988 04 08	Laval
2552-8027 ÉPICERIE SOUCIS INC.	1988 04 11	Montréal
2552-7003 LES ÉQUIPEMENTS PRO-TRAC INC.	1988 04 08	Montréal
2549-8023 ESCOFOR INC.	1988 04 11	Baie-Comeau
2552-7730 EXCAVATION ANDRÉ NADON INC.	1988 04 11	Laval
2552-5718 EXCAVATION RÉAL SÉNÉCHAL INC.	1988 04 06	Kamouraska
2552-9264 EXCAVATIONS RAYMOND PLANTE INC.	1988 04 13	Saint-Hyacinthe
2549-7439 EXCAVATIONS R. AMIRAUT INC.	1988 03 30	Bedford
2552-8555 EXPLORATION MINIÈRE PLATINEX INC.	1988 04 13	Abitibi
2549-8056 EXPLORATION ORIENT INC. <i>ORIENT EXPLORATION INC.</i>	1988 04 12	Montréal
2552-6393 E.B. CLEMENTE, INC.	1988 04 07	Montréal
2552-7417 LES FABRICATIONS DANABEL INC.	1988 04 08	Richelieu
2552-5320 FERME BROGALI INC.	1988 04 05	Saint-François
2552-9033 FERME MAQUILLÉ INC.	1988 04 13	Richelieu
2549-7660 FERME M. ET G. L'HEUREUX INC.	1988 04 13	Québec
2548-6515 FERME PAYANT & YELLE INC.	1988 03 29	Beauharnois

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2549-7397 FERME ROLAND BOIVIN INC.	1988 03 29	Joliette
2548-6465 FERNAND BÉLANGER ENTREPRENEUR ÉLECTRICIEN INC.	1988 04 11	Québec
2552-8134 LES FINISSEURS DE CIMENT LUPI LTÉE	1988 04 12	Laval
2552-7763 FRUITHÈQUE INC.	1988 04 11	Saint-Hyacinthe
2549-8031 FUTUR MIROIR INC.	1988 04 05	Québec
2552-8878 GALERIE 3 POINTS ART CONTEMPORAIN INC.	1988 04 13	Montréal
2552-6518 LES GALERIES POINTE-À-LA-CROIX INC.	1988 04 07	Laval
2547-7985 GARAGE C. PINARD ET FILS INC.	1988 04 08	Trois-Rivières
2547-0337 GARAGE JOHNNY MCDERMOTT INC.	1988 03 17	Bedford
2552-8928 GARAGE PATRY INC.	1988 04 13	Terrebonne
2552-7706 GARDERIE UNICORNE INC. UNICORNE DAY CARE INC.	1988 04 11	Montréal
2549-9716 GASTON TARDIF RÉPARATIONS DE CAMIONS INC.	1988 04 05	Saint-François
2552-6385 GEOBRACK INC.	1988 04 07	Montréal
2552-6880 GERRY BOULET INC.	1988 04 08	Longueuil
2552-7946 GESKA INC.	1988 04 11	Montréal
2552-6112 GESTDENT LA BERGE DU PLATEAU INC.	1988 04 07	Terrebonne
2552-5148 GESTION ANDRÉ ST-LAURENT INC.	1988 04 05	Montréal
2552-7797 GESTION ARRÊT-CAFÉ INC.	1988 04 11	Rouyn-Noranda

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-6724 GESTION CLAUDE RODRIGUE INC.	1988 04 08	Terrebonne
2549-9633 GESTION DIONNE & CANTIN INC.	1988 03 31	Joliette
2552-5189 GESTION ET CONSULTATION LISE GIGUÈRE INC.	1988 04 05	Montréal
2552-7193 GESTION EURASIE INC.	1988 04 08	Longueuil
2548-6127 GESTION FRANCESCO CARRANO LTÉE	1988 04 11	Montréal
2552-6039 GESTION GILLES CARIGNAN INC.	1988 04 06	Abitibi
2552-6179 GESTION G. HARRISON INC.	1988 04 07	Joliette
2552-4984 GESTION HERVÉ SIMARD INC.	1988 04 05	Beauharnois
2548-6135 GESTION JEAN-MARC & HENRIETTE PROULX LTÉE	1988 04 11	Montréal
2552-8803 GESTION J.M. LATENDRESSE INC. <i>J.M. LATENDRESSE HOLDINGS INC.</i>	1988 04 12	Bedford
2552-6419 GESTION LISETTE TARDY INC.	1988 04 07	Montréal
2552-8076 GESTION LUCIEN FORTIN LTÉE	1988 04 12	Iberville
2549-7371 GESTION L.R.J.F. BISSONNETTE INC.	1988 04 11	Québec
2552-6930 GESTION MARIO PRÉVOST INC.	1988 04 08	Laval
2549-7405 GESTION MICHELLE RENAUD INC.	1988 03 29	Terrebonne
2552-9363 GESTION M.H.T. INC.	1988 04 13	Montréal
2549-7413 GESTION NICOLE LEFORT INC.	1988 03 29	Terrebonne
2552-8423 GESTION OPAL LTÉE <i>OPAL MANAGEMENT LTD.</i>	1988 04 12	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2549-7595 GESTION P. ST-ONGE INC.	1988 04 13	Québec
2552-6633 GESTION RAMCEL INC.	1988 04 08	Montréal
2552-4968 GESTION RAY-LAU INC.	1988 04 05	Joliette
2552-5031 GESTION REEVES-DESROSIERS LTÉE REEVES-DESROSIERS HOLDINGS LTD	1988 04 05	Montréal
2549-7363 GESTION ROLANDE GARCEAU INC.	1988 04 11	Québec
2552-9082 GESTION ST-MARTIN INC.	1988 04 13	Montréal
2549-9617 LES GESTIONS CLAUDE FURLONG INC.	1988 04 01	Laval
2552-7680 GESTIONS G.R.B. INC.	1988 04 11	Beauce
2552-8241 LES GESTIONS IMMOBILIÈRES G.S. INC.	1988 04 12	Montréal
2552-8183 GILBERTE QUÉNETTE INC.	1988 04 12	Montréal
2549-7728 GILLES ET YVAN PELLETIER ENTREPRENEUR TIREUR DE JOINT INC.	1988 04 15	Québec
2552-6971 GREAT WALL FOURNITURE INDUSTRIELLE LTÉE	1988 04 08	Montréal
2552-8472 LE GROUPE AKIDEV INC.	1988 04 12	Joliette
2549-6738 GROUPE AMÉLIORATION DOMICILIAIRE DE LA CAPITALE INC.	1988 04 11	Québec
2549-7645 LE GROUPE DE ROC INTERNATIONAL INC.	1988 04 13	Hull
2552-6484 GROUPE IMMOBILIER MATO INC.	1988 04 07	Montréal
2552-8951 GROUPE J.R. INC. J.R. GROUP INC.	1988 04 13	Montréal
2552-8217 GUYLOU CONSTRUCTIONS INC.	1988 04 12	Labelle

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-8787 G.P.N. ASSURANCE COLLECTIVE INC.	1988 04 12	Longueuil
2549-8080 HABITAT ST-JEAN (1988) INC.	1988 04 15	Québec
2552-5254 HABITATIONS HOUGI INC.	1988 04 05	Longueuil
2548-6408 LES HABITATIONS PRIVILÈGE INC.	1988 04 08	Québec
2552-8324 LES HABITATIONS STÉPHANE TURCOT INC.	1988 04 11	Terrebonne
2552-4372 IMAGE DE PRESTIGE INC.	1988 04 06	Laval
2552-7953 IMALIN INC.	1988 04 11	Montréal
2549-8072 LES IMMEUBLES ANDRÉ ALLARD INC.	1988 04 15	Québec
2552-9132 IMMEUBLES P. DESHARNAIS INC.	1988 04 13	Beauharnois
2552-6708 LES IMPORTATIONS-EXPORTATIONS SUNCAN INC. <i>SUNCAN IMPORT-EXPORT INC.</i>	1988 04 08	Montréal
2552-7573 IMPRIMERIE CHERTSEY INC.	1988 04 11	Joliette
2549-7579 IMPRIMERIE P. & M. BERTHELETTE INC.	1988 05 01	Longueuil
2549-9641 INDUSTRIES CED-BEC INC.	1988 03 31	Mégantic
2548-6069 INFO-VISUEL INC.	1988 04 08	Québec
2549-7504 LES INSTALLATIONS DE MAISON BILLY & GRONDINES INC.	1988 03 30	Rouyn-Noranda
2552-7037 LES INSTALLATIONS DE PISCINES JAMIC INC.	1988 04 08	Terrebonne
2552-5080 LES INSTALLATIONS IROC INC.	1988 04 05	Montréal
2552-7532 LES INVESTISSEMENTS DIZO INC.	1988 04 11	Laval
2552-7268 INVESTISSEMENTS EQUISTAR INC. <i>EQUISTAR INVESTMENTS INC.</i>	1988 04 08	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2549-7454 LES INVESTISSEMENTS MARIO MARTIN INC.	1988 03 30	Beauharnois
2549-9328 J L MARINE INC.	1988 04 13	Gaspé
2552-5783 JACQUES GÉNÉREUX DÉBOSSÉLAGE ET PEINTURE INC.	1988 04 06	Joliette
2552-8456 JAIME SITEC INC.	1988 04 12	Montréal
2552-6435 JAYMAR VARIÉTÉ INC.	1988 04 07	Montréal
2552-5866 JET DE SABLE SÉVIGNY-GEOFFROY INC.	1988 04 06	Terrebonne
2552-5601 LAGUÉ, RAVENELLE & ASSOCIÉS INC.	1988 04 06	Bedford
2548-6481 LAMINAGE ESTRIE INC.	1988 03 29	Saint-François
2549-9294 LAVERIE LAMAQUE INC.	1988 04 14	Abitibi
2552-7227 LÉO MORIN ENTREPRENEUR PAYSAGISTE INC.	1988 04 08	Longueuil
2549-9724 LES SOUDURES ROMAR LTÉE	1988 04 05	Trois-Rivières
2552-7060 LIBRAIRIE ET PAPETERIE AUX BELLES PAGES INC.	1988 04 08	Laval
2552-7094 LIBRAIRIE LES HALLES INC.	1988 04 08	Longueuil
2552-6286 LITHO MONTÉRÉGIE INC.	1988 04 07	Longueuil
2552-9074 LOCATION BOIS FRANC MÉTROPOLE INC.	1988 04 13	Montréal
2552-6138 LOCATION D'OUTILS BELOEIL (1988) INC.	1988 04 07	Saint-Hyacinthe
2549-8007 LES LOCATIONS CHARRIER INC.	1988 03 29	Bedford
2552-8316 LES LOCATIONS DE CHARIOT ÉLÉVATEUR ST-LAURENT INC.	1988 04 12	Longueuil

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-7896 LOCATION-GESTION F.D.B. LTÉE	1988 04 11	Hull
2552-7821 LOGISTIQUE JOHANNE LAVOIE INC.	1988 04 11	Longueuil
2552-5999 MAÇONNERIE 1987 INC.	1988 04 06	Montréal
2552-6807 MAC, ENTREPRENEURS PEINTRES INC.	1988 04 08	Laval
2552-7151 MADELEINE LEDUC INC.	1988 04 08	Montréal
2549-7629 MAINTENANCE J. L. B. INC.	1988 04 13	Québec
2552-7722 MAISON F.A.C. INC.	1988 04 11	Joliette
2552-5502 MAISONS YVES DESROSIERS INC.	1988 04 06	Montréal
2552-7540 LE MARC DE BOURGOGNE INC.	1988 04 11	Montréal
2552-6278 MARGARET PETER-JOSEPH INC.	1988 04 07	Montréal
2552-7086 MARKETING ORIENTAL INC. ORIENTAL MARKETING INC.	1988 04 08	Montréal
2552-6674 MATELAS CHAMBLY INC.	1988 04 08	Longueuil
2549-7355 MATÉRIAUX BROMONT INC.	1988 04 03	Drummond
2552-7748 MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION D.A.L. INC.	1988 04 11	Saint-Maurice
2552-7276 MATÉRIAUX INTER-QUÉBEC INC.	1988 04 08	Longueuil
2552-8233 MÉMO CANADA INC.	1988 04 12	Beauharnois
2552-8811 MENUISERIE R. LESSARD INC.	1988 04 12	Iberville
2549-7652 MENUISERIE S.M. INC.	1988 04 13	Québec
2552-5361 MESSAGERIE PHILIPPE SANTERRE INC.	1988 04 06	Longueuil

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-6815 MÉTALLIFORME M.C. INC.	1988 04 08	Bedford
2552-6104 MÉTAUX SPÉCIALITÉS M.S. INC.	1988 04 07	Montréal
2549-7322 MEUBLES JEMAR INC.	1988 04 11	Québec
2552-4562 MICHEL FALLON INC.	1988 04 06	Iberville
2552-6229 MICHELINE SÉGUIN-BERNIER INC.	1988 04 07	Longueuil
2552-8837 LA MODE MANUFACTURE WING SING INC. WING SING FASHION FACTORY INC.	1988 04 13	Montréal
2552-8639 LES MODES BINGO INC.	1988 04 13	Montréal
2552-6757 MONETTE, RANDOLPH, NADEAU INC.	1988 04 08	Montréal
2548-6143 MOTEL PETIT HAMEAU (1988) INC.	1988 04 12	Québec
2552-8332 MOTO FOLIE INC.	1988 04 11	Montréal
2552-5874 MRCI CONSULTANT EN INFORMATIQUE INC.	1988 04 06	Laval
2549-9302 MULTI DESTINATIONS VOYAGES INC.	1988 04 13	Trois-Rivières
2549-7447 M. DUFF PLÂTRIER INC.	1988 03 30	Drummond
2552-8365 M.G.M. RÉNOVATION INC.	1988 04 12	Laval
2552-5304 NOUVEAUTÉS AL-BABAR CIE INC. AL-BABAR TRADING COMPANY INC.	1988 04 05	Montréal
2552-8845 NOVA TEXTILES INC.	1988 04 13	Montréal
2552-8621 OMNIGEM INC.	1988 04 13	Montréal
2552-6054 PALETTES CHOMEDEY INC.	1988 04 06	Laval
2552-9249 PAPETERIE CARTIER INC.	1988 04 13	Gaspé

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-5221 PAYSAGISTE TEDESCHI INC.	1988 04 06	Montréal
2552-7482 LES PAYSAGISTES INTER-MONTRÉAL INC.	1988 04 11	Montréal
2552-7185 PÉPINIÈRE LA PÉRADE INC.	1988 04 08	Trois-Rivières
2552-7433 PIERRE MUNIER PÂTISSIER INC.	1988 04 11	Longueuil
2552-6906 PIZZERIA 2000 RESTAURANT INC.	1988 04 08	Montréal
2552-9231 LES PLACEMENTS C.F.G.L.M. PROVOST INC.	1988 04 13	Montréal
2552-8019 LES PLACEMENTS GALA INC.	1988 04 11	Longueuil
2552-6195 PLACEMENTS J.A.P. INC.	1988 04 07	Laval
2552-8118 LES PLACEMENTS LÉO LEGRIS (L.L.) INC.	1988 04 12	Montréal
2552-8498 LES PLACEMENTS MARCEL M.G. GODIN INC.	1988 04 12	Iberville
2552-4992 LES PLACEMENTS M.G.S. INC.	1988 04 05	Trois-Rivières
2552-5957 LES PLACEMENTS PIERRE HÉBERT INC.	1988 04 06	Beauharnois
2552-8225 LES PLACEMENTS P.B.B. INC.	1988 04 12	Longueuil
2552-7599 PLOMBERIE GÉRALD TROTTIER INC.	1988 04 08	Bedford
2552-6062 PLOMBERIE POINTE-CLAIRE INC.	1988 04 06	Montréal
2548-6085 PLOMBERIE PONT-ROUGE INC.	1988 04 12	Québec
2552-5122 PLOMBERIE-CHAUFFAGE MICHEL MERCIER INC.	1988 04 05	Saint-François
2549-7603 PORTES ET FENÊTRES QUÉBEC INC.	1988 04 13	Québec
2552-8514 PRESTIGE JEEP/EAGLE LTÉE	1988 04 13	Beauharnois

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-5270 LES PRODUCTIONS DU PHOTON INC.	1988 04 05	Longueuil
2552-8944 LES PRODUCTIONS MBF LTÉE	1988 04 13	Terrebonne
2552-7664 LES PRODUITS FORESTIERS MIRADAS INC.	1988 04 11	Québec
2552-7805 LES PROMOTIONS DAN-MARK INC.	1988 04 11	Kamouraska
2552-8530 PROMOTIONS YVES DAIGNEAULT INC.	1988 04 12	Joliette
2552-6823 PROTECTION GERMAR INC.	1988 04 08	Drummond
2552-8969 PRO-BÉTON INC.	1988 04 13	Abitibi
2552-5445 RAYMOND BERNARDIN, COURTIER D'ASSURANCES INC.	1988 04 06	Beauharnois
2549-8098 RAYNALD BUSSIÈRES INC.	1988 04 15	Québec
2552-7078 RÉFRIGÉRATION CLIMATISATION D. LACASSE INC.	1988 04 08	Saint-Hyacinthe
2552-5346 RÉFRIGÉRATION GEL MAX INC.	1988 04 05	Montréal
2549-9690 RÉNOV AUTO NATIONAL INC.	1988 04 05	Baie-Comeau
2549-6746 RÉNOVATION CHEZ TOIT INC.	1988 04 11	Québec
2549-7561 RÉSEAU LE GÎTE INC.	1988 03 31	Rimouski
2552-8993 RÉSIDENTE LA TENDRESSE INC.	1988 04 13	Joliette
2549-6696 REST BAR L'ENVOL INC.	1988 04 08	Québec
2548-6507 RESTAURANT CAFÉ DU PARC CHAMPIGNY INC.	1988 04 11	Québec
2552-7177 RESTAURANT LE SOUBISE INC.	1988 04 08	Longueuil
2552-7524 ROBERT LEPAGE INC.	1988 04 11	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-7136 ROGER TESSIER & ASSOCIÉS INC.	1988 04 08	Montréal
2552-7698 LE ROI DU TOP SOIL INC.	1988 04 11	Montréal
2552-7987 R. LUCHERINI CONSTRUCTIONS INC.	1988 04 11	Montréal
2549-9666 R.B.B. PAYSAGISTE INC.	1988 03 31	Terrebonne
2552-6450 R.G.M. CONSTRUCTION INC.	1988 04 08	Bonaventure
2552-7607 R.L. MAÎTRE PEINTRE INC.	1988 04 08	Longueuil
2552-5023 SABLAGES GMCD BÉLANGER INC.	1988 04 05	Drummond
2552-5049 SECURICHANGE INC.	1988 04 05	Montréal
2552-5338 SERDIBEC LTÉE	1988 04 05	Longueuil
2552-7961 SERVICE B.M. GUIMOND INC.	1988 04 12	Rimouski
2552-7847 LES SERVICES ADMINISTRATIFS SODI INC. <i>SODI ADMINISTRATIVE SERVICES INC.</i>	1988 04 11	Montréal
2552-8779 LES SERVICES D'ENTRETIEN ARSENAULT-GAUVIN INC.	1988 04 12	Joliette
2552-8696 SERVICES D'INSPECTIONS ROUSSILLON INC.	1988 04 12	Longueuil
2552-5890 LES SERVICES INFORMATIQUES M.T. (S.I.M.T.) INC.	1988 04 06	Montréal
2552-5932 SERVICES INFORMATIQUES PRIO-PLUS INC.	1988 04 06	Montréal
2552-7391 SERVICES MÉNAGERS APCO INC.	1988 04 08	Montréal
2552-9298 LES SERVICES MULTIFAX DE LAVAL INC.	1988 04 13	Terrebonne
2548-6051 SERVICES PARA-LÉGAL T.R. INC.	1988 04 05	Kamouraska

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-6021 SERVICES POSTAUX CYCLICK INC.	1988 04 06	Montréal
2552-5197 SIMARCO MARKETING INC.	1988 04 05	Longueuil
2549-9658 SOCIÉTÉ DE GESTION ANDRÉ LAURIN INC.	1988 03 31	Bedford
2549-8015 SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE LOGIFORT INC.	1988 04 11	Québec
2552-7979 LES SOUDURES GÉNÉRALES HARNOIS INC.	1988 04 11	Bedford
2552-6187 LES SOUHAITS EN PANIER INC. <i>BASKET GREETINGS INC.</i>	1988 04 07	Montréal
2549-7702 SPÉCIALITÉS INDUSTRIELLES J. D. INC.	1988 04 14	Québec
2552-5809 STASID LTÉE	1988 04 06	Longueuil
2549-7330 LES STRUCTURES PELCO INC.	1988 04 08	Québec
2552-9280 STUDIO M. SAUCIER INC.	1988 04 13	Montréal
2552-7870 SUD-OUEST ELECTRIK INC.	1988 04 11	Beauharnois
2552-5650 LES SYSTÈMES CIMMETRY INC. <i>CIMMETRY SYSTEMS INC.</i>	1988 04 06	Montréal
2552-9330 LES SYSTÈMES EXPERTS MICREX INC.	1988 04 13	Montréal
2552-8043 S.C. MUR À SEC INC.	1988 04 12	Montréal
2552-6013 TEMPRIX LTÉE	1988 04 06	Montréal
2549-6787 TERPOL INC.	1988 04 11	Saint-François
2552-8795 TERRASSEMENTS ÎLE BIZARD INC.	1988 04 12	Montréal
2552-9116 LES TERRASSEMENTS P. BRISSETTE INC.	1988 04 14	Montréal
2552-9256 TOTAL SECURAL M.B.C. INC.	1988 04 13	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-5908 TRANSPORT BRETON SAVARD INC.	1988 04 06	Montréal
2552-8894 TRANSPORT CARL-NICK INC.	1988 04 13	Terrebonne
2548-6432 TRANSPORT DANIEL BERGERON INC.	1988 04 08	Chicoutimi
2548-6473 TRANSPORT FRANÇOIS DALLAIRE INC.	1988 03 29	Roberval
2552-4976 TRANSPORT JACQUES CHARETTE INC.	1988 04 05	Joliette
2552-5163 TRANSPORT STANLEY INC.	1988 04 05	Gaspé
2549-6795 TRIM LINE DE CHARLESBOURG INC.	1988 04 12	Québec
2552-6963 TRITIBEC INC.	1988 04 08	Montréal
2552-6047 T. CARTER CONSTRUCTION INC.	1988 04 15	Montréal
2552-9611 VÉLO BROSSARD INC.	1988 04 14	Longueuil
2552-8506 VENTILATION RÉGIONALE INC.	1988 04 13	Beauharnois
2549-9591 VÊTEMENTS LA RETOUCHE INC.	1988 03 31	Bedford
2549-7462 VITRERIE D.P.R. INC.	1988 03 30	Arthabaska
2552-7011 LES VITRES TEINTÉES M.G. LTÉE	1988 04 08	Laval
2552-5916 LA VOISINIERE INC.	1988 04 06	Québec
2552-7029 V.R. MOBILE INC.	1988 04 08	Saint-François

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Délivrance d'un certificat de continuation

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de continuation à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1478-1892 ACCOMODATION CHARTIER INC.	1977 05 30	1988 04 08	TROPHÉES DE L'OR BLANC D'ASBESTOS INC.
1369-6083 AUTOMATES MONTCLAIR INC.	1974 09 10	1988 04 07	
1235-5020 A. VIGLIONE & FRÈRE INC.	1965 01 29	1988 04 13	
1341-1228 BENOIT FOURNIER INC.	1973 10 09	1988 04 06	
1114-5091 BONNETERIE AVALON LTÉE	1952 03 04	1988 03 24	
1248-2527 COMPTAMATIC INC.	1970 12 23	1988 04 11	JUSTIN DUGAL & ASSOCIÉS INC.
1625-9079 DANIEL PION INC.	1978 04 28	1988 04 13	
1361-3658 DENIS TRÉPANIER & FILS INC.	1975 01 22	1988 04 06	
1199-5149 DISTRIBUTEURS DUVERNAY INC.	1969 07 31	1988 04 07	
1465-4917 DISTRIBUTION MORELLO INC.	1976 05 03	1988 04 07	
1629-1783 ELPHÈGE & ROBERT ÉTHIER INC.	1978 08 21	1988 04 08	
1179-1928 ENTREPRISES LAPOINTE INC.	1960 02 11	1988 04 07	
1366-1244 EXPRESS VENISE INC.	1975 07 09	1988 04 06	
1479-2204 FERME CLERJOYE INC.	1977 07 05	1988 03 31	
1241-9669 LES FERMES LECLAIR & FRÈRES LTÉE	1971 05 04	1988 03 30	
1142-6400 GAUDET & LAURIN INC.	1967 02 09	1988 04 06	
1461-4986 GUY DESCHÂTELETS INC.	1975 08 20	1988 04 05	

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1292-0476 GUY DROUIN INC.	1972 05 04	1988 04 15	
1151-9469 G.T.C. INC.	1967 10 10	1988 04 08	1151-9469 QUÉBEC INC.
1191-1062 HÔTEL LASALLE (WEEDON) LIMITÉE	1960 11 16	1988 04 07	CONFECTION NALDO INC.
1344-5481 LES IMMEUBLES ROXHAM, LIMITÉE	1972 08 09	1988 04 05	
1116-3383 LES INTÉRIEURS DECA LTÉE	1960 06 07	1988 03 31	
1628-2485 JOCELYN VILLEMAIRE INC.	1978 07 12	1988 03 31	
1320-5604 LÉONCE SIMARD INC.	1970 08 18	1988 04 07	
1629-6659 METS BALLAS INC.	1978 09 08	1988 04 05	
1633-5366 MINIBÉTON DE LAVAL INC.	1979 02 07	1988 04 06	GESTION Y.R.B. INC.
1506-1906 LES PLACEMENTS G.A.Y.G. INC.	1977 08 16	1988 04 05	
1505-3861 LES PLACEMENTS PATRICIA INC.	1976 10 20	1988 04 05	
1625-3908 LES PLACEMENTS VOLTAIRE INC.	1978 04 12	1988 04 08	
1551-3153 RAPHAËL RUFFO DÉMOLITION LIMITÉE	1951 02 16	1988 03 23	
1510-3401 RESTAURANT LE PARRAIN 2 LTÉE	1978 02 10	1988 04 08	
1283-1087 R. THÉBERGE INC.	1955 01 31	1988 04 12	
1253-3170 SIMARD DISRAËLI SERVICE INC.	1968 11 12	1988 04 08	GESTION W. GRENIER INC.
1221-0092 SOLARIS QUÉBEC INC.	1972 02 01	1988 04 06	
1623-8339 TAPIS ROGER GAUTHIER INC.	1978 02 24	1988 04 14	

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1175-5402 LES TISSUS CONTINENTAUX INC.	1961 07 03	1988 03 31	1175-5402 QUÉBEC INC.

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

429

Délivrance d'un certificat de fusion

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de fusion à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2548-6440 2548-6440 QUÉBEC INC.	STATION DE SERVICE PHILIPPE HUARD INC. SERVICE PROFESSIONNEL DE PLANIFICATION EN AMÉNAGEMENT URBAIN (SPPAU) INC.	1988 04 01	Longueuil
2548-6457 2548-6457 QUÉBEC INC.	2529-9991 QUÉBEC INC. 2530-0005 QUÉBEC INC.	1988 04 11	Montréal
2549-6720 COLIN EXCAVATIONS INC.	COLIN EXCAVATIONS INC. 2433-3932 QUÉBEC INC.	1988 04 01	Terrebonne
2549-7777 LES GAZONS ROUVILLE (1988) INC.	1150-9296 QUÉBEC INC. ROUVILLE CONSTRUCTION INC.	1988 04 15	Saint-Hyacinthe
2549-6860 GESTION FORAN INC.	GESTION FORAN INC. MULTI-SPORT DE LA RIVE-SUD INC.	1988 04 15	Québec
2549-9344 SANTÉ-GROUPE CHAMPLAIN INC.	SANTÉ-GROUPE CHAMPLAIN INC. CENTRE HOSPITALIER BELOEIL INC.	1988 04 01	Montréal

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

429

Délivrance d'un certificat de modification

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de modification à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1843-7806 1843-7806 QUÉBEC INC.	1981 03 03	1988 03 31	de la dénomination sociale: LES TRANSPORTS T.S.M. INC.
1864-6943 1864-6943 QUÉBEC INC.	1982 12 20	1988 04 05	du district: Saint-Hyacinthe
1864-9913 1864-9913 QUÉBEC INC.	1982 12 23	1988 04 11	du district: Richelieu
2322-8786 2322-8786 QUÉBEC INC.	1985 06 20	1988 03 30	de la dénomination sociale: LA FOIRE DU STEAK INC.
2326-7156 2326-7156 QUÉBEC INC.	1985 09 10	1988 04 11	de la dénomination sociale: GESTION DE PERSONNEL VAL D'OR INC.
2332-1284 2332-1284 QUÉBEC INC.	1985 12 12	1988 03 30	de la dénomination sociale: LALIBERTÉ COMMUNICATIONS INC.
2332-6820 2332-6820 QUÉBEC INC.	1985 12 20	1988 04 11	1) de la dénomination sociale: GILLES PETIT INC. 2) du capital-actions 3) des dispositions
2333-2711 2333-2711 QUÉBEC INC.	1986 01 07	1988 03 28	de la dénomination sociale: LES TRANSPORTS DE CALCITES BOUCHARD (1988) LTÉE
2413-6707 2413-6707 QUÉBEC INC.	1986 03 14	1988 04 06	de la dénomination sociale: GESTIONS SUIKAI INC. SUIKAI HOLDINGS INC.
2416-8213 2416-8213 QUÉBEC INC.	1986 05 27	1988 04 13	1) de la dénomination sociale: DONCAR (CANADA) INC. 2) du district: Montréal
2420-2046 2420-2046 QUÉBEC INC.	1986 09 15	1988 03 30	1) du capital-actions 2) des dispositions 3) du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 10

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2425-8345 2425-8345 QUÉBEC INC.	1987 01 08	1988 03 28	1) de la dénomination sociale: TRAIT D'UNION TRANSPORT INC. 2) du district: Montréal
2436-9134 2436-9134 QUÉBEC INC.	1986 09 01	1988 04 08	de la dénomination sociale: L'HÔTEL DU VIEUX QUÉBEC INC.
2437-6295 2437-6295 QUÉBEC INC.	1986 06 03	1988 03 29	de la dénomination sociale: LES PLACEMENTS JEAN BEAUDRY INC.
2440-3578 2440-3578 QUÉBEC INC.	1986 09 15	1988 04 11	du district: Trois-Rivières
2524-3569 2524-3569 QUÉBEC INC.	1987 04 10	1988 03 29	de la dénomination sociale: LES ENDUITS DRYVITTE P.M. INC.
2524-4914 2524-4914 QUÉBEC INC.	1987 04 14	1988 04 13	de la dénomination sociale: CONSTRUCTION ÉLIZABETH MEILLEUR INC.
2527-3137 2527-3137 QUÉBEC INC.	1987 06 19	1988 04 12	de la dénomination sociale: PLACE BLAINVILLE INC.
2527-4226 2527-4226 QUÉBEC INC.	1987 06 19	1988 04 08	du district: Saint-François
2529-4430 2529-4430 QUÉBEC INC.	1987 08 20	1988 03 04	du district: Montréal
2530-7547 2530-7547 QUÉBEC INC.	1987 09 22	1988 04 05	de la dénomination sociale: LES CONSULTANTS LEGAULT ROCHON INC.
2531-4014 2531-4014 QUÉBEC INC.	1987 10 07	1988 04 07	du district: Richelieu
2532-1480 2532-1480 QUÉBEC INC.	1987 10 28	1988 03 31	du district: Laval
2532-1985 2532-1985 QUÉBEC INC.	1987 10 28	1988 03 29	1) de la dénomination sociale: GESTION PASABELLE INC. 2) du district: Longueuil
2532-2900 2532-2900 QUÉBEC INC.	1987 10 30	1988 04 11	de la dénomination sociale: ENTRINVEST INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2532-3684 2532-3684 QUÉBEC INC.	1987 11 02	1988 04 08	1) du capital-actions 2) des restrictions à l'activité 3) des dispositions
2532-5127 2532-5127 QUÉBEC INC.	1987 11 05	1988 03 31	de la dénomination sociale: XTRAGICIEL INC.
2532-9491 2532-9491 QUÉBEC INC.	1987 11 23	1988 04 07	de la dénomination sociale: DÉCOR GMF INC.
2536-4167 2536-4167 QUÉBEC INC.	1987 06 16	1988 04 12	de la dénomination sociale: PROFICAN INC.
2538-5493 2538-5493 QUÉBEC INC.	1987 08 26	1988 03 28	de la dénomination sociale: LES DISTRIBUTIONS DE CAM INC.
2539-8249 2539-8249 QUÉBEC INC.	1987 10 08	1988 04 05	de la dénomination sociale: GESTION BÉCOR INC.
2540-4997 2540-4997 QUÉBEC INC.	1987 10 28	1988 04 11	1) de la dénomination sociale: BIJOUTERIE CARDI INC. 2) du capital-actions
2540-6869 2540-6869 QUÉBEC INC.	1987 11 05	1988 04 13	de la dénomination sociale: LES PRODUCTIONS CLAUDE THIBODEAU INC.
2540-7016 2540-7016 QUÉBEC INC.	1987 10 29	1988 03 28	1) de la dénomination sociale: ENTREPRISES BRUCAN AINC. 2) du district: Arthabaska
2541-2594 2541-2594 QUÉBEC INC.	1987 11 17	1988 03 30	de la dénomination sociale: GESTION SIMON ROY INC.
2541-5712 2541-5712 QUÉBEC INC.	1987 11 27	1988 04 05	de la dénomination sociale: TRANSPORT J.M.V. BIC INC.
2541-5720 2541-5720 QUÉBEC INC.	1987 11 27	1988 03 28	de la dénomination sociale: TRANSPORT ANDRÉ BRETON INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2542-0951 2542-0951 QUÉBEC INC.	1987 12 15	1988 04 12	1) de la dénomination sociale: RESTAURANT BAR ST-ROCK INC. 2) du district: Saint-Maurice
2542-3823 2542-3823 QUÉBEC INC.	1987 12 23	1988 03 28	de la dénomination sociale: CENTRE D'AFFAIRES NOTARIALES DU QUÉBEC INC.
2542-6032 2542-6032 QUÉBEC INC.	1987 12 18	1988 04 05	de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES FORESTIÈRES C.M.L. INC.
2542-6313 2542-6313 QUÉBEC INC.	1987 12 29	1988 03 28	1) de la dénomination sociale: GESTION M. ROMANESKY INC. 2) du district: Longueuil
2542-7220 2542-7220 QUÉBEC INC.	1987 12 29	1988 04 07	de la dénomination sociale: CONSTRUCTIONS CAMILO INC.
2542-7238 2542-7238 QUÉBEC INC.	1987 12 29	1988 03 31	de la dénomination sociale: GROUPE DEVICON INC.
2543-1859 2543-1859 QUÉBEC INC.	1987 12 04	1988 04 08	du district: Montmagny
2543-2501 2543-2501 QUÉBEC INC.	1987 12 04	1988 03 31	du district: Terrebonne
2543-3541 2543-3541 QUÉBEC INC.	1987 12 11	1988 03 30	1) de la dénomination sociale: LES INVESTISSEMENTS ANNE-GI ROBERT INC. 2) du district: Terrebonne
2543-4275 2543-4275 QUÉBEC INC.	1987 12 14	1988 04 06	du district: Longueuil
2543-6056 2543-6056 QUÉBEC INC.	1988 01 19	1988 04 07	de la dénomination sociale: MARCO MÉTAL INC.
2543-6080 2543-6080 QUÉBEC INC.	1988 01 19	1988 04 12	de la dénomination sociale: LES IMMEUBLES JEAN-LOUIS HANNIS INC.
2543-6163 2543-6163 QUÉBEC INC.	1988 01 21	1988 04 14	de la dénomination sociale: GESTION SYLVIO ROY INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2543-7971 2543-7971 QUÉBEC INC.	1988 02 04	1988 04 13	1) de la dénomination sociale: LES OEUFs GAGNÉ (1988) INC. 2) du district: Frontenac
2544-0199 2544-0199 QUÉBEC INC.	1988 01 01	1988 04 13	1) de la dénomination sociale: LES CONSTRUCTIONS N. GIRARD INC. 2) du district: Terrebonne
2544-0983 2544-0983 QUÉBEC INC.	1987 12 18	1988 03 29	de la dénomination sociale: JALMADENT INC.
2545-0446 2545-0446 QUÉBEC INC.	1987 12 29	1988 03 30	de la dénomination sociale: GESTION JOLLY JUMPER INC.
2546-2912 2546-2912 QUÉBEC INC.	1988 03 14	1988 04 14	de la dénomination sociale: CENTRE DE TRAITEMENT CHIMIQUE C.T.C. INC.
2547-2051 2547-2051 QUÉBEC INC.	1988 01 20	1988 04 05	de la dénomination sociale: SUPER MARCHÉ MONT-ROYAL (1988) INC.
2547-6631 2547-6631 QUÉBEC INC.	1988 03 22	1988 04 12	de la dénomination sociale: MEUBLES MARCEL CYR INC.
2547-7852 2547-7852 QUÉBEC INC.	1988 04 07	1988 04 13	de la dénomination sociale: AUX MINUTERIES DU QUÉBEC S.A. INC.
2547-9403 2547-9403 QUÉBEC INC.	1988 02 01	1988 03 28	de la dénomination sociale: PLACEMENTS MCMAR INC.
2547-9510 2547-9510 QUÉBEC INC.	1988 02 01	1988 04 05	de la dénomination sociale: LES GESTIONS RENÉ DUFRESNE INC.
2548-1342 2548-1342 QUÉBEC INC.	1988 02 04	1988 04 11	de la dénomination sociale: ECO-21 QUÉBEC INC.
2548-7356 2548-7356 QUÉBEC INC.	1988 02 16	1988 04 07	du capital-actions
2548-8016 2548-8016 QUÉBEC INC.	1988 02 17	1988 03 31	de la dénomination sociale: PLÂTRE JACQUES BARBEAU INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2548-9758 2548-9758 QUÉBEC INC.	1988 02 22	1988 04 14	de la dénomination sociale: LES PRODUCTIONS FAFOIN INC.
2550-3350 2550-3350 QUÉBEC INC.	1988 03 11	1988 04 05	du district: Bedford
2550-3400 2550-3400 QUÉBEC INC.	1988 03 11	1988 04 06	du district: Saint-François
2550-3459 2550-3459 QUÉBEC INC.	1988 03 11	1988 03 31	du district: Chicoutimi
2550-3467 2550-3467 QUÉBEC INC.	1988 03 11	1988 03 31	du district: Trois-Rivières
2550-3475 2550-3475 QUÉBEC INC.	1988 03 11	1988 03 31	du district: Saint-François
2550-9613 2550-9613 QUÉBEC INC.	1988 03 24	1988 04 07	du district: Rouyn-Noranda
2550-9712 2550-9712 QUÉBEC INC.	1988 03 24	1988 04 06	du district: Joliette
2552-4026 2552-4026 QUÉBEC INC.	1988 03 31	1988 04 13	du district: Québec
2550-6205 ABRAQUIN M.E.C. CANADA INC.	1988 03 24	1988 04 05	de la dénomination sociale: AMECCI INC.
2432-2174 ACADÉMIE H.L. INC.	1987 03 12	1988 03 30	de la dénomination sociale: GESTION HOUSEFATHER INC.
1854-8347 ALIMENTS HALLÉ INC.	1982 02 09	1988 04 14	1) du capital-actions 2) des dispositions
2429-6832 LES ASSURANCES MAURICE ROBERGE LTÉE	1987 02 16	1988 04 05	de la dénomination sociale: 2429-6832 QUÉBEC INC.
2425-9228 AUTOMOBILES F.D.F. INC.	1987 01 13	1988 04 08	de la dénomination sociale: AUTOMOBILES DENIS LEMAY INC.
2163-3177 AVOINE ET RIENDEAU INC.	1983 12 01	1988 03 29	de la dénomination sociale: BUREAU D'ÉVALUATION JEAN & RIENDEAU INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1852-4843 BÉTON DES APPALACHES (1981) INC.	1981 11 19	1988 03 28	de la dénomination sociale: ROLLAND A. MESSIER & FILS INC.
1217-4389 BLAINVILLE TOYOTA INC.	1971 09 22	1988 04 05	du capital-actions
1463-0198 BOEUF DE L'OUEST DE ST-EUSTACHE (1983) INC.	1975 11 13	1988 04 05	de la dénomination sociale: 1463-0198 QUÉBEC INC.
1646-8670 CADORET & FRÈRES INC.	1980 07 29	1988 04 15	1) du capital-actions 2) des dispositions
2550-5520 CALTEC IMMEUBLES INC.	1988 04 01	1988 04 05	1) du capital-actions 2) des dispositions
1349-4356 CENTRE COMMERCIAL DEUX MILLE INC.	1972 09 22	1988 04 08	de la dénomination sociale: 1349-4356 QUÉBEC INC.
2544-0348 CENTRE DU PNEU ÎLE PERROT INC.	1987 12 17	1988 04 12	de la dénomination sociale: 2544-0348 QUÉBEC INC.
2528-2476 CHÂTEAU DOLLARD INC.	1987 07 15	1988 04 15	du capital-actions
1643-0357 CLINIQUE VÉTÉRINAIRE ST-CLET INC.	1980 03 28	1988 04 01	de la dénomination sociale: CLINIQUE VÉTÉRINAIRE VAUDREUIL-SOULANGES INC.
1269-8585 CORPORATION IMMOBILIÈRE ET D'INVESTISSEMENTS MIDANCO LTÉE	1969 08 27	1988 04 12	du capital-actions
2161-0167 CORPORATION SANIBEC	1983 09 30	1988 04 11	de la dénomination sociale: G.S.F. SANIBEC INC.
2525-4210 LES DÉVELOPPEMENTS IMMOBILIERS O.P.M.A. INC.	1987 05 06	1988 04 06	1) de la dénomination sociale: LES BÂTISSEURS PIERRE GODIN INC. 2) du district: Montréal
2543-9928 DÉVELOPPEMENTS ZAMMIT INC.	1988 01 26	1988 04 12	de la dénomination sociale: DÉVELOPPEMENTS MIRANCE INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2152-0424 DISTRIBUTION HUGO INC.	1983 02 25	1988 04 13	1) du capital-actions 2) des dispositions
1853-5526 DISTRIBUTIONS MI-JAC INC.	1981 12 21	1988 04 08	de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES MI-JAC INC.
1356-6633 ÉBÉNISTERIE NORCLAIR INC.	1974 01 17	1988 04 06	du district: Longueuil
1844-0974 ÉCOLE DE CONDUITE LOUISEVILLE INC.	1981 03 09	1988 04 06	du district: Trois-Rivières
2151-0110 LES ENTREPRISES CARMEN BIENVENU INC.	1983 01 31	1988 03 31	du capital-actions
2427-8517 LES ENTREPRISES M.A.J. ÉLECTRIQUE INC.	1987 01 06	1988 04 05	1) du capital-actions 2) des dispositions
2323-4339 LES ENTREPRISES M.R. LANGLOIS INC.	1985 06 28	1988 03 30	de la dénomination sociale: LANGLOIS SERVICES ADMINISTRATIFS INC.
2527-0398 ÉPICERIE GAGNÉ INC.	1987 07 01	1988 04 08	du capital-actions
1506-6517 ÉQUIPEMENT MONITEUR INC.	1977 09 01	1988 03 09	du capital-actions
1370-2980 LES ÉQUIPEMENTS AGRICOLES PROULX LIMITÉE	1974 11 06	1988 03 30	de la dénomination sociale: 1370-2980 QUÉBEC INC.
1348-5131 FORMULEX INC.	1972 09 11	1988 03 31	du capital-actions
2421-6608 FORTIN AUTO RADIO INC.	1986 10 31	1988 04 15	du capital-actions
1125-5452 F. PILON INC.	1954 06 04	1988 04 14	du capital-actions
2532-2769 LES GAZONS ROUVILLE INC.	1987 10 30	1988 04 06	de la dénomination sociale: 2532-2769 QUÉBEC INC.
1169-2753 GÉRALD LEBLOND LTÉE	1963 07 30	1988 04 08	du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2169-4534 GESTION B.S.C. INC.	1984 04 25	1988 04 14	des dispositions
2330-5576 GESTION FAGIOLO-ROY INC.	1985 11 15	1988 03 28	1) de la dénomination sociale: GESTION J. ROY INC. 2) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 5
2412-3499 GESTION NIVERVILLE INC.	1986 02 19	1988 04 12	de la dénomination sociale: LES RÉSIDENCES NIVERVILLE INC.
2157-4967 GESTION N.C. LACHANCE INC.	1983 06 29	1988 04 06	du district: Longueuil
2528-1049 GESTION PIERRE MARTIN INC.	1987 07 09	1988 04 12	de la dénomination sociale: GÉNÉRALE IMMOBILIÈRE (MONTRÉAL - GENÈVE) INC.
1851-9405 GESTION ROGER BISSONNETTE INC.	1981 11 02	1988 04 11	du capital-actions
2538-9495 LES GESTIONS L.P.O. INC.	1987 09 11	1988 04 08	du capital-actions
2536-8507 GESTIONS ROHAN INC.	1987 07 08	1988 04 08	du district: Montréal
2422-2366 GISTAR INC.	1986 11 14	1988 04 07	du district: Montréal
1632-2554 GRAVEL, CHEVROLET-OLDSMOBILE INC.	1978 12 14	1988 04 06	1) du capital-actions 2) des dispositions
1480-5113 LE GROUPE L.E.G.A.L. - SERVICES IMMOBILIERS LTÉE	1975 10 22	1988 04 11	de la dénomination sociale: LES IMMEUBLES GENTILE (1988) INC.
2418-0820 HABITAT ST-JEAN INC.	1986 07 04	1988 04 15	de la dénomination sociale: 2418-0820 QUÉBEC INC.
1152-4873 HERBES UNIVERSELLES INC.	1968 05 27	1988 04 08	1) du capital-actions 2) des dispositions
1178-3297 HÔTEL CHESNAY INC.	1954 12 07	1988 04 05	du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2550-1123 HÔTEL LA BARRE INC.	1988 03 08	1988 04 05	du capital-actions
2167-6176 HOULE ET FRÈRES GARAGE (TERREBONNE) LTÉE	1984 04 06	1988 04 06	du capital-actions
1349-3325 LES IMMEUBLES DERFLA LTÉE	1972 10 05	1988 03 31	1) du capital-actions 2) des dispositions
1327-1424 IMMEUBLES MATHERS LTÉE	1959 02 05	1988 03 30	de la dénomination sociale: CENTRE SPORTIF INTERNATIONAL MATHERS INC.
2526-7410 IMPRIMERIE ÉLECTRONIQUE CASABLANCA LTÉE	1987 06 05	1988 04 14	1) de la dénomination sociale: 2526-7410 QUÉBEC INC. 2) du capital-actions
1281-6799 LES INDUSTRIES DE BOIS DE ST-RAYMOND LIMITÉE	1949 03 16	1988 04 12	1) du capital-actions 2) des dispositions
1359-2704 ISOLATION DAIGLE INC.	1974 09 23	1988 04 05	de la dénomination sociale: GESTION ROBERT DAIGLE INC.
2543-7864 JOLIN, FOURNIER, MORISSET INC.	1988 02 01	1988 04 08	de la dénomination sociale: SÉCURITÉ AVANTAGE INC.
2160-2073 J. HENRI SAVARD LTÉE	1983 09 14	1988 03 28	de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES CARLBEC (1988) LTÉE
1278-5341 LES LABORATOIRES OUTAOUAIS INC.	1970 08 26	1988 04 12	du capital-actions
1626-5043 LAVAL MOTOPÈCES INC.	1978 05 15	1988 03 25	de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES ANDRÉ DUSABLON INC.
2412-0412 LEBEL, LEVASSEUR, LÉVESQUE ET ASSOCIÉS INC.	1986 02 13	1988 04 12	de la dénomination sociale: PROSIG INFORMATIQUE INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2547-3653 LES CONSULTANTS PSA EXPERTS-CONSEILS INC.	1988 01 25	1988 03 29	de la dénomination sociale: PSA EXPERTS-CONSEILS INC.
2332-8180 LIMO RIVE SUD INC.	1985 12 18	1988 04 08	de la dénomination sociale: NEON UNIQUE INC.
2525-9094 MAGASIN GÉNÉRAL GUY HAMEL INC.	1987 05 15	1988 03 31	du capital-actions
2162-5892 MAISON SOUS-LE-CAP INC.	1983 11 16	1988 04 13	du capital-actions
1849-2702 LE MARCHÉ MODERNE DE ST-HONORÉ INC.	1981 08 12	1988 03 30	1) du capital-actions 2) des dispositions 3) du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 9
1841-9432 MATÉRIAUX GRÉGOIRE (1980) INC.	1980 12 29	1988 04 07	de la dénomination sociale: MATÉRIAUX LAROCHE INC.
2528-3839 MÉTA RÉNOVATION INC.	1987 07 21	1988 04 08	du district: Terrebonne
1187-8071 MEUBLES MORIGEAU LTÉE	1965 07 23	1988 03 31	du capital-actions
1330-4589 MORLEY SOBCUFF ET ASSOCIÉS INC.	1972 07 17	1988 04 05	de la dénomination sociale: ST-MARC ASSOCIÉS EN FINANCE INC. ST-MARC FINANCIAL ASSOCIATES INC.
2157-6681 MOTO-DELTA L'OIE BLANCHE INC.	1983 07 04	1988 04 12	de la dénomination sociale: TECHELEC-CONCEPT INC.
1464-9941 MULTI-SERVICES ADMINISTRATIFS M.S.A. LTÉE	1976 08 27	1988 04 05	de la dénomination sociale: 1464-9941 QUÉBEC INC.
2435-9416 M.C.C. SÉCURITÉ LTÉE	1986 04 22	1988 04 05	des dispositions
1841-9853 OMER DIONNE ET FILS INC.	1980 12 30	1988 04 07	1) du capital-actions 2) des dispositions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2163-8374 PAX FRONTENAC (1983) INC.	1983 12 14	1988 04 11	1) de la dénomination sociale: LES PAVAGES DE NICOLET (1988) INC. 2) du district: Trois-Rivières
1150-9742 PÉPINIÈRE ABBOTSFORD INC.	1965 01 14	1988 04 06	1) du capital-actions 2) des dispositions
2524-2264 PIERRE PERRON ET ASSOCIÉS INC.	1987 04 08	1988 04 12	du capital-actions
2318-9004 PIERRE QUENNEVILLE & ASSOCIÉS INC.	1985 04 01	1988 04 12	de la dénomination sociale: LES DISTRIBUTIONS YAMITA INC. YAMITA DISTRIBUTIONS INC.
2550-7468 PLACAGE ST-HYACINTHE INC.	1988 03 21	1988 03 29	de la dénomination sociale: DISTRIBUTIONS R.B.F. INC.
1503-2766 LES PLACEMENTS DIVERSIFICO INC.	1976 04 29	1988 04 08	du capital-actions
2423-3942 PLACEMENTS ET GESTION DEVARO INC.	1986 10 23	1988 04 06	du district: Saint-Hyacinthe
2318-1407 PLACEMENTS FRANÇOIS BOURDON INC.	1985 03 19	1988 04 08	du capital-actions
2325-4857 LES PLACEMENTS RIGO INC.	1985 08 15	1988 04 08	de la dénomination sociale: EXCAVATION PHÉNIX INC.
2160-3337 PNEU MÉTIVIER (ST-GEORGES) INC.	1983 09 30	1988 04 12	du district: Beauce
2440-6126 LES PRODUCTIONS MICHEL MAJOR INC.	1986 09 22	1988 04 08	du district: Montréal
2317-7322 PRODUITS CABOIS INC.	1985 03 08	1988 04 05	du capital-actions
2171-7780 QUINCAILLERIE ROCHETTE INC.	1984 06 19	1988 04 12	de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES MICHEL MESSIER INC.
1162-3394 RAYMOND LAFRANCE INC.	1961 12 01	1988 04 11	de la dénomination sociale: GESTION RAYMOND LAFRANCE INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2533-8831 RÉPARATEX INC.	1988 03 25	1988 04 13	1) du capital-actions 2) des dispositions
2172-3655 RESTAURANT VECCHIO MULINO INC.	1984 07 05	1988 04 08	de la dénomination sociale: 2172-3655 QUÉBEC INC.
2312-9513 ROBERT OUMET, ROBERT VACHON & ASSOCIÉS INC.	1984 11 21	1988 04 06	de la dénomination sociale: ROBERT OUMET DESIGN INC.
2531-9237 LES SABLES OSTIGUY INC.	1987 10 22	1988 04 08	de la dénomination sociale: D.F. OSTIGUY INC.
2528-1486 SANDWICHERIE DU GOLFEUR INC.	1987 07 10	1988 04 08	de la dénomination sociale: LOISIRS C.B. INC.
2535-7203 SANOFI SANTÉ ANIMALE CANADA, INC.	1987 05 29	1988 04 07	du district: Arthabaska
2155-8697 SCIERIE HEPPELL INC.	1983 05 24	1988 04 05	1) de la dénomination sociale: 2155-8697 QUÉBEC INC. 2) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 10
1366-1210 STATION TOURISTIQUE MONT GABRIEL INC.	1975 07 09	1988 03 31	du capital-actions
1466-8511 ST-HILAIRE & LÉTOURNEAU INC.	1976 05 05	1988 03 29	de la dénomination sociale: FERME CENTURION INC.
2437-0710 SYSLOG MICRO INC.	1986 05 14	1988 04 12	de la dénomination sociale: RESNET INTERNATIONAL INC.
2547-8207 LES SYSTÈMES TECHNIQUES WESTERN (CANADA) INC.	1988 01 29	1988 04 11	du capital-actions
2325-5250 THERMOCUBE INC.	1985 09 04	1988 04 12	de la dénomination sociale: 2325-5250 QUÉBEC INC.
2429-6337 LES TRANSPORTS DE CALCITES BOUCHARD LTÉE	1987 02 13	1988 03 28	de la dénomination sociale: 2429-6337 QUÉBEC INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2529-3937 UNIRES INC.	1987 08 19	1988 04 12	du district: Québec
2539-6821 UNIWELD (1986) INC.	1987 09 28	1988 04 11	du capital-actions
2535-2824 USINES DUFRESNE & ASSOCIÉS INC.	1987 05 20	1988 03 31	de la dénomination sociale: CONSTRUCTION NORASCON INC.
2417-1407 LES VITRES D'AUTOS ÉLITE INC.	1986 06 06	1988 04 08	du capital-actions

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

429

Compagnies (Partie III) — Loi sur les

Lettres patentes

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes constituant en corporation chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2549-9831 AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES DE ST-LAURENT	1988 04 15	1745, Décarie, Saint-Laurent
2549-6092 LES AMIS DU PARC HISTORIQUE BON PASTEUR	1988 04 11	462, Place Jacques-Cartier, Montréal
2549-7157 ASSOCIATION DE COMMERÇANTS DE PLACE BELGRADE	1988 04 11	345, rue Victoria, bureau 206, Westmount
2549-7165 ASSOCIATION DES ARCORI DE DOSQUET	1988 04 11	38, rue Chouinard, Dosquet
2549-8742 L'ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS DE LA 113 ^e PROMOTION INC.	1988 04 14	2500, chemin de l'École Polytech- nique, bureau C-213, Montréal
2549-6142 ASSOCIATION DES LOCATAIRES DE L'HABITATION GOYER	1988 04 14	2929, rue Goyer, app. 418, Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2549-9856 ASSOCIATION DES LOCATAIRES DE L'HABITATION ISABELLA	1988 04 15	4550, avenue Isabella, Montréal
2549-7116 ASSOCIATION DES LOCATAIRES «TRIANGLE CRÉMAZIE»	1988 04 11	8750, Berri, app. 408, Montréal
2549-6076 L'ASSOCIATION DES MARCHANDS DES GALERIES VAL D'OR	1988 04 11	1500, chemin Sullivan, Val d'Or
2549-6159 ASSOCIATION DES PRÉ-RETRAITÉS ET DES RETRAITÉS DES EMPLOYÉS DE SOUTIEN DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	1988 04 14	400, Ste-Catherine est, université du Québec, Montréal
2549-7256 ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES MUNICIPALITÉ HULL-OUEST SECTEUR CHELSEA	1988 04 13	Rue Beauséjour, Chelsea
2549-8635 ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DU LAC- LÉON (1988) INC.	1988 04 13	97, rue d'Youville, Chicoutimi
2549-9005 ASSOCIATION GYMKHANA ET PERFORMANCE DU QUÉBEC	1988 04 15	81, rue Archambault, Saint-Marc-sur-Richelieu
2549-8999 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE GÉOBIOLOGIE	1988 04 13	67, Saint-Cuthbert, Montréal
2549-6050 L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR LA PROMOTION DES THÉRAPIES ALTERNATIVES INC.	1988 04 11	4705, Montée Gagnon, Saint-Louis-de-Terrebonne
2549-8791 LES ATELIERS DE CRÉATION DE QUÉBEC A.C.Q.	1988 04 15	4635, Place Fouquet, Québec
2549-8668 BASE DE PLEIN AIR VILLE LA JOIE INC.	1988 04 15	150, rang Raimbeault, Sainte-Victoire
2549-6043 LES BÉNÉVOLES DE ST-FÉLIX D'OTIS INC.	1988 04 11	197, rue Principale, Saint-Félix-d'Otis
2549-9021 BUREAU ÉTUDIANT MON PETIT VOYAGE	1988 04 15	945, chemin de Chambly, Longueuil
2161-6081 CENTRE DE DÉPANNAGE DU LANAUDIÈRE INC.	1988 04 12	

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2549-8627 CENTRE DE LOISIRS ST-ONÉSIME	1988 04 13	12, route de l'Église, Saint-Onésime
2548-6705 LE CENTRE DES FEMMES DE VILLE ST-PIERRE	1988 04 12	201, Windsor, app. 4, Saint-Pierre
2549-8601 CENTRE ÉDUCATIF LES PETITS AVENTURIERS	1988 04 13	500, Valois, Laval
2549-8981 CENTRE ÉVANGÉLIQUE UNIVERSEL DE MONTRÉAL (C.E.U.M.)	1988 04 13	2226, Henri Bourassa est, bureau 202, Montréal
2548-6713 CENTRE INTERNATIONAL DE LA PENSÉE OPTIMALE (C.I.P.O.)	1988 04 12	105, Frontenac, Sherbrooke
2549-8684 CHORALE ÉCHO DES CHUTES DOLBEAU- MISTASSINI INC.	1988 04 15	200, Juvénat St-Jean, Dolbeau
2549-9039 CIRCUIT DE COURSE À PIED DE L'OUEST DE L'ÎLE INC.	1988 04 15	Pointe-Claire
2549-8700 CLUB DE SOCCER DE LA VOIE MARITIME	1988 04 15	250, des Chrysanthèmes, La Prairie
2549-8759 CLUB DE VOITURES ANCIENNES DE L'ESTRIE, SHERBROOKE INC.	1988 04 14	1112, rue King ouest, Sherbrooke
2549-7223 CLUB DES SPORTIFS VOYAGEURS DE GATINEAU	1988 04 13	route rurale numéro 2, rang St- Thomas, Gatineau
2549-6100 CLUB OPTIMISTE DE DUBERGER INC.	1988 04 12	3235, boulevard de Monaco, Québec
2549-7173 CLUB OPTIMISTE DES RAPIDES, LASALLE INC.	1988 04 11	159, rue McVey, LaSalle
2549-9062 CLUB OPTIMISTE LEBEL-SUR-QUÉVILLON INC.	1988 04 15	Lebel-sur-Quévillon
2549-9047 CLUB OPTIMISTE ST-SYLVÈRE, P.Q.	1988 04 15	538, 8 ^e Rang, Saint-Sylvère

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2549-8585 CLUB PASSE-PARTOUT ROBERVAL INC.	1988 04 13	2100, route Roberval, Roberval
2549-6167 COMITÉ DE JUMELAGES DE LA POCATIÈRE INC.	1988 04 14	412, 9 ^e Rue, La Pocatière
2549-8650 COMITÉ DU PATRIMOINE DE LA MAISON LAMONTAGNE	1988 04 15	707, boulevard du Rivage, Rimouski-Est
2549-8577 COMITÉ D'AIDE CLOVERDALE INC.	1988 04 13	57, rue Brounswick, Dollard-des-Ormeaux
2549-6084 COMMISSION DES LOISIRS DE ST-HONORÉ (MARTEL)	1988 04 11	Saint-Honoré
2549-8734 COMPÉTITION QUÉBÉCOISE D'INGÉNIERIE 1989	1988 04 14	Faculté des sciences appliquées, université Sherbrooke, Sherbrooke
2549-8775 CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT PORTUAIRE DE L'ANSE DE L'ÉTANG-DU-NORD	1988 04 15	Étang du nord, Îles-de-la-Madeleine
2549-6134 DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ST-CAMILLE	1988 04 14	124, rue Principale, Saint-Camille
2549-8593 ENSEMBLE INTERNATIONAL DE MONTRÉAL	1988 04 13	105, rue St-Viateur ouest, Montréal
2549-7181 ENSEMBLE VOCAL PLUS	1988 04 12	487, Savage, Granby
2547-1103 ENTRAIDE BÉNÉVOLE AUX AÎNÉS DE ROSEMONT	1988 04 12	3730, rue Bellechasse, Montréal
2549-7124 ÉQUIPE CYCLISTE TRIANGLE INC.	1988 04 11	Laval
2548-6721 LES ÉTUDIANTS DE LA 33 ^e PROMOTION EN SCIENCES APPLIQUÉES À SHERBROOKE INC.	1988 04 12	Sherbrooke
2549-9872 LES FILMS DE L'AUTRE	1988 04 15	4026, Coloniale, Montréal
2549-7140 LA FONDATION DE LA MAISON DES JEUNES DE SILLERY INC.	1988 04 11	1225, Chanoine Morel, Sillery

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2549-9864 FONDATION M. MESSIER INC.	1988 04 15	154, Dupré, Beloeil
2549-8767 FONDS D'ENTRAIDE DES MALADIES HÉMATOLOGIQUES DE MALARTIC	1988 04 15	1311, rue Royale, Malartic
2549-8619 GARDERIE ÉDUCATIVE DE L'ÎLE	1988 04 13	60, boulevard Archambault, Terrebonne
2549-7207 LA GRANDE LOGE HAÏTIENNE DU CANADA	1988 04 12	11833, rue Hurteau, Montréal
2548-6739 LES GRANDES DAMES DE LAVAL INC.	1988 04 12	99, rue Émile, Laval
2549-8692 MARATHON DES NON-VOYANTS INC.	1988 04 15	1060, Lafayette, Longueuil
2549-7199 PETIT SENTIER DE PÉRIBONKA INC.	1988 04 12	155, rue de la Fabrique, Dolbeau
2549-8551 PISTE DE COURSE DE CHEVAUX MINIATURES RIVE-NORD INC.	1988 04 15	248, rang Rivière Nord, Saint-Esprit
2549-6126 PRODUCTIONS HILDEGARDE	1988 04 12	993, 2e Avenue, Québec
2549-8783 PROMOTION-AGRICULTURE D'ABITIBI-EST INC.	1988 04 15	871, 8e Avenue, Barraute
2549-8726 RÉUNION CONJOINTE ICCRH-ASBMR, MONTRÉAL 1989 JOINT MEETING ICCRH-ASBMR, MONTRÉAL 1989	1988 04 14	1529, avenue Cedar, Montréal
2549-6068 R.E.F.E.R.S. (ROULOTTE-ÉCOLE POUR UN FESTIVAL ÉCOLOGIQUE, RELIGIEUX ET SPIRITUEL) INC.	1988 04 11	Saint-Gabriel-de-Brandon
2549-7231 LE SANCTUAIRE DE FOI ET DE LOUANGE DE MONTRÉAL	1988 04 13	3261, Ontario est, Montréal
2549-8569 SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT MONTCALM MATAWINIE	1988 04 12	Rawdon

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2549-6118 SERVICE VOLONTAIRE HABITATION GRANDE-ALLÉE	1988 04 12	1175, rue Turnbull, Québec
2549-8643 SKI ACROBATIQUE A.J.T.	1988 04 13	52, avenue Laurier, Baie-Comeau
2549-7108 TÉLÉVISION POUR LES ENFANTS DE MONTRÉAL <i>MONTRÉAL CHILDREN'S TELEVISION</i>	1988 04 13	2300, rue Tupper, bureau 814A, Montréal
2549-8676 TOURISME ACTION	1988 04 15	290, rue St-Joseph, La Tuque

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

429

Lettres patentes de fusion (Articles 18 et 224)

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes autorisant la fusion des corporations suivantes:

Dénomination sociale de la nouvelle corporation et sa version	Dénomination sociale des corporations fusionnées	Date de fusion	Siège social
2545-9447 CLUB DE TIR SANDHILL DE SHERBROOKE INC. <i>SHERBROOKE SANDHILL RIFLE CLUB INC.</i>	CLUB DE TIR DE SHERBROOKE INC. CLUB DE TIR SANDHILL (1987) INC.	1988 03 17	Saint-François

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

418

Lettres patentes supplémentaires

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes supplémentaires à chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
1232-1675 LES AMIS DE L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	1971 11 18	1988 04 13	de la dénomination sociale: LA FONDATION DE L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE
THE FRIENDS OF THE UNIVERSITY OF SHERBROOKE			THE FOUNDATION OF THE «UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE»
2543-6981 LES AMIS DU FONDS DES ANCIENS COMBATTANTS FRANÇAIS DE QUÉBEC	1988 01 26	1988 04 12	de la dénomination sociale: LES AMIS DU FONDS A.C.Q.
1285-4006 L'ASSOCIATION DE LA JEUNESSE UKRAINIENNE «SUM» DU QUÉBEC, INC.	1961 10 27	1988 04 13	1) de la valeur des biens immobiliers 2) des dispositions
1256-7178 ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS EN MÉDECINE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	1969 08 05	1988 04 14	des objets
2161-6081 CENTRE DE DÉPANNAGE DU LANAUDIÈRE INC.	1984 07 09	1988 04 06	de la dénomination sociale: MAISON D'HÉBERGEMENT JEUNESSE ROLAND GAUVREAU INC.
1627-8038 COMITÉ DES EXPOSITIONS ARTISTIQUES DE VAL D'OR INC.	1978 0628)	1988 04 13	de la dénomination sociale: CENTRE D'EXPOSITION DE VAL D'OR
1479-3368 GARDERIE LE HÊTRE	1977 11 10	1988 04 13	1) du siège social: 382 A, rue Laurier, Laval 2) des objets
2160-9631 LA RADIO COMMUNAUTAIRE DU COMTÉ	1983 12 01	1988 04 14	des objets

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

Compagnies (Divers) — Loi sur les

Changement de siège social (Article 87)

Avis est donné que chacune des corporations ci-après indiquées a changé son siège social de la façon suivante:

Dénomination sociale	Date de constitution	Nouvelle adresse du siège social
1464-3811 LES AGENCES DE VENTES D. SCALERA INC.	1976 01 26	1091, Mont-Royal, Outremont
1503-4275 BIJOUTERIE J.C.L. INC.	1976 05 12	4685, Hauteville, Terrebonne
2332-5152 CLUB DE RAQUETTEURS LE CHAUDIÈRE INC.	1985 12 20	35, La Savane, app. 5, Gatineau
2164-9199 ÉGLISE BAPTISTE DE LA RIVE-SUD, INC.	1984 05 02	344, rue King George, Longueuil
1339-4408 LES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES DIAMENT INC.	1973 06 19	4925, Brassard, Saint-Hubert
1366-3943 SERVICE AÉRIEN DE FERME-NEUVE INC.	1975 07 30	61, rue Gordon, Verdun

429

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Changement du domicile légal — Établissement ou (Article 32)

Avis est donné que chacune des corporations ci-après indiquées a établi son domicile légal ou l'a changé de la façon suivante:

Dénomination sociale	Date de constitution	Domicile légal
1858-7923 6e JOUR INC.	1982 06 21	1, rue Debellefeuille, Saint-Eustache
2427-4367 AGENCE DE GARDE «AU SOLEIL DES PETITS BOUT'D CHOUX»	1987 03 11	124, Soucy, Matane

Dénomination sociale	Date de constitution	Nouvelle adresse du siège social
1272-7699 L'ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DE PARC ROCO INC.	1967 05 25	115, 3 ^e Avenue Parc Roco, Saint-Charles-de-Mandeville
1861-1541 ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE BAPTISTE EBEN-EZER	1982 09 15	3802, Martial, Montréal-Nord
1254-3500 GESTION DORVAL INC.	1968 02 02	1155, boulevard René Lévesque ouest, bureau 2650, Montréal
2329-4184 GROUPE DE SOUTIEN AUX PROJETS-RELÈVE D'ARGENTEUIL	1985 12 11	487, rue Principale, Lachute
1234-1715 LES IMMEUBLES D'ARTIGNY INC.	1964 02 11	380, chemin St-Louis, app. 1004, Québec
1212-5639 SILOS BEAUDRY INC.	1971 05 31	1893, boulevard de l'Industrie, Beloeil

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

429

Changement du nombre d'administrateurs (Article 87)

Avis est donné que chacune des corporations ci-après indiquées a modifié le nombre de ses administrateurs de la façon suivante:

Dénomination sociale	Date de constitution	Nouveau nombre d'administrateurs
2316-6424 LA COMPAGNIE DE DANSE MODERNE AXILE	1987 07 02	5
1861-1541 ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE BAPTISTE EBEN-EZER	1982 09 15	3
1841-4003 LA GARDERIE BICHONNETTE (1980) INC.	1980 12 20	7
2164-4760 GARDERIE KAN TSIPOR	1984 03 06	7
1841-1520 GARDERIE NID D'HIRONDELLES	1980 12 11	5

Dénomination sociale	Date de constitution	Nouveau nombre d'administrateurs
1373-2391 LES SOEURS DE ST-FRANÇOIS D'ASSISE	1973 02 07	5
429		<i>L'inspecteur général des institutions financières, JEAN-MARIE BOUCHARD</i>

Compagnies (Divers) — Loi sur les

Dissolution — Demandes de

1235-5988 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «1235-5988 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 25 avril 1988

55966

*Le procureur de la compagnie,
ROBERT GOLFMAN*

1855-9096 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «1855-9096 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 21 avril 1988

56009

*Les procureurs de la compagnie,
BÉLANGER, SAUVÉ, avocats*

245 VICTORIA CORPORATION

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «245 VICTORIA CORPORATION» demandera à l'ins-

pecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 14 avril 1988

56008

*Les procureurs de la compagnie,
LIBERMAN, SEGALL, FINKELBERG,
& ASSOCIÉS, avocats*

ACTION GRAND-PORTAGE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ACTION GRAND-PORTAGE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Rivière-du-Loup, le 20 avril 1988

56010

*Le directeur général,
YVON ROUSSEAU*

LES INDUSTRIES BANCROFT LTÉE BANCROFT INDUSTRIES LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES INDUSTRIES BANCROFT LTÉE—BANCROFT INDUSTRIES LTD.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 19 avril 1988

55972

*Les procureurs de la compagnie,
MENDELSON, ROSENTZVEIG, SHACTER*

BOUTIQUE PERLE D'ORIENT INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «BOUTIQUE PERLE D'ORIENT INC.» demandera à

l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 25 avril 1988

56011

Le procureur de la compagnie,
HAYK SUMBULIAN, avocat

CENTRE COMMUNAUTAIRE DE VERDUN INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CENTRE COMMUNAUTAIRE DE VERDUN INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 25 mars 1988

56025

Les procureurs de la compagnie,
SYLVESTRE, CHARBONNEAU, DUGUAY &
CLOUTIER

CENTRE EXERCICES MAGOG INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CENTRE EXERCICES MAGOG INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Magog, le 18 avril 1988

56026

La présidente,
JACQUELINE POULIN

CENTRE VIDÉO VN 8 INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CENTRE VIDÉO VN 8 INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 18 avril 1988

55967

Pour la compagnie,
P.A. PHANEUF

CLUB LES COMMANDOS DES BOIS-FRANCS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CLUB LES COMMANDOS DES BOIS-FRANCS» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Victoriaville, le 3 février 1988

55968

Le président,
SERGE FRÉCHETTE

CORPORATION DE GOUDRONS ET DE SOLVANTS COAL TAR & SOLVENTS CORP.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CORPORATION DE GOUDRONS ET DE SOLVANTS—COAL TAR & SOLVENTS CORP.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 15 avril 1988

Les procureurs de la compagnie,
55969 ROBINSON, SHEPPARD, BORENSTEIN, SHAPIRO

CORPORATION DES ARTISANS ET CRÉATEURS DES ÎLES DE LA MADELEINE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CORPORATION DES ARTISANS ET CRÉATEURS DES ÎLES DE LA MADELEINE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Cap-aux-Meules, le 27 avril 1988

56012

Pour la compagnie,
CARMEN HÉBERT

COUVRETTE CONSTRUCTION LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «COUVRETTE CONSTRUCTION LTÉE» demandera

à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Laval, le 26 avril 1988

56013

Le président,
GUY COUVRETTE

DECOR ECONO INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «DECOR ECONO INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sainte-Foy, le 28 avril 1988

55970

Le président,
BERNARD BÉLANGER

GESTION DE CRÉDIT RMJ INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «GESTION DE CRÉDIT RMJ INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Magog, le 26 avril 1988

56014

Pour la compagnie,
RAYNALD N. GAUTHIER

GESTION SYSTÈMES INFORMATISÉS (G.S.I.) INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «GESTION SYSTÈMES INFORMATISÉS (G.S.I.) INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 27 avril 1988

56015

Les procureurs de la compagnie,
THIBAUT, DESMARAI, avocats

IDE BERGERON INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «IDE BERGERON INC.» demandera à l'inspecteur

général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Joliette, le 20 avril 1988

55971

Les procureurs de la compagnie,
RATTELLE, RATTELLE & ASSOCIÉS

JOURNAL COMMUNAUTAIRE DE VERDUN INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «JOURNAL COMMUNAUTAIRE DE VERDUN INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 25 mars 1988

56028

Les procureurs de la compagnie,
SYLVESTRE, CHARBONNEAU, DUGUAY &
CLOUTIER

LA CHORALE «BRINS DE GAÏÉTÉ»

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LA CHORALE «BRINS DE GAÏÉTÉ»» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Hyacinthe, le 1^{er} avril 1988

56029

Pour la compagnie,
MARIE-THÉRÈSE BLAIS

LA CORPORATION D'AQUEDUC ST-CASIMIR LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LA CORPORATION D'AQUEDUC ST-CASIMIR LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 28 avril 1988

56030

Le procureur de la compagnie,
ME LOUIS-CYR PATRY

LES ENTREPRISES ROGESAU LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES ENTREPRISES ROGESAU LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Lachine, le 26 avril 1988

56031

Pour la compagnie,
ROGER SAUVÉ

NETTOYEUR DE MÉTAL D.M.R. INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «NETTOYEUR DE MÉTAL D.M.R. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sorel, le 22 avril 1988

55974

Le procureur de la compagnie,
GILLES LAVALLÉE, avocat

LES INVESTISSEMENTS SEP INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES INVESTISSEMENTS SEP INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 18 avril 1988

55973

Les procureurs de la compagnie,
FRANKEL & FRANKEL

PALUDE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «PALUDE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 30 avril 1988

56016

Les procureurs de la compagnie,
PHILLIPS & VINEBERG, avocats

LES MESSAGÈRES ACTIVES INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES MESSAGÈRES ACTIVES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Hull, le 28 avril 1988

56032

La présidente,
FRANCINE DESJARDINS SYLVESTRE

PORCHERIE PREMONT INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «PORCHERIE PREMONT INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Paulin, le 7 avril 1988

56017

Le procureur de la compagnie,
PIERRE BRODEUR, notaire

L'ÉTOILE ALPHA INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «L'ÉTOILE ALPHA INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Joliette, le 29 avril 1988

56027

Le procureur de la compagnie,
JOHANNE FONTAINE, notaire

RECREATION DEVELOPMENT CORPORATION

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «RECREATION DEVELOPMENT CORPORATION» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 25 avril 1988

55975

Les procureurs de la compagnie,
CHAIT, SALOMON, avocats

SERVICES COMMUNAUTAIRES 5/83 INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «SERVICES COMMUNAUTAIRES 5/83 INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Pierrefonds, le 15 avril 1988

55976

Le président,
MARCEL FORCIER

SOVIQ INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «SOVIQ INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 25 avril 1988

56033

Les procureurs de la compagnie,
HEENAN, BLAIKIE

STUDIO CAPILLAIRE LOUIS-MARIE ROSS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «STUDIO CAPILLAIRE LOUIS-MARIE ROSS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sainte-Foy, le 26 avril 1988

55977

Les procureurs de la compagnie,
VÉZINA, POULIOT, avocats

SUPER MARCHÉ RACICOT INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «SUPER MARCHÉ RACICOT INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 1^{er} avril 1988

56034

Les procureurs de la compagnie,
HART, SAINT-PIERRE & DES MARAIS

TAVERNE CARRÉ VICTORIA INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «TAVERNE CARRÉ VICTORIA INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Candiac, le 29 avril 1988

56035

Le président,
ANDRÉ SAUVÉ

TECHNICONTROLE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «TECHNICONTROLE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Châteauguay, le 25 avril 1988

55978

Le procureur de la compagnie,
GILLES LABERGE, notaire

Compagnies étrangères — Loi sur les**Changements**

La compagnie étrangère ci-dessous mentionnée donne avis des changements suivants:

Nom de la compagnie	Date des changements	Changements
1284-5269 SOBEYS INC.	1987 12 04	M. Paul A.R. Townsend, 1, Place Ville Marie, bureau 3725, Montréal de la principale place d'affaires à: 1, Place Ville Marie, bureau 3725, Montréal

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

Permis de faire affaires

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a émis un nouveau permis autorisant les corporations suivantes à faire affaires au Québec:

*Nom de la compagnie ou sa version **Nom d'emprunt	Date du permis
1114-1561 ** COMPAGNIE DE LOCATION DE TRANSPORT (C.L.T.) INC.	1988 04 08
1617-2645 ** NOVA CORPORATION ALBERTAINE	1988 03 28
1284-5269 * SOBEYS INC.	1988 04 05

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

429

Permis de faire affaires

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé un permis de faire affaires aux corporations suivantes:

*Nom de la compagnie **Nom d'emprunt	Date du permis	Nom et adresse de l'agent principal	Adresse du bureau principal
2656-7651 ** CANAM DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL INC.	1988 04 06	Me Jean-François Cloutier, 10, Notre-Dame est, bureau 500, Montréal	1, Place Ville Marie, bureau 2821, Montréal
2505-6615 ** CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT FIRST CITY	1988 04 06	Me Brahm M. Gelfand, 1010, rue Sherbrooke ouest, bureau 1100, Montréal	1010, rue Sherbrooke ouest, bureau 1100, Montréal
2660-1880 ** LES ENTREPRISES JAMES IRVINE INC.	1987 dépot	M. Alain Messier, Drummondville 41, rue Fabre,	
2661-1939 ** EXPLORATION MINIÈRE REAL DE MI- NAS INC.	1988 03 16	Me Léonard Serafini, 1, Place Ville Marie, bureau 3725, Montréal	1, Place Ville Marie, bureau 3725, Montréal

*Nom de la compagnie **Nom d'emprunt	Date du permis	Nom et adresse de l'agent principal	Adresse du bureau principal
2661-1863 ** MINES LUCKY BOY INC.	1988 03 16	Me Léonard Serafini, 1, Place Ville Marie, bureau 3725, Montréal	1, Place Ville Marie, bureau 3725, Montréal
1111-3651 ** NICHIMEN D'AMÉRIQUE INC.	1988 04 08	Me Donald W. Seal, 2015, rue Drummond, bu- reau 1050, Montréal	555, rue Chabanel ouest, bu- reau R-14, Montréal

429

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Compagnies minières — Loi sur les

Avis divers

RAM PETROLEUMS LIMITED

Autorisation en vertu de la section VI

La compagnie « RAM PETROLEUMS LIMITED » a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, au Québec ses actions, stocks, certificats d'actions, obligations et autres valeurs.

Le bureau principal au Québec est à 5, place Ville-Marie, bureau 1203, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle est Me Carl M. Ravinsky, 5, place Ville-Marie, bureau 1203, Montréal.

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
1828-4091*

429

SPIRIT LAKE EXPLORATIONS LIMITED

Autorisation en vertu de la section VI

La compagnie « SPIRIT LAKE EXPLORATIONS LIMITED » a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, au Québec ses actions, stocks, certificats d'actions, obligations et autres valeurs.

Le bureau principal au Québec est à 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 1400, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle est Me Neil Wiener, 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 1400, Montréal.

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
2660-1815*

429

Coopératives — Loi sur les

ASSOCIATION COOPÉRATIVE DES LOISIRS DE LA PLAGE ST-JOSEPH

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « ASSOCIATION COOPÉRATIVE DES LOISIRS DE LA PLAGE ST-JOSEPH » tenue le 2 janvier 1988, il a été résolu de liquider la coopérative et qu'elle soit dissoute conformément aux dispositions de la Loi sur les coopératives et de la Loi sur la liquidation des compagnies et que Messieurs Marcel Pearson, Marcel Tremblay et Georges Frenette soient nommés liquidateurs.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

431

CLUB COOPÉRATIF DE CONSOMMATION DE SAINT-DOMINIQUE-DU-ROSAIRE

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « CLUB COOPÉRATIF DE CONSOMMATION DE SAINT-DOMINIQUE-DU-ROSAIRE » le 12 mars 1988, il a été résolu de liquider la coopérative et qu'elle soit dissoute conformément aux dispositions de la Loi sur les coopératives et de la Loi sur la liquidation des compagnies et que Madame Huguette Dupuis et Messieurs Henri-Paul Rheault et Léo Godbout soient nommés liquidateurs.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

431

COMPTOIR COOPÉRATIF DE PRODUITS NATURELS « L'OSEILLE » (MONTMAGNY)

Avis est donné que « COMPTOIR COOPÉRATIF DE PRODUITS NATURELS « L'OSEILLE » (MONTMAGNY) », dont le siège social était situé à Montmagny, a été dissoute le 21 mars 1988 conformément aux dispositions de la Loi sur les coopératives et de la Loi sur la liquidation des compagnies.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

431

COOPÉRATIVE D'AMÉNAGEMENT FORESTIER LES ÉPINETTES E.T.C.

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « COOPÉRATIVE D'AMÉNAGEMENT FORESTIER LES ÉPINETTES E.T.C. » le 29 février 1988, il a été résolu de liquider la coopérative et qu'elle soit dissoute conformément aux dispositions de la Loi sur les coopératives et de la Loi sur la liquidation des compagnies et que Madame Josée Bouliane et Messieurs Yves Lesage et Luc Beauparlant soient nommés liquidateurs.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

431

COOPÉRATIVE D'ARTISANAT « LA QUENOUILLE » (LA MAURICIE)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « COOPÉRATIVE D'ARTISANAT « LA QUENOUILLE » (LA MAURICIE) », le 17 novembre 1988, il a été résolu de liquider la coopérative et qu'elle soit dissoute conformément aux dispositions de la Loi sur les coopératives et de la Loi sur la liquidation des compagnies et que monsieur Maxi Lavergne soit nommé liquidateur.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

431

COOPÉRATIVE DE LOISIRS « LE VERSEAU » DU CANTON DE STANSTEAD

Avis est donné que « COOPÉRATIVE DE LOISIRS « LE VERSEAU » DU CANTON DE STANSTEAD », dont le siège social était situé à Canton de Stanstead, a été dissoute le 7 mars 1988, conformément aux dispositions de la Loi sur les coopératives et de la Loi sur la liquidation des compagnies.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

431

COOPÉRATIVE D'HABITATION LA CHAUDIÈRE DE SAINT-GEORGES

Avis est donné que « COOPÉRATIVE D'HABITATION LA CHAUDIÈRE DE SAINT-GEORGES », dont le siège social était situé à Saint-Georges, a été

dissoute le 11 avril 1988, conformément aux dispositions de la Loi sur les coopératives et de la Loi sur la liquidation des compagnies.

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD

431

COOPÉRATIVE D'HABITATION MARIE-VICTORIN DE LONGUEUIL

Avis est donné que « COOPÉRATIVE D'HABITATION MARIE-VICTORIN DE LONGUEUIL », dont le siège social était situé à Longueuil, a été dissoute le 11 avril 1988, conformément aux dispositions de la Loi sur les coopératives et de la Loi sur la liquidation des compagnies.

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD

431

COOPÉRATIVE RÉGIONALE DES CONSOMMATEURS DU GRAND TROIS-RIVIÈRES

Le ministre de l'Industrie et du Commerce vous avise, conformément à l'article 188, que la proportion des opérations totales avec vos membres est inférieure à 50 % pour l'année financière se terminant le 31 juillet 1985.

Faute d'accroître la proportion de ces opérations au cours des trois prochains exercices financiers qui suivront le présent avis, le ministre peut, après avoir demandé à la coopérative de se continuer en compagnie, dans le délai qu'il détermine, décréter la dissolution de la coopérative.

Le sous-ministre adjoint,
BENOIT TREMBLAY

431

MAGASIN CO-OP DE CRABTREE

Le ministre de l'Industrie et du Commerce vous avise, conformément à l'article 188, que la proportion des opérations totales avec vos membres est inférieure à 50 % pour l'année financière se terminant le 28 septembre 1985.

Faute d'accroître la proportion de ces opérations au cours des trois prochains exercices financiers qui suivront le présent avis, le ministre peut, après avoir demandé à la coopérative de se continuer en compagnie, dans le délai qu'il détermine, décréter la dissolution de la coopérative.

Le sous-ministre adjoint,
BENOIT TREMBLAY

431

MAGASIN CO-OP DE ST-ANDRÉ

Le ministre de l'Industrie et du Commerce vous avise, conformément à l'article 188, que la proportion des opérations totales avec vos membres est inférieure à 50 % pour l'année financière se terminant le 30 juin 1985.

Faute d'accroître la proportion de ces opérations au cours des trois prochains exercices financiers qui suivront le présent avis, le ministre peut, après avoir demandé à la coopérative de se continuer en compagnie, dans le délai qu'il détermine, décréter la dissolution de la coopérative.

Le sous-ministre adjoint,
BENOIT TREMBLAY

431

Déclarations des compagnies et sociétés — Loi sur les

Dissolution

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la majorité des associés de la société en commandite suivante ont consenti à sa dissolution:

Raison sociale de la société	Date de formation	Lieu du principal établissement	Date de dissolution
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PORCINE DE STE-MARGUERITE ENR.	1987 09 16	212, route Saint-Jean-Baptiste, Sainte-Marguerite, Dorchester	1987 12 31

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Beauce,
PIERRETTE VACHON*

430

Dissolution

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la majorité des associés de chacune des sociétés en commandite suivantes ont consenti à sa dissolution:

Raison sociale de la société	Date de formation	Lieu du principal établissement	Date de dissolution
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ARIEL 1	1987 01 16	640, 3 ^e Avenue, Val-d'Or, QC, J9P 1S5	1988 05 02
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE D'EXPLORATION MONICOR	1987 05 07	Val-d'Or, C.P. 267	1988 05 02
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MIMISKA 1987	1987 03 30	640, 3 ^e Avenue, Val-d'Or, QC, J9P 1S5	1988 05 02

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire d'Abitibi,
GHISLAINE EBACHER*

430

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la déclaration de société en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
RESTAURANT LE RICHELAIN	1988 04 26	216, boul. Montcalm St-Jean, QC, J3B 3N5

*Le protonotaire de la Cour supérieure,
district judiciaire d'Iberville,
PIERRE VAILLANCOURT*

430

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la déclaration de société en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BOVI 2000	1987 04 15	642, rue des Ormes, Amos, QC, J9T 3G4

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire d'Abitibi,
G. EBACHER*

430

Liquidation des compagnies — Loi sur la**Construction Tivalivik Inc.**

L'inspecteur général des institutions financières donne avis que lors d'une assemblée des actionnaires, de Construction Tivalivik Inc. tenue à Charny, le 27 août 1987, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu des dispositions de la partie IA de la Loi sur les compagnies et de la Loi sur la liquidation des compagnies, et que monsieur Gaston Picard, de Charny, a été nommé liquidateur.

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
Dossier: 2152-7064*

55985

Ministères — Avis concernant les**Affaires culturelles****Classement des biens culturels****Site institutionnel**

Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud

La ministre des Affaires culturelles donne avis, conformément à l'article 29 de la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., c. B-4) qu'elle a procédé au classement du bien culturel ci-dessous décrit et que le classement prend effet à compter du 31 juillet 1987, date à laquelle fut transmis au propriétaire l'avis d'intention de classer le bien culturel ci-après désigné, savoir:

« Les six (6) parcelles de terrains formées de la subdivision seize et dix-sept du lot numéro soixante-trois

(63-16 et 63-17), de la subdivision trois du lot numéro soixante-quatre (64-3) et une partie de la subdivision un du lot numéro soixante-quatre (64A-1) et de la subdivision trois du lot numéro soixante-trois (63-3) et d'une parcelle de terrain faisant partie du lot numéro soixante-trois (63) du cadastre de la paroisse de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud, division d'enregistrement de Montmagny.

Propriété 1:

Propriétaire: corporation municipale de la paroisse de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud.

Parcelle I:

Cette première parcelle de terrain est formée de la subdivision trois du lot numéro soixante-quatre (64-3) et est bornée au nord-ouest par une partie du lot numéro soixante-quatre (64), au nord-est par une partie de la subdivision un du lot numéro soixante-quatre (64A-1), au sud-est et au sud-ouest par la subdivision deux du lot numéro soixante-quatre (64-2), et peut être décrite plus explicitement comme suit: en partant d'un point « A », tel qu'indiqué sur le plan préparé par Jacques Pelletier, arpenteur-géomètre, sous le numéro 3079 de ses minutes, lequel point étant situé au coin ouest de la subdivision trois du lot numéro soixante-quatre (64-3), dans une direction de 358°23'20" sur une distance de 7,01 mètres jusqu'au point « B »; de ce point « B », dans une direction de 90°24'15" sur une distance de 32,92 mètres jusqu'au point « C »; de ce point « C », dans une direction de 178°23'20" sur une distance de 7,01 mètres jusqu'au point « D »; de ce point « D », dans une direction de 270°24'15" sur une distance de 32,92 mètres jusqu'au point « A », point de départ. Cette parcelle de terrain A-B-C-D-A contient une superficie de 230,6 mètres carrés.

Parcelle II:

Cette deuxième parcelle de terrain est formée d'une partie de la subdivision un du lot numéro soixante-quatre A (64A-1) et est bornée au nord-ouest par une partie du lot numéro soixante-quatre (64), au nord-est, par une partie de la subdivision trois du lot numéro soixante-trois (63-3), au sud-est par un chemin public (boulevard Saint-François), une partie de la subdivision un du lot numéro soixante-quatre A (64A-1) et de la subdivision deux du lot numéro soixante-quatre A (64A-2), au sud-ouest par une partie de la subdivision un du lot soixante-quatre A numéro (64A-1) et par la subdivision deux et trois des lots soixante-quatre (64-2 et 64-3), et peut être décrite plus explicitement comme suit: en partant du point « B » décrit précédemment dans la parcelle I de la propriété 1, dans une direction de 358°01'05", sur une distance de 42,98 mètres jusqu'au point « E »; de ce point « E », dans une direc-

tion de 92°58'45" sur une distance de 79,86 mètres jusqu'au point « F »; de ce point « F », dans une direction de 178°59'20" sur une distance de 4,95 mètres jusqu'au point « G »; de ce point « G », dans une direction de 167°22' sur une distance de 4,34 mètres jusqu'au point « H »; de ce point « H », dans une direction de 270°08'20" sur une distance de 19,62 mètres jusqu'au point

I »; de ce point « I », dans une direction de 183°02'50" sur une distance de 26,03 mètres jusqu'au point « J »; de ce point « J », dans une direction de 166°03' sur une distance de 3,72 mètres jusqu'au point « K »; de ce point « K », dans une direction de 270°24'15" sur une distance de 59,32 mètres jusqu'au point « B »; le point de départ. Cette parcelle de terrain B-E-F-G-H-I-J-K-B contient une superficie de 2 672,0 mètres carrés.

Parcelle III:

Cette troisième parcelle de terrain est formée d'une partie de la subdivision trois du lot numéro soixante-trois (63-3) et est bornée au nord-ouest par une partie du lot numéro soixante-trois (63), au nord-est par une partie du lot numéro soixante-trois (63) et une partie de la subdivision trois du lot numéro soixante-trois (63-3) et par la subdivision seize et dix-sept du lot numéro soixante-trois (63-16 et 63-17), à l'est par une partie de la subdivision trois du lot numéro soixante-trois (63-3), au sud-est par une partie de la subdivision trois du lot numéro soixante-trois (63-3) et un chemin public (boulevard Saint-François) et au sud-ouest par une partie de la subdivision un du lot numéro soixante-quatre A (64A-1), et peut être décrite plus explicitement comme suit: en partant du point « E » décrit précédemment dans la parcelle II de la propriété 1, dans une direction de 358°45'20" sur une distance de 38,10 mètres jusqu'au point « L »; de ce point « L », dans une direction de 86°13' sur une distance de 40,18 mètres jusqu'au point « Z »; de ce point « Z », dans une direction de 86°51' sur une distance de 7,67 mètres jusqu'au point « M »; de ce point « M », dans une direction de 180°11' sur une distance de 3,61 mètres jusqu'au point « N »; de ce point « N », dans une direction de 90°19' sur une distance de 10,21 mètres jusqu'au point « O »; de ce point « O », dans une direction de 143°36' sur une distance de 6,00 mètres jusqu'au point « P »; de ce point « P », dans une direction de 178°40'10" sur une distance de 33,77 mètres jusqu'au point « Q »; de ce point « Q », dans une direction de 80°44'35" sur une distance de 18,41 mètres jusqu'au point « R »; de ce point « R », dans une direction de 178°59'20" sur une distance de 6,01 mètres jusqu'au point « F »; de ce point « F », dans une direction de 272°58'45" sur une distance de 79,86 mètres jusqu'au point « E »; point de départ. Cette parcelle de terrain E-L-Z-M-N-O-P-Q-R-F-E contient une superficie de 2 570,6 mètres carrés.

Parcelle IV:

Cette quatrième parcelle de terrain est formée de la subdivision seize du lot numéro soixante-trois (63-16) et est bornée au nord-ouest par une partie de la subdivision trois du lot numéro soixante-trois (63-3) et de la subdivision dix-sept du lot numéro soixante-trois (63-17), au nord-est par une partie du lot numéro soixante-trois (63), au sud-est par une partie du lot numéro soixante-trois (63) et une partie de la subdivision trois du lot numéro soixante-trois (63-3) et au sud-ouest par une partie de la subdivision trois du lot numéro soixante-trois (63-3), et peut être décrite plus explicitement comme suit: en parlant du point « N » décrit précédemment dans la parcelle III de la propriété 1, dans une direction de 00°11' sur une distance de 3,61 mètres jusqu'au point « M »; de ce point « M », dans une direction de 266°51' sur une distance de 0,96 mètres jusqu'au point « f »; de ce point « f », dans une direction de 173°59'50" sur une distance de 34,38 mètres jusqu'au point « e »; de ce point « e », dans une direction de 178°59' sur une distance de 3,04 mètres jusqu'au point « g »; de ce point « g », dans une direction de 90°19' sur une distance de 12,33 mètres jusqu'au point « h »; de ce point « h », dans une direction de 177°26' sur une distance de 5,01 mètres jusqu'au point « i »; de ce point « i », dans une direction de 90°19' sur une distance de 2,44 mètres jusqu'au point « j »; de ce point « j », dans une direction de 180°19' sur une distance de 35,66 mètres jusqu'au point « O »; de ce point « O », dans une direction de 270°19' sur une distance de 10,21 mètres jusqu'au point « N »; point de départ. Ladite parcelle de terrain N-M-f-e-g-h-i-j-O-N contient une superficie de 510,5 mètres carrés.

Parcelle V:

Cette deuxième parcelle de terrain est formée de la subdivision dix-sept du lot numéro soixante-trois (63-17) et est bornée au nord-ouest et au nord-est par une partie du lot numéro soixante-trois (63), sud-est par un chemin public (boulevard Saint-François), une partie du lot numéro soixante-trois (63) et de la subdivision seize du lot numéro soixante-trois (63-16) et au sud-ouest par une partie du lot numéro soixante-trois (63) et une partie de la subdivision trois du lot numéro soixante-trois (63-3), et peut être décrite plus explicitement comme suit: en partant du point « f » décrit précédemment dans la parcelle IV de la propriété 1, dans une direction de 266°51' sur une distance de 6,71 mètres jusqu'au point « Z »; de ce point « Z », dans une direction de 355°46'30" sur une distance de 76,02 mètres jusqu'au point « Y »; de ce point « Y », dans une direction de 88°27'30" sur une distance de 19,77 mètres jusqu'au point « X »; de ce point « X », dans une direction de 90°34'45" sur une distance de 24,38

mètres jusqu'au point « W »; de ce point « W », dans une direction de 179°34'45" sur une distance de 12,04 mètres jusqu'au point « a »; de ce point « a », dans une direction de 280°02'45" sur une distance de 24,99 mètres jusqu'au point « b »; de ce point « b », dans une direction de 273°24' sur une distance de 6,29 mètres jusqu'au point « c »; de ce point « c », le long d'un arc de cercle de 7,88 mètres pour un rayon de 4,79 mètres jusqu'au point « d »; de ce point « d », dans une direction de 178°59'00" sur une distance de 29,50 mètres jusqu'au point « e »; de ce point « e », dans une direction de 173°59'50" sur une distance de 34,38 mètres jusqu'au point « f » point de départ. Ladite parcelle de terrain f-Z-Y-X-W-a-b-c-d-e-f contient une superficie de 836,1 mètres carrés.

Propriété 2:

Propriétaire: Fabrique de la paroisse de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud.

Parcelle I:

Cette première parcelle de terrain est formée d'une partie du lot numéro soixante-trois (63) et est bornée au nord-ouest par une partie du lot numéro soixante-trois (63) et par le lot numéro soixante-deux (62), au nord-est par le lot numéro cinquante-neuf (59) et le lot numéro soixante (60), au sud-est par un chemin public (boulevard Saint-François) et de la subdivision dix-sept du lot numéro soixante-trois (63-17), au sud-ouest par de la subdivision dix-sept du lot numéro soixante-trois (63-17) et par une partie de la subdivision trois du lot numéro soixante-trois (63-3), et peut être décrite plus explicitement comme suit: partant du point « L » précédemment décrit dans la parcelle III de la propriété 1, dans une direction de 00°01'15" sur une distance de 151,87 mètres jusqu'au point « S »; de ce point « S », dans une direction de 90°10'45" sur une distance de 47,55 mètres jusqu'au point « T »; de ce point « T », dans une direction de 178°52' sur une distance de 1,55 mètres jusqu'au point « U »; de ce point « U », dans une direction de 87°09'10" sur une distance de 29,36 mètres jusqu'au point « V »; de ce point « V », dans une direction de 178°39'45" sur une distance de 71,36 mètres jusqu'au point « W »; de ce point « W », dans une direction de 270°34'25" sur une distance de 24,38 mètres jusqu'au point « X »; de ce point « X », dans une direction de 268°27'30" sur une distance de 19,77 mètres jusqu'au point « Y »; de ce point « Y », dans une direction de 175°46'30" sur une distance de 76,02 mètres jusqu'au point « Z »; de ce point « Z », dans une direction de 266°13' sur une distance de 40,18 mètres jusqu'au point « L », point de départ. Ladite parcelle de terrain, L-S-T-U-V-W-X-Y-Z-L contient une superficie de 8 512,1 mètre carrés.

Toutes les dimensions des présentes descriptions techniques sont dans le système international (SI) et toutes les directions sont conventionnelles.

Tel que démontré sur un plan préparé par Jacques Pelletier, arpenteur-géomètre, sous le numéro 3079 de ses minutes. »

Québec, le 26 avril 1988

La ministre des Affaires culturelles,
LISE BACON

433

Éducation

Divers

Municipalité scolaire De La Jonquière

Avis préliminaire

Demande est faite de fusionner le territoire des municipalités scolaires de Jonquière, d'Arvida et Les-Deux-Rives et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique, sous le nom « De La Jonquière ». Cette nouvelle municipalité scolaire comprendra le territoire suivant:

° les municipalités de Bégin (SD), Saint-Charles-de-Bourget (SD), Saint-Ambroise (SD), Shipshaw (SD), Lac-Kénogami (SD) et Larouche (P);

° la municipalité de Jonquière (V) au complet à l'exclusion des lots 21, 22 et 23 du 13^e rang S.-O. chemin Sydenham du canton de Chicoutimi et les lots 1, 2A, 2B, 3 à 9 inclusivement du 13^e Rang du canton de Latérière;

° des parties de territoires non organisés, soit les cantons de Aulneau et Lartigue.

Le 20 avril 1988

Le ministre de l'Éducation,
CLAUDE RYAN

426-19-2

Municipalité scolaire Outaouais-Hull

Demande est faite d'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire Outaouais-Hull, la partie de territoire de la municipalité scolaire d'Aylmer située dans les limites de la ville de Hull comprenant:

— le lot 8 du rang II;

— les lots 8 à 10 inclusivement du rang III;

— les subdivisions de lots 7a, 7b, 7c et les lots 8 à 12 inclusivement du rang IV;

— les parties des lots 7, 8 et 9 situées au nord-ouest du chemin de la Mine de Fer (boulevard de la Cité des Jeunes) et les lots 10 à 12 inclusivement du rang V, tous du canton de Hull.

Québec, le 27 avril 1988

Le ministre de l'Éducation,
CLAUDE RYAN

427

Municipalité scolaire Davignon

Avis préliminaire

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Waterloo les parties de territoire décrites ci-après et de les annexer pour catholiques seulement au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique à la municipalité scolaire Davignon:

° le lot 606 du rang VI du cadastre du canton de Brome;

° le lot 875 du rang VII du cadastre du canton de Brome;

° le lot 1017 du rang IX du cadastre du canton de Brome;

° les lots 1059 à 1063 inclusivement et le lot 1067 du rang II du cadastre du canton de Shefford.

Le 22 avril 1988

Le ministre de l'Éducation,
CLAUDE RYAN

426-19-2

Municipalité scolaire de Granby

Avis préliminaire

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire Provençal la partie de territoire décrite ci-après et de l'annexer pour catholiques seulement au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique à la municipalité scolaire de Granby:

° les lots quatre cent soixante-sept (467) à quatre cent soixante et onze (471) du rang V, cinq cent quatre-vingt-huit (588) et cinq cent quatre-vingt-neuf (589) du rang VI, six cent soixante-quatre (664) à six cent quatre-vingt-quinze (695) du rang VII, sept cent quarante-huit (748) à sept cent soixante-dix (770) du rang VIII et huit cent trente et un (831) à huit cent quarante-

quatre (844) du rang IX du cadastre officiel de la municipalité du canton de Granby.

Le 22 avril 1988

Le ministre de l'Éducation,
CLAUDE RYAN

426-19-2

Municipalité scolaire de Waterloo

Avis préliminaire

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire Davignon les parties de territoire décrites ci-après et de les annexer pour catholiques seulement au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique à la municipalité scolaire de Waterloo:

° les lots 1114, 1115, 1117 et 1118 du rang IX du cadastre du canton de Brome;

les lots 1299, 1300, 1304 et 1307 du rang I, les lots 1069 et 1070 du rang II, le lot 826 du rang IV ainsi que les lots 686, 687, 688 et 690 du rang V tous du cadastre du canton de Shefford;

° les lots 78 et 79 du rang I du cadastre du canton de Bolton.

Le 22 avril 1988

Le ministre de l'Éducation,
CLAUDE RYAN

426-19-2

Municipalité scolaire des Cantons

Avis préliminaire

Demande est faite de fusionner le territoire des municipalités scolaires de Granby et de Waterloo et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique, sous le nom « des Cantons ». Cette nouvelle municipalité scolaire comprendra le territoire suivant:

° les municipalités de Roxton Falls (VL), Roxton (CT), Béthanie (SD), Bonsecours (SD), Lawrenceville (VL), Sainte-Anne-de-Larochelle (SD), Saint-Joachim-de-Shefford (P), Roxton Pond (VL), Roxton Pond (P), Sainte-Cécile-de-Milton (CT), Granby (CT), Granby (V), Warden (VL), Waterloo (V);

° une partie de la municipalité de Orford (CT), soit les lots 786 à 819 inclusivement du rang XIV, les lots 878-A à 903 inclusivement du rang XV, les lots 952 à 983 inclusivement du rang XVI, les lots 1006 à 1044 inclusivement du rang XVII et les lots 1057 à 1091

inclusivement du rang XVIII, tous du cadastre du canton de Orford;

° une partie de la municipalité de Stukely-Sud (SD), soit les lots 341 à 344 inclusivement du rang IV et les lots 401 à 426 inclusivement du rang V, tous du cadastre du canton de Stukely;

° une partie de la municipalité de Stukely-Sud (VL) soit les lots 1 à 18 inclusivement du rang I, les lots 159 à 186 inclusivement du rang II, les lots 245 à 263 inclusivement du rang III, les lots 301 à 340 inclusivement du rang IV et les lots 361 à 400 inclusivement du rang V, tous du cadastre du canton de Stukely;

° une partie de la municipalité de Bolton-Ouest (SD) soit les lots 1 à 79 inclusivement du rang I et les lots 136 à 206 inclusivement du rang II, tous du cadastre du canton de Bolton;

° une partie de la municipalité du Lac-Brome (V) soit les lots 1114, 1115, 1116, 1117 et 1118 du rang IX, les lots 1119 à 1143, inclusivement du rang X et les lots 1380 à 1426 inclusivement du rang XI, tous du cadastre du canton de Brome;

° une partie de la municipalité de Shefford (CT) soit les lots 1299 à 1345 inclusivement du rang I, les lots 1068 à 1085 inclusivement ainsi que les lots 1101 à 1172 inclusivement du rang II, les lots 921 à 940 inclusivement, la partie du lot 941 ainsi que les lots 942 et 978 à 1020 inclusivement du rang III, les lots 823, 823-A, 824 à 842 inclusivement, ainsi que les lots 850 à 872 inclusivement du rang IV, les lots 660, 661, 686 à 736 inclusivement ainsi que les lots 738 à 775 inclusivement du rang V, les lots 449 à 519 inclusivement ainsi que les lots 521 et 640 à 658 inclusivement du rang VI, les lots 362 à 383 inclusivement du rang VII et les lots 351 à 361 inclusivement du rang VIII, tous du cadastre du canton de Shefford;

° une partie de la municipalité de Bromont (V) soit les lots 51 à 55 inclusivement, 59 et 60 du rang I ainsi que les lots 152 à 159 inclusivement du rang II, tous du cadastre du canton de Granby;

° la municipalité de Saint-Alphonse (P) à l'exclusion des lots 61, 62, 64, 65 et 66 du rang I du cadastre du canton de Granby ainsi que des lots 602, 604, 605, 606 et 607 du rang V et des lots 637, 638, 641, 642 et 643 du rang VI du cadastre du canton de Farnham.

Le 22 avril 1988

Le ministre de l'Éducation,
CLAUDE RYAN

426-19-2

Municipalité scolaire Provençal*Avis préliminaire*

Demande est faite de changer les limites de la municipalité scolaire Provençal, érigée pour catholiques seulement au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique, de manière à ce que cette municipalité scolaire comprenne désormais le territoire suivant:

° les municipalités de Saint-Ange-Gardien (P), Ange-Gardien (VL), Saint-Césaire (V), Saint-Césaire (P), Rougemont (VL), Saint-Michel-de-Rougemont (P) et Saint-Paul-d'Abbotsford (P), telles qu'elles existaient en date du 2 novembre 1987.

Le 22 avril 1988

Le ministre de l'Éducation,
CLAUDE RYAN

426-19-2

Ministères — Avis concernant les**Industrie et du Commerce***Heures d'affaires***Festival de la Gibelotte de Sorel***Avis d'autorisation*

Le ministre de l'Industrie et du Commerce donne avis, conformément à l'article 5.3 de la Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux (L.R.Q., c. H-2), qu'il autorise les établissements commerciaux présents au Festival de la Gibelotte de Sorel à exercer leurs activités à l'extérieur des périodes prévues par la loi, et ce, du 2 au 9 juillet 1988.

Québec, le 8 avril 1988

*Le ministre de l'Industrie
et du Commerce,*
DANIEL JOHNSON

431

MOD-O-PRIX*Avis d'autorisation*

Le ministre de l'Industrie et du Commerce donne avis, conformément à l'article 5.3 de la Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux (L.R.Q., c. H-2), qu'il autorise l'établissement commercial suivant: MOD-O-PRIX, situé au 420, Notre-Dame, Montréal à exercer ses activités le dimanche s'il est fermé le vendredi à compter du coucher du soleil et le samedi

toute la journée et si, à chaque jour d'ouverture, il n'y a jamais plus de trois personnes en même temps pour en assurer le fonctionnement et ce à compter du présent avis d'autorisation. Cette autorisation est pour une durée de deux ans.

Québec, le 29 mars 1988

*Le ministre de l'Industrie
et du Commerce,*
DANIEL JOHNSON

431

**Municipalité de
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier**
Avis d'autorisation

Le ministre de l'Industrie et du Commerce donne avis, conformément à l'article 5.3 de la Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux (L.R.Q., c. H-2), qu'il autorise les établissements commerciaux situés sur le territoire de la municipalité de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier à exercer leurs activités à l'extérieur des périodes prévues par la loi et ce, du 20 juin au 5 septembre 1988.

Québec, le 8 avril 1988

*Le ministre de l'Industrie
et du Commerce,*
DANIEL JOHNSON

431

**Corporation municipale du village de
Saint-Sauveur-des-Monts**

Avis d'autorisation

Le ministre de l'Industrie et du Commerce donne avis, conformément à l'article 5.3 de la Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux (L.R.Q., c. H-2), qu'il autorise les établissements commerciaux situés sur le territoire de la corporation municipale du village de Saint-Sauveur-des-Monts, à exercer leurs activités à l'extérieur des périodes prévues par la loi et ce, du 15 juin au 15 septembre 1988.

Québec, le 29 mars 1988

*Le ministre de l'Industrie
et du Commerce,*
DANIEL JOHNSON

431

Ville de Lac-Brome*Avis d'autorisation*

Le ministre de l'Industrie et du Commerce donne avis, conformément à l'article 5.3 de la Loi sur les heures

d'affaires des établissements commerciaux (L.R.Q., c. H-2), qu'il autorise les établissements commerciaux situés sur le territoire du secteur Knowlton de la ville de Lac-Brome à exercer leurs activités à l'extérieur des périodes prévues par la loi et ce, du 1^{er} mai au 15 octobre 1988 ainsi que du 15 novembre 1988 au 28 février 1989.

Québec, le 8 avril 1988

*Le ministre de l'Industrie
et du Commerce,*
DANIEL JOHNSON

431

Ville de Sainte-Adèle

Avis d'autorisation

Le ministre de l'Industrie et du Commerce donne avis, conformément à l'article 5.3 de la Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux (L.R.Q., c. H-2), qu'il autorise les établissements commerciaux situés sur le territoire de la Ville de Sainte-Adèle à exercer leurs activités à l'extérieur des périodes prévues par la loi et ce, du 24 juin au 15 octobre 1988.

Québec, le 29 mars 1988

*Le ministre de l'Industrie
et du Commerce,*
DANIEL JOHNSON

431

Ville de Sainte-Agathe-des-Monts

Avis d'autorisation

Le ministre de l'Industrie et du Commerce donne avis, conformément à l'article 5.3 de la Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux (L.R.Q., c. H-2), qu'il autorise les établissements commerciaux situés sur le territoire de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts à exercer leurs activités à l'extérieur des périodes prévues par la loi et ce, du 15 juin au 15 septembre 1988.

Québec, le 29 mars 1988

*Le ministre de l'Industrie
et du Commerce,*
DANIEL JOHNSON

431

Ministères — Avis concernant les

Transports

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: « Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction ».

Circonscription électorale de Beauce-Sud:

Dans la municipalité de Saint-Georges, ville:
Région 3-2, district 23

Section de la route 173, vis-à-vis le lot partie 1020, sur une longueur approximative de 1 426 mètres.

Circonscription électorale de Champlain:

Dans la municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pérade, paroisse:

Région 04, district 32

Section de la rue Sainte-Anne (ancienne route 2) vis-à-vis le lot P-43, sur une longueur approximative de 290 mètres.

Circonscription électorale de Châteauguay:

Dans la municipalité de Saint-Constant, ville:
Région 6-2, district 67

Section du chemin de la Petite Côte, vis-à-vis le lot P-115, sur une longueur approximative de 14 mètres.

Circonscription électorale de Iberville:

Dans la municipalité de Saint-Pie, paroisse:
Région 6-1, district 51

Deux (2) sections du rang Petit St-François Est: vis-à-vis les lots P-264 et P-680, sur une longueur approximative de 86 mètres; vis-à-vis les lots P-680, P-264, P-681, P-682 et P-683, sur une longueur approximative de 96 mètres.

Québec, le 19 avril 1988

432

Le ministre des Transports,
MARC-YVAN CÔTÉ

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: « Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction ».

Circonscription électorale de Lavolette:

Dans la municipalité de Saint-Adelphe, paroisse:
Région 04, district 32

Section de la route 352, (ancien chemin Nord-Ouest de la rivière Batiscan) vis-à-vis lots P-368, P-369, P-370, P-371, P-372, M-378, P-379, P-380, P-381, P-383, P-387, P-388, P-389, P-390, P-391, P-392, P-393, P-394 et P-395, du rang Sud-Ouest de la rivière Batiscan, sur une longueur approximative de 1 692 mètres.

Circonscription électorale de Matapédia:

Dans la municipalité de Sainte-Jeanne-d'Arc paroisse
Région 01, district 07

Section de la route Massé (Ste-Jeanne-d'Arc / La Rédemption), vis-à-vis le lot 32, rang I canton Cabot et lot 72, rang I canton Massé, sur une longueur approximative de 634 mètres.

Circonscription électorale de Mégantic-Compton:

Dans la municipalité de Lingwick, canton
Région 05, district 25

Section de la route 257, vis-à-vis les lots partie 8-A, partie 8-B et partie 9-A du rang D et partie 8-B du rang C, sur une longueur approximative de 303 mètres.

Dans la municipalité de Cookshire, ville:
Région 05, district 25

Section du chemin du Bassin, vis-à-vis le lot partie 11-54 N.-S. rang IX, sur une longueur approximative de 105 mètres.

Québec, le 19 avril 1988

Le ministre des Transports,
MARC-YVAN CÔTÉ

432

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: « Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction ».

Circonscription électorale de Mégantic-Compton:

Dans la municipalité de St-Augustin-de-Woburn, paroisse:
Région 05, district 24

Section de l'ancienne route 212, vis-à-vis les lots 6A et 5D, rang II, sur une longueur approximative de 540 mètres.

Circonscription électorale de Richmond:

Dans la municipalité de Wotton, canton
Région 05, district 35

Section de la route 255, vis-à-vis les lots 2B partie, 1B-2, 1B partie, 1-E partie, et H partie, sur une longueur approximative de 354 mètres.

Circonscription électorale de Saint-Maurice:

Dans la municipalité de St-Boniface-de-Shawinigan, village:
Région 04, district 43

Section de la route 153, vis-à-vis les lots P-371, P-372 et P-373 du rang VIII, sur une longueur approximative de 357 mètres.

Québec, le 19 avril 1988

Le ministre des Transports,
MARC-YVAN CÔTÉ

432

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (2) de la directive ministérielle à cet effet: « Rues ou chemins d'intérêt strictement local en milieu urbains ».

Circonscription électorale d'Arthabaska:

Dans la municipalité de Chesterville:
Région 04, district 34

Section du chemin 7^e Rang Est, vis-à-vis les lots 170 à 174, rang VII et les lots 117 à 121 rang VI, sur une longueur approximative de 585 mètres.

Circonscription électorale de Orford:

Dans la municipalité de Rock Forest, ville:
Région 05, district 36

Section du chemin Fontaine, vis-à-vis les lots 172-40-57, « Rue » 172-40-2, 172-40-10, 40-9, 40-8, 40-7, 40-6, 40-5, 172-40-4, ptie 171 N.S., 1106-66, « Rue » 1106-1, 9-8, ptie 169 N.S.-7, 6,5, « Rue » 169-17, « Rue » 171-6, 169 N.S., 169-1, 169-2, 169-3, 169-4, 169-5, 167-35, 167-30, 172-38, ptie 171 N.S., 171-77, ptie 170 N.S., « Rue » 170-1, 169-14, 169-13, 169-12, 169-11, 169-10, 169-9, 169-8, 169-7, 169-6, ptie 167, N.S., 169-4, 169-5, 167-35, 167-30, ptie 167 N.S., 167-32-28, 167-32-27, « Rue » 167-32-109, 167-32-25, 167-32-24, 166-105, ptie 166 N.S., « Rue » 166-106, 166-108, ptie 165 N.S., 169-7, 169-6, 167-31, 167-34, ptie 166 N.S., ptie 165 N.S., 167 N.S., sur une longueur approximative de 1 658 mètres.

Québec, le 19 avril 1988

Le ministre des Transports,
MARC-YVAN CÔTÉ

432

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (3) de la directive ministérielle à cet effet: « En milieu rural, chemins municipaux d'intérêt strictement local (sans habitation riveraine à caractère permanent et sans vocation de transit).

Circonscription électorale de Saguenay:

Dans la municipalité de Ragueneau, paroisse:
Région 3-1, district 97

Section de l'ancien chemin du rang II, vis-à-vis le lot partie 46, rang III, de forme irrégulière et de dimension approximative de 20 m × 60 m.

Québec, le 19 avril 1988

432

Le ministre des Transports,
MARC-YVAN CÔTÉ

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (4) de la directive ministérielle à cet effet: « Tronçons routiers ayant fait l'objet d'un protocole d'entente entre le ministère et les corporations municipales »

Circonscription électorale de Vaudreuil-Soulanges:

Dans la municipalité de Sainte-Madeleine-de-Rigaud, paroisse:
(Protocole d'entente no: 1733)
Région 6-3, district 65

Section de la rue Saint-Jean-Baptiste (route 342) vis-à-vis les lots 19 et 18, sur une longueur approximative de 500 mètres.

Circonscription électorale de Chapleau:

Dans la municipalité de Gatineau, ville:
(Protocole d'entente no: 1720)
Région 07, district 78

Section de la route 366 (boulevard Lorrain) vis-à-vis les lots 12-A rang I et 12, 12-A et 13-C rang II, sur une longueur approximative de 2 489 mètres.

Québec, le 19 avril 1988

432

Le ministre des Transports,
MARC-YVAN CÔTÉ

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: « Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction ».

Circonscription électorale de Richmond:

Dans la municipalité de Garthby, canton:
Région 3-2, district 27

Section à l'est de la nouvelle route no 1, sur ou vis-à-vis les lots 54 B sur une longueur approximative de 17 mètres.

Section à l'ouest de la nouvelle route no 1, vis-à-vis les lots 54 A rang I Sud sur une longueur approximative de 65 mètres.

Québec, le 20 avril 1988

432

Le ministre des Transports,
MARC-YVAN CÔTÉ

Circonscription électorale de Dubuc:

Dans la municipalité de La Baie, ville:
Région 02, district 94

Dans l'avis publié le 12 mars 1988, on aurait dû lire: « Section de la route 372 (boulevard Saint-Jean-Baptiste), les lots 599-1 et 599-2 sur une longueur approximative de 35 mètres.

Québec, le 19 avril 1988

432

Le ministre des Transports,
MARC-YVAN CÔTÉ

Circonscription électorale de Lac-Saint-Jean:

Dans la municipalité de Hébertville:
Région 02, district 93

Dans l'avis publié le 16 avril 1955, on aurait dû lire: « Section de la route 55 vis-à-vis le lot 17-C rang Ouest (chemin Kénogami) canton de Labarre, et le lot 21 rang A, canton de Méty, sur une longueur approximative de 471 mètres.

Québec, le 19 avril 1988

432

Le ministre des Transports,
MARC-YVAN CÔTÉ

Pouvoirs spéciaux des corporations — Loi sur les

Changement de dénomination sociale (Article 5)

L'Inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a approuvé les règlements de changement de dénomination sociale de chacune des corporations suivantes:

Ancienne dénomination
sociale et sa version

Nouvelle dénomination
sociale et sa version

Date de
constitution

1359-8586

CONSEIL RÉGIONAL DE PASTORALE DU
PLATEAU

CONSEIL RÉGIONAL DE PASTORALE DE
1974 10 22
QUÉBEC-CENTRE

429

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Proclamations

[L. S.]
Gouvernement
du Québec

J. GILLES LAMONTAGNE

Proclamation

CONCERNANT la cessation de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Sainte-Foy sur le territoire de la ville de Saint-Romuald et l'extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Saint-Jean-Christophe sur le territoire de la ville de Saint-Romuald

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PROCLAME CE QUI
SUIT:

À compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation à la *Gazette officielle du Québec*:

— le territoire de la ville de Saint-Romuald sera soustrait de la juridiction de la Cour municipale établie dans la ville de Sainte-Foy;

— le territoire de la ville de Saint-Romuald sera soumis à la juridiction de la Cour municipale établie dans la ville de Saint-Jean-Christophe, comme si ces deux municipalités n'en formaient qu'une pour ces fins seulement.

RAPPEL:

La présente proclamation fait suite à une proposition du ministre des Affaires municipales adoptée le 27 avril 1988, par le décret du Gouvernement du Québec numéro 600-88.

Conformément à l'article 7 de la Loi sur les cours municipales (L.R.Q., c. C-72), le gouvernement a approuvé le Règlement numéro 162-87, à l'exclusion des deuxième et troisième alinéas de l'article 3, et le Règlement numéro 185-88 de la ville de Saint-Romuald ainsi que le Règlement numéro V88-517 de la ville de Saint-Jean-Christophe, et émet la présente proclamation.

Québec, le 27 avril 1988

*Le sous-procureur général,
JACQUES CHAMBERLAND*

Libro: 508
Folio: 179

430

Projet de loi d'intérêt privé — Avis de présentation d'un

Ville de Bromont

Avis est, par les présentes, donné que la ville de Bromont s'adressera au Parlement, à sa présente ou à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi modifiant sa charte:

1. Pour permettre à la ville de construire un embranchement ferroviaire d'une longueur approximative de 4,357 kilomètres (14 295 pieds), partant de la ligne actuelle du C.P.R. et se rendant jusqu'au boulevard de l'Aéroport et traversant le territoire de la municipalité de Brigham et celui de Bromont.

2. Pour autoriser à cette fin l'achat de gré à gré ou par voie d'expropriation de l'emprise nécessaire à la construction de cet embranchement et plus particulièrement sur parties des lots 321, 322, 323, 487, 489, 490 et 491 dans la municipalité de Brigham, cadastre du canton de Farnham et parties des lots 547, 548, 549, 551, 553, 554 et 559 dans la ville de Bromont, cadastre du canton de Farnham.

3. Pour réglementer la construction, l'entretien et la réparation de cet embranchement ferroviaire et accorder des contrats à ces fins sans tenir compte des articles 573 et 573.1 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19).

4. Pour pourvoir, le cas échéant, au paiement non subventionné de ces travaux au moyen d'une taxe

spéciale imposée sur une période de 20 ans, soit sur tous les immeubles imposables de la ville, soit sur les seuls immeubles imposables et situés dans la zone industrielle conforme au plan de zonage de la municipalité ou soit à la charge de l'un et l'autre, ou de toute autre manière.

Toute personne qui a des motifs d'intervenir sur ce projet de loi d'intérêt privé doit en informer le directeur de la législation à Québec.

Granby, le 13 avril 1988

56036

Le procureur de la ville,
ME YVON ROBICHAUD

Renseignements sur les compagnies — Loi concernant les

Reprise d'existence — Avis de

L'inspecteur général des institutions financières, en vertu des pouvoirs délégués par le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, donne avis qu'il a délivré un certificat de reprise d'existence à chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de délivrance du certificat	Dispositions particulières
1625-0540 ASSOCIATION DES PROFESSEURS EN ALIMENTATION DU QUÉBEC (A.P.A.Q.) INC.	1988 04 14	Aucune
1503-6916 LA COMPAGNIE D'AMUSEMENTS SUPRÊME INC.	1988 04 11	Aucune
1841-4011 FONDATION SAINT-SAUVEUR DE VAL D'OR INC.	1988 04 14	Aucune
1293-1614 HABITAT ARTHABASKA INC.	1988 04 06	Aucune
1507-0501 QUE-VIET INC.	1988 04 11	Aucune

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

Syndicats professionnels — Loi sur les

FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES DIRECTEURS ET DIRECTRICES D'ÉCOLE (FQDE)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels, l'inspecteur général des institutions financières a, en date du 21 avril 1988, autorisé LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES DIRECTEURS D'ÉCOLE à changer son nom en celui de « FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES DIRECTEURS ET DIRECTRICES D'ÉCOLE (FQDE) ».

Donné chez l'inspecteur général des institutions financières, le 25 avril 1988.

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
1323-0255

429

L'ASSOCIATION DES MUSICIENS DE L'ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE LA MONTÉRÉGIE

La formation d'une association sous le nom de L'ASSOCIATION DES MUSICIENS DE L'ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE LA MONTÉRÉGIE pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée en date du 26 avril 1988.

Le siège principal de l'association est à Longueuil, district judiciaire de Longueuil.

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
2551-2518

55986

L'ASSOCIATION RCA E-O

La formation d'une association sous le nom de L'ASSOCIATION RCA E-O pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée en date du 21 avril 1988.

Le siège principal de l'association est à 129, Elwood Crescent, Pinpoint, district judiciaire de Beauharnois.

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
2547-1111

55987

SYNDICAT DE GESTION AGRICOLE DE LA MATAPÉDIA

La formation d'une association sous le nom de SYNDICAT DE GESTION AGRICOLE DE LA MATAPÉDIA pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée en date du 21 avril 1988.

Le siège principal de l'association est à 90, boulevard Saint-Benoit, Amqui, district judiciaire de Rimouski.

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
2551-0553

55988

SYNDICAT DES ARTISANS DU FIBRE DE LA MAURICIE

La formation d'une association sous le nom de SYNDICAT DES ARTISANS DU FIBRE DE LA MAURICIE pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée en date du 25 avril 1988.

Le siège principal de l'association est à Grand-Mère, district judiciaire de Saint-Maurice.

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
2551-2815

55989

SYNDICAT INDÉPENDANT DES TRAVAILLEURS DU PAPIER DE LA MAURICIE, LOCAL 1

La formation d'une association sous le nom de SYNDICAT INDÉPENDANT DES TRAVAILLEURS DU PAPIER DE LA MAURICIE, LOCAL 1 pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques,

ques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée en date du 25 avril 1988.

Le siège principal de l'association est à Grand-Mère, district judiciaire de Saint-Maurice.

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*
2551-2526

55990

Ventes par shérif

AVIS PUBLIC est, par la présente, donné que les terres et héritages sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs mentionnés plus bas.

Arthabaska

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District d'Arthabaska
Nos 415-05-000043-868
415-18-000007-874

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, ayant son siège social au 1020, route de l'Église, bureau 500, Sainte-Foy, district de Québec, demandeur, contre **RÉAL BOUTIN**, domicilié à rang 6, Tingwick, district d'Arthabaska, **JEAN-GUY BERNIER**, domicilié au 1221, 21^e Rang, Upton, district de Saint-Hyacinthe, **GILLES BOUTIN**, domicilié à rang 6, Tingwick, district d'Arthabaska, défendeurs, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'Arthabaska, mis en cause.

1. Un immeuble connu et désigné au cadastre officiel du canton de Tingwick, pour le Sixième Rang, comme étant les lots numéros six cent deux, six cent trois, six cent six, six cent sept et six cent huit (lots 602, 603, 606, 607 et 608, rg 6). À distraire des lots numéros six cent deux et six cent trois (lots 602 et 603) l'emplacement vendu avec la maison et une remise y érigées et appartenant à Raymond Pearson, aux termes d'un acte de vente passé devant Raymond-Pierre Gingras, notaire, le vingt-six juillet mil neuf cent soixante-dix-neuf (26 juillet 1979) et enregistré à la division d'enregistrement d'Arthabaska, le vingt-sept juillet mil neuf cent soixante-dix-neuf (27 juillet 1979), sous le numéro 217364. Ledit emplacement à distraire mesure quatre cent soixante-quinze pieds ou cent quarante-quatre mètres soixante-dix-huit (475 pi ou 144,78 m) de largeur dans ses lignes nord-ouest et sud-est par une profondeur de deux cents pieds ou soixante mètres

quatre-vingt-seize (200 pi ou 60,96 m), plus ou moins, et borné comme suit: en façade, au sud-est, par le chemin public; à l'arrière, au nord-ouest, par le résidu des lots numéros 602 et 603, appartenant à Réal Boutin, du côté nord-est par le résidu du lot numéro 602 et du côté sud-ouest par le résidu du lot numéro 603; cesdits immeubles étant la propriété dudit Réal Boutin susmentionné.

2. Un autre immeuble du cadastre précité, connu et désigné comme étant la partie sud-est des lots numéros six cent quatre et six cent cinq (lots 604 et 605), mesurant six arpents (6) de largeur par onze arpents (11) de profondeur, mesures anglaises plus ou moins et ainsi borné: en front, au sud-est, au chemin public, du côté sud-ouest au lot numéro 606, appartenant à Réal Boutin, du côté nord-est au lot numéro 603, appartenant également audit Réal Boutin et en arrière, au nord-ouest, au résidu des lots numéros 604 et 605, séparés par une clôture de branches, lequel résidu appartient à Damien Audet ou représentants.

3. Un autre immeuble, pour le Septième Rang dudit cadastre précité, connu et désigné comme étant le lot numéro six cent quatre-vingt-seize (lot 696, rg 7). À distraire:

a) une lisière de terrain mesurant un arpent et deux tiers (1 $\frac{2}{3}$ arp) de largeur sur la profondeur du lot, à prendre du côté nord-est dudit lot numéro 696 et longeant le lot numéro 695, appartenant à Gérald Pellerin, borné comme suit: au sud-ouest au résidu du lot numéro 696, appartenant à Réal Boutin, au sud-est au lot numéro 697, appartenant à Claude Barabé ou représentants, au nord-est au lot numéro 695, appartenant audit Gérald Pellerin et au nord-ouest au chemin public.

4. Un autre immeuble, pour le Sixième Rang du cadastre précité, connu et désigné comme étant les lots numéros six cent douze et six cent seize (lots 612 et 616, rg 6), contenant environ quatre-vingt-dix-sept (97) acres en superficie. À distraire, du lot numéro 612, l'emplacement donné à dame Francine Boutin-Brulé suivant acte reçu devant Doris Laverdière, notaire, le 28 décembre 1979, enregistré, le 9 janvier 1980, sous le numéro 220573, rectifié par l'acte reçu devant Raymond-Pierre Gingras, notaire, le 19 novembre 1980, enregistré, le 21 novembre 1980, sous le numéro 226987, dont la désignation est la suivante, savoir: un immeuble connu et désigné au cadastre officiel du canton de Tingwick comme étant une partie du lot numéro six cent douze pour le Sixième Rang (ptie 612, rg 6), mesurant, en façade et en arrière, une largeur de quatre cents pieds (400 pi) équivalant à 121,92 mètres par une profondeur de trois cents pieds (300 pi), équivalant à 91,44 mètres dans ses côtés nord-est et sud-ouest, plus ou moins mesures anglaises; le côté nord-est du présent immeuble étant situé à environ quatre cent

quarante-deux pieds (442 pi), équivalant à 134,72 mètres, du lot 609, appartenant à Serge Boutin, le côté nord-ouest à environ quatre-vingt-douze pieds (92 pi), équivalant à 28,04 mètres du lot 611, appartenant à Lionel Michaud. Ledit immeuble est borné de tous ses côtés par le résidu dudit lot 612, appartenant à Réal Boutin.

Avec le chalet dessus érigé, circonstances et dépendances.

Et avec une servitude réelle et perpétuelle de droit de passage à pied ou en véhicule dans un chemin actuellement gravelé d'une largeur et vingt pieds (20 pi), équivalant à 6,10 mètres dans toute son étendue, partant du chemin public près d'un ponceau et passant sur le terrain dudit Réal Boutin dans une ligne irrégulière ressemblant à une courbe et se terminant en façade du susdit immeuble; la présente servitude de droit de passage grève le résidu dudit lot 612 restant la propriété dudit Réal Boutin et servira uniquement pour les besoins de ladite dame Francine Boutin-Brulé.

Le tout tel que montré sur un plan préparé par M. Guy Labbé, arpenteur-géomètre, le 20 février 1986, sous le numéro 4604 de ses minutes.

À distraire, du lot numéro 616, la partie vendue à Dorothy Skarpniss-Gjelstad, aux termes d'un acte de vente passé devant Jean Lemay, notaire, le neuf avril mil neuf cent soixante-quatorze (9 avril 1974) et enregistré à la division d'enregistrement d'Arthabaska, le trois juin mil neuf cent soixante-quatorze (3 juin 1974), sous le numéro 182423, appartenant aujourd'hui, en partie à Douglas Towsey et en partie à Hertel Crête ou représentants.

La mise à prix est fixée à 42 147,00 \$, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendus en bloc au bureau de la division d'enregistrement d'Arthabaska, 800, boulevard Bois-Francis Sud, Arthabaska, le MERCREDI VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
NICOLE SIMONNEAU

Bureau du shérif
Cour supérieure
Arthabaska, le 25 avril 1988

56040

Bedford

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Bedford
Nos ITA-1742-86 — Cour fédérale
460-18-000363-869

Dans l'affaire de la Loi de l'impôt sur le revenu, du Régime de pensions du Canada, de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, et dans l'affaire d'une cotisation ou des cotisations établies par le ministre du Revenu national, en vertu d'une ou plusieurs des lois suivantes: la Loi de l'impôt sur le revenu, le Régime de pensions du Canada et la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage et la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers, partie demanderesse, contre ARMAND BÉLANGER, case postale 149, de Waterloo, province de Québec, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Shefford et de Brome.

Vente en bloc des lots 547 et partie de lot 687 du canton de Bolton, avec les lots partie 114 et partie 116 du canton de Stukely et les lots partie 115 et partie 116 du canton de Stukely, tels que ci-après désignés:

Les lots 547 et partie de lot 687 du canton de Bolton:

Un morceau de terre contenant quinze (15) acres en superficie, approximativement, désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Bolton, comté de Brome, comme étant une partie du lot six cent quatre-vingt-sept (ptie 687), borné comme suit: au nord par la ligne de division entre les cantons de Bolton et de la ligne de division entre les cantons de Bolton et de Stukely, au sud par ladite route 1 (chemin Montréal-Sherbrooke), à l'est par un chemin appelé « Martin Road » et à l'ouest par la ligne ouest dudit lot; mais à détacher cependant de ladite partie dudit lot 687, cette partie mesurant quatre cent (400) pieds de l'est à l'ouest, par cinq cent soixante-quinze (575) pieds du sud au nord et plus amplement désignée comme suit: commençant au point de rencontre de la ligne ouest dudit lot 687 avec la ligne nord du terrain du chemin de fer Pacifique Canadien; puis de là, allant vers le nord et longeant la ligne ouest dudit lot, une distance de cinq cent soixante-quinze (575) pieds; de là, allant vers l'est en suivant une ligne parallèle au terrain dudit chemin de fer (C.P.R.), une distance de quatre cents (400) pieds; de là, allant vers le sud en suivant une ligne parallèle avec la ligne ouest dudit lot, une distance de cinq cent soixante-quinze (575) pieds jusqu'au terrain dudit chemin de fer; et de là, allant vers l'ouest en longeant le terrain du chemin de fer jusqu'au point de départ, une distance de quatre cents (400) pieds; ledit terrain est donc borné comme suit: au nord et à l'est par

le résidu dudit lot 687, vers l'ouest par le 546 et vers le sud par le terrain du chemin de fer Pacifique Canadien.

Une autre partie de terrain de forme triangulaire, contenant environ quatre (4) acres en superficie, étant une autre partie dudit lot six cent quatre-vingt-sept (ptie 687) et bornée comme suit: vers l'ouest par le terrain, partie dudit lot 687, appartenant à Victor Lecours ou représentants et finissant à un point à l'est, se trouvant à une distance d'environ vingt (20) perches dudit terrain Lecours, vers le sud par le terrain du Pacifique Canadien et vers le nord par ladite route no 1 ou chemin Montréal-Sherbrooke.

Le lot 547 dudit canton de Bolton contenant six (6) acres en superficie, plus ou moins.

Avec la partie 114 et partie 116 du canton de Stukely:

Partie du lot cent seize (ptie 116) aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Stukely, division d'enregistrement de Shefford, plus amplement décrite comme suit: partant d'un point situé sur la ligne séparative des lots cent quatorze (114) et cent seize (116) du canton de Stukely, à une distance de trois cent dix (310) pieds du nord de la ligne séparant les comtés de Shefford et de Brome; de ce point, dans une direction est, parallèlement à ladite ligne de comté, une distance de cent (100) pieds; de là, à angle droit allant vers le nord, parallèlement à la ligne séparative des lots cent quatorze (114) et cent seize (116), une distance de cent (100) pieds jusqu'à un point; de là, à angle droit dans une direction ouest, parallèlement à la ligne de comté, précit une distance de cent (100) pieds pour aller frapper la ligne séparative des lots cent quatorze (114) et cent seize (116); de là, à angle droit, dans une direction sud, en suivant ladite ligne, une distance de cent (100) pieds jusqu'au point de départ; borné au sud par une autre partie dudit lot cent seize (ptie 116), soit le lot 1761 sur un plan annexé à l'acte enregistré sous le numéro 202011, à l'est et au nord par deux chemins privés étant parties dudit lot cent seize (ptie 116) et à l'ouest par partie du lot cent quatorze (ptie 114) du canton de Stukely; le terrain présentement vendu est désigné comme étant le lot numéro 1760, sur le lot cent seize (116) du canton de Stukely, sur un plan annexé à l'acte enregistré sous le numéro 202011.

Partie du lot cent seize (ptie 116) aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Stukely, plus amplement décrite comme suit: partant d'un point situé sur la ligne séparative des lots cent quatorze (ptie 114) et cent seize (ptie 116) du canton de Stukely, à une distance de deux cent dix (210) pieds au nord de la ligne séparant les comtés de Shefford et de Brome; de ce point, dans une direction est, parallèlement à ladite ligne de comté, une distance de cent (100) pieds; de là, à angle droit allant vers le nord, parallèlement à la ligne séparative des lots cent quatorze (114) et cent seize (116), une

distance de cent (100) pieds jusqu'à un point; de là, à angle droit dans une direction ouest, parallèlement à la ligne de comté précit une distance de cent (100) pieds pour aller frapper la ligne séparative des lots cent quatorze (114) et cent seize (116); de là, à angle droit dans une direction sud en suivant ladite ligne une distance de cent (100) pieds jusqu'au point de départ; borné au sud par une autre partie dudit lot cent seize (ptie 116) (lot 1762 sur plan annexé à l'acte enregistré sous le numéro 203636), à l'est par un chemin privé étant partie dudit lot cent seize (ptie 116), au nord par une autre partie dudit lot cent seize (ptie 116) (lot 1760 sur plan relaté ci-dessus), à l'ouest par partie du lot cent quatorze (ptie 114) du canton de Stukely; le terrain présentement vendu est désigné comme étant le lot 1761 sur le lot cent seize (116) du canton de Stukely, sur un plan annexé à l'acte enregistré sous le numéro 203636.

Partie du lot cent quatorze (ptie 114) aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Stukely, de forme rectangulaire, mesurant cent (100) pieds le long de ses lignes nord et sud et deux cents (200) pieds le long de ses lignes est et ouest; borné au sud, à l'ouest, et au nord par d'autres parties du lot cent quatorze (ptie 114) du canton de Stukely et à l'est par des parties du lot cent seize (ptie 116) du canton de Stukely ci-dessus désignées; l'immeuble présentement vendu apparaît comme étant les lots 1660 et 1661 sur le plan annexé à l'acte enregistré sous le numéro 210169.

Et avec les lots partie 115 et partie 116 du Canton de Stukely:

115-P, 116-P le lot cent seize (116) du cadastre officiel pour le canton de Stukely, de la contenance de vingt et un (21) acres en superficie, plus ou moins, et un autre morceau de terre contenant vingt-cinq (25) acres en superficie, plus ou moins, étant partie du lot cent quinze (ptie 115) du cadastre officiel pour le canton de Stukely, et borné comme suit: vers le nord par le résidu dudit lot cent quinze (115), à l'est par le lot cent dix-sept (117), au sud par le lot cent seize (116), à l'ouest par le lot cent quatorze (114); à distraire cependant dudit lot cent seize (116), les parties vendues à J. Albet Simard, Gustave Robert, Gustave Robert Excavation Inc. et Camille Dionne en vertu des actes de vente enregistrés sous les numéros respectifs 202011, 203636, 203637, 203638, 203639, 203640, ainsi que les parties dudit lot cent seize (ptie 116) cédées par promesse de vente à Marc Chouinard, résidant au 910, rue Albert-Guimond, Boucherville, à Rosina McCarthy, résidant à Châteauguay, QC, et M. Camille Blais, résidant à Saint-Lambert, QC, et ce, comme suit: audit Marc Chouinard les subdivisions 1857 à 1957 dudit lot cent seize, à ladite Rosina McCarthy les subdivisions 3103 à 3106 dudit lot cent seize, audit Camille Blais les subdivisions 1762 et 1763 dudit lot cent seize.

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié fait au nom du shérif du district de Bedford, conformément à l'article 670^e du Code de procédure civile, est fixé à la somme de 10 652,50 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle, par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 71).

Cette vente sera faite sous réserve de la Loi sur l'acquisition des terres agricoles par des non-résidents (L.R.Q., c. A-4.1) et sous réserve de la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., c. D-17).

Pour être vendus en bloc au bureau de la division d'enregistrement de Shefford, 77, rue Principale, Granby, le MARDI VINGT ET UNIÈME jour de JUIN 1988 à QUATORZE heures.

La shérif adjointe,
SYLVIE DESMEULES

Bureau du shérif
Cour supérieure
Granby, le 25 avril 1988

56020

Chicoutimi

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Chicoutimi
Nos 150-18-000003-884
150-02-001533-859

BANQUE DE MONTRÉAL, corporation bancaire légalement constituée, ayant un bureau au 3798, rue du Roi-Georges, Jonquière, district de Chicoutimi, partie demanderesse, contre SOUDURES JASSOL INC., corporation légalement constituée, ayant un bureau au 2111, rue de Calais, Jonquière, district de Chicoutimi, et JACQUES GAGNON, domicilié et résidant au 2111, rue de Calais, Jonquière, district de Chicoutimi, parties défenderesses conjointes et solidaires, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Chicoutimi, 227, rue Racine Est, Chicoutimi, partie mise en cause.

« Une propriété sise et située sur le côté est de la rue Calais, secteur Arvida en la ville de Jonquière, étant et se composant de: un lopin de terre ou emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de la cité d'Arvida comme étant la subdivision numéro dix-neuf du lot originaire numéro

vingt-deux (lot no 22-19); avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au shérif lors de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, est fixé à 13 563,00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur comparatif établi pour ce rôle.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Chicoutimi, 227, rue Racine Est, Chicoutimi, le VINGT ET UNIÈME jour de JUIN 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
CÉLINE CLAVEAU

Bureau du shérif
Cour supérieure
Chicoutimi, le 12 avril 1988

55992

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Chicoutimi
Nos 150-18-000004-882
150-05-000441-875

CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE CHICOUTIMI-NORD, corporation légalement constituée, ayant son bureau principal au 2212, rue Roussel, Chicoutimi, district de Chicoutimi, partie demanderesse, contre PAULINE MORIN et RODIGUE VERVILLE, tous deux domiciliés au 2642, rue Roussel, Chicoutimi, district de Chicoutimi, parties défenderesses, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Chicoutimi, 227, rue Racine Est, Chicoutimi, partie mise en cause.

« Tout ce terrain ou emplacement connu et désigné comme étant la subdivision A de la subdivision neuf du lot originaire numéro cent un (no 101-9-A) pour le Premier Rang (rg 1) Ouest, au cadastre officiel du village de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, division d'enregistrement de Chicoutimi; le tout avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances, telle bâtisse portant le numéro d'immeuble 125, rue Saint-Albert, Chicoutimi, secteur nord. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au shérif lors de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, est fixé à 16 853,75 \$ représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur comparatif établi pour ce rôle.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Chicoutimi, 227, rue Racine Est, Chicoutimi, le VINGT ET UNIÈME jour de JUIN 1988 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
CÉLINE CLAVEAU

Bureau du shérif
Cour supérieure
Chicoutimi, le 12 avril 1988

55991

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour fédérale — District de Chicoutimi
No Cour Fédérale: ITA-1246-87
S. 150-18-000014-873

Dans l'affaire de la Loi de l'impôt sur le revenu, du Régime de pensions du Canada, de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, et dans l'affaire d'une cotisation ou des cotisations établies par le ministre du Revenu national en vertu d'une ou plusieurs des lois suivantes: la Loi de l'impôt sur le revenu, le Régime de pensions du Canada, la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, partie demanderesse, contre RESTAURANT BGR LTÉE, 2064, rue Saint-Dominique, Jonquière, QC, district de Chicoutimi, partie défenderesse.

« Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Jonquière dans le rang Trois (rg III) dudit canton, étant et se composant de:

- a) partie du lot vingt-cinq-B (ptie 25-B);
- b) partie de la subdivision trente-trois du lot originaire vingt-cinq-A (pties 25-A-33);
- c) la subdivision trente et un du lot originaire vingt-cinq-A (no 25-A-31).

Le tout avec bâtisse dessus construite, circonstance et dépendances. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au shérif lors de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances est fixé à 8 117.25 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur comparatif établi pour ce rôle.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Chicoutimi, 227, rue Racine Est, Chicoutimi, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
CÉLINE CLAVEAU

Bureau du shérif
Cour supérieure
Chicoutimi, le 12 avril 1988

55993

Drummond

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Drummond
Nos 200-05-001811-871
405-18-000002-884

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corporation régie par la Loi sur le crédit agricole, ayant son siège social au 1020, route de l'Église, ville de Sainte-Foy, district de Québec, G1V 4P2, partie demanderesse, contre GORDON SNYDER, résident et domicilié au 4450, boulevard Tourville, Saint-Nicéphore, J2B 6V2, district de Drummond, partie défenderesse.

Description

« Un lot ou emplacement situé à Saint-Nicéphore, comté de Drummond, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Wickham, comme partie du lot numéro deux cent soixante-sept, mesurant un arpent et demi (1½ arp) de largeur, par la profondeur dudit lot, et étant ainsi borné: en front, au sud-ouest, par le chemin public séparant le Cinquième Rang du Sixième Rang; au sud-est par partie du même lot, appartenant à Lucien Grandmaison ou représentants; de l'autre côté, au nord-ouest, par la demie nord-ouest dudit lot 267, appartenant à Albert Letendre ou représentants; et en profondeur, au nord-est, par le cordon des terres (ptie 267); moins et à distraire une lisière de terrain de figure irrégulière, vendue au ministère de la Voirie par acte enregistré à Drummondville, sous le numéro 188633 situé au nord-est de la route actuelle et à prendre d'une partie du lot 267 du cadastre officiel du canton de Wickham, comté de Drummond; ladite lisière étant bornée au nord-ouest par partie du lot 267, appartenant à Albert Letendre ou représentants, au nord-est par partie du même lot 267 ci-dessus décrite, au sud-est par partie du lot 267, appartenant à Lucien Grandmaison ou représentants et au sud-ouest par la route actuelle; ladite lisière de terrain mesurant, dans sa ligne nord-ouest, treize pieds et huit dixièmes (13,8 pi), dans sa ligne sud-est, qua-

torze pieds et trois dixièmes (14,3 pi) et dans sa ligne nord-est et sud-ouest, deux cent quatre-vingt-huit pieds (288 pi), le tout plus ou moins mesures anglaises.

Moins et à distraire une lisière de terrain de figure irrégulière, vendue au ministère de la Voirie par acte enregistré à Drummondville sous le numéro 199719, connue et désignée comme étant une partie non subdivisée du lot numéro deux cent soixante-sept du cadastre officiel du canton de Wickham, comté de Drummond, étant bornée comme suit: au nord-est par partie du lot 267 mesurant, le long de cette limite, deux cent quatorze pieds (214 pi) et soixante-quatorze pieds (74 pi), au sud-est par une autre partie dudit lot, propriété de M. Lucien Grandmaison ou représentants, mesurant, le long de cette limite, trois cent quatre-vingt-seize pieds (396 pi), au sud-ouest par une autre partie dudit lot, propriété de Gordon Snyder ou représentants, mesurant, le long de cette limite, deux cent quatre-vingt-huit pieds (288 pi) et au nord-ouest par une autre partie dudit lot, propriété de M. Albert Letendre ou représentants, mesurant, le long de cette limite, trois cent quatre-vingt-quatorze pieds (394 pi); cette parcelle de terrain contient en superficie cent treize mille sept cent soixante pieds carrés (113 760 pi²), mesures anglaises, équivalant à trois arpents carrés et quatre-vingt-onze millièmes.

Le susdit immeuble étant sujet à un bail en faveur de Shell Québec Limitée, tel qu'il appert d'un acte enregistré à Drummondville, le 5 mai 1970, sous le numéro 183730.

Le susdit immeuble étant également sujet à une servitude de nonaccès à la nouvelle autoroute 51, tel qu'il appert d'un document enregistré à Drummondville, le 8 février 1973, sous le numéro 198714 puis confirmée aux termes de l'acte de quittance-titre consenti au ministère de la Voirie, dont copie a été enregistrée à Drummondville, le 9 avril 1973, sous le numéro 199719.

Le susdit immeuble étant également sujet à une servitude en faveur d'Hydro-Québec, tel qu'il appert à l'acte enregistré à Drummondville, le 23 octobre 1974, sous le numéro 210873, faisant suite à l'avis enregistré, le 28 mai 1973, sous le numéro 200913. ».

La mise à prix est fixée à 17 172,50 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Drummond, 1680, boulevard Saint-Joseph, Drummondville, QC, le MARDI CINQUIÈME jour de JUILLET 1988 à QUATORZE heures.

La shérif adjointe,
JOSÉE TREMBLAY

Bureau du shérif
Cour supérieure
Drummondville, le 29 avril 1988

56041

Montmagny

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montmagny
Nos 300-05-000084-866
300-18-000002-887

LE SOUS-MINISTRE DU REVENU DU QUÉBEC, demandeur, contre JACQUES DESPRÉS, faisant affaires sous la raison sociale de « Garage Jacques Després », 67, rue Principale, Sainte-Perpétue, comté de L'Islet, G0R 3Z0, défendeur.

« a) Un immeuble de figure irrégulière situé en la municipalité de Sainte-Perpétue, M.R.C. de L'Islet, connu et désigné comme étant une partie de la subdivision deux du lot numéro quatorze A (ptie 14A-2) du rang A, au cadastre officiel du canton de Lafontaine, division d'enregistrement de L'Islet, mesurant, mesures internationales, plus ou moins, dans sa ligne nord-ouest trente et un mètres et trente-neuf centièmes (31,39 m, soit 103 pi m.a.), dans sa ligne nord-est dix-neuf mètres et sept centièmes (19,07 m), dans une première ligne sud-est vingt-deux mètres et dix centièmes (22,10 m) et dans une deuxième ligne sud-est neuf mètres et quarante-six centièmes (9,46 m), et dans sa ligne sud-ouest vingt-deux mètres et vingt-cinq centièmes (22,25 m, soit 73 pi m.a.); borné ledit immeuble, vers le nord-ouest par le lot 14A-1 des susdits rang et cadastre, vers le nord-est par une partie du lot 14A-3 ci-après décrite, vers le sud-est par une partie dudit lot 14A-2, appartenant à M. Henri Jalbert et par une partie du lot 14B-1 ci-après décrite et vers le sud-ouest par la route numéro 204;

b) un immeuble de figure irrégulière situé en la municipalité de Sainte-Perpétue, M.R.C. de L'Islet, connu et désigné comme étant une partie de la subdivision trois du lot numéro quatorze A (ptie 14A-3) du rang A, au cadastre officiel du canton de Lafontaine, division d'enregistrement de L'Islet, mesurant, mesures internationales, dans sa ligne nord-ouest sept mètres et quatre-vingt-deux centièmes (7,82 m), dans sa ligne nord-est dix-sept mètres et quatre-vingt-treize centièmes (17,93

m), dans sa ligne sud-est sept mètres et quatre-vingt-quatre centièmes (7,84 m) et dans sa ligne sud-ouest dix-neuf mètres et sept centièmes (19,07), plus ou moins; borné, ledit immeuble, vers le nord-ouest par le lot 14A-1 des susdits rang et cadastre, vers le nord-est et vers le sud-est par une partie dudit lot 14A-3, appartenant à M. Henri Jalbert et vers le sud-ouest par une partie du lot 14A-2 ci-haut décrite;

c) un immeuble situé en la municipalité de Sainte-Perpétue, M.R.C. de L'Islet, connu et désigné comme étant une partie de la subdivision un du lot numéro quatorze B (ptie 14B-1) du rang A, au cadastre officiel du canton de Lafontaine, division d'enregistrement de L'Islet, mesurant, mesures internationales, dans sa ligne nord-ouest neuf mètres et quarante-six centièmes (9,46 m, soit 31,05 pi m.a.), dans sa ligne sud-est neuf mètres et quarante-huit centièmes (9,48 m, soit 31,11 pi m.a.) et dans sa ligne sud-ouest un mètre et quarante centièmes (1,40 m, soit 4,61 pi m.a.); borné, ledit immeuble, vers le nord-ouest par une partie du lot 14A-2 ci-haut décrite, vers le sud-est par une partie dudit lot 14B-1, appartenant à M. Henri Jalbert et vers le sud-ouest par la route numéro 204.

Le tout avec bâtisse dessus construites, circonstances et dépendances.

Avec droit pour Jacques Després et Francine Gagnon de jouir d'une servitude de passage consentie par M. Henri Jalbert en leur faveur, aux termes d'un acte de vente reçu le 24 juillet 1987, devant Christine Fournier, notaire, dont copie a été enregistrée au bureau de la division d'enregistrement de L'Islet, le 28 juillet 1987, sous le numéro 132413.

Ladite servitude de passage s'éteindra de plein droit dès que lesdits Jacques Després et Francine Gagnon vendront ou aliéneront d'une façon quelconque lesdits immeubles ci-haut décrits. »

La mise à prix est fixée à 4 845,00 \$, soit 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur d'évaluation réelle, 1.14, que l'adjudicataire devra payer au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de L'Islet, 34, rue Fortin, Saint-Jean-Port-Joli, le MERCREDI QUINZIÈME jour de JUIN 1988 à DIX heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
GEMMA NICOLE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montmagny, le 9 mai 1988

55994

Québec

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-002461-866
S. 200-18-000035-889

YVES DOYON, DENIS POIRIER, YVES VILLE-NEUVE, ayant leur bureau situé au 440, rue d'Aiguillon, ville et district de Québec, demandeurs, contre 2420-0560 QUÉBEC INC., corporation légalement constituée, ayant un bureau au 270, rue Saint-Vallier Ouest, ville et district de Québec et **ROBERT ROBITAILLE**, résidant au 2851, Joinville, Sainte-Foy, district de Québec, défendeurs.

« Un immeuble connu et désigné comme étant la subdivision vingt-sept du lot originaire cent quatre-vingt-trois (183-27) du cadastre officiel de la ville de Sainte-Foy portant le numéro d'immeuble 2851, Joinville, Sainte-Foy. »

La mise à prix est fixée à vingt-quatre mille trois dollars et soixante-quinze cents (24 003,75 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, Québec, le QUINZIÈME jour de JUIN 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 14 mai 1988

56042

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-000957-881
C.P.Q. 200-02-009809-874
S. 200-18-000041-887

BRIAN LETELLIER, domicilié et résidant au 3211, rue Notre-Dame, l'Ancienne-Lorette, district de Québec, demandeur, contre **BENOÎT PELLETIER**, domicilié et résidant au 591, rue Principale, Grondines, district de Québec, défendeur.

« Un immeuble connu et désigné comme étant une partie non subdivisée du lot cent deux (ptie 102) au cadastre officiel pour la paroisse de Grondines, division d'enregistrement de Portneuf, mesurant, plus ou moins environ quinze mètres et cinquante-trois centièmes (15,53 m) vers le nord, cent seize mètres et soixante-dix-sept centièmes (116,77 m) le long d'une ligne sinueuse vers le nord-est; vingt-trois mètres et quatre-vingt-neuf centièmes (23,89 m) vers l'est, cinquante-trois mètres et quatre centièmes (53,04 m) vers le sud; vingt-deux mètres et quatre-vingt-seize centièmes (22,96 m) vers le sud-ouest; trente-quatre mètres et vingt-quatre centièmes (34,24 m) vers le sud-ouest, neuf mètres et trente-trois centièmes (9,33 m) vers l'ouest; et trente-deux mètres et soixante-sept centièmes (32,67 m) vers l'ouest et bornée comme suit: vers le nord: par le lot 102, (rue Principale); vers le nord-est: par le lot 102 du même cadastre; vers l'est: par le lot 102-4 audit cadastre; vers le sud: par le lot 102 partie (route 138); et vers le sud-ouest et l'ouest: par d'autres parties du lot 102.

Cette désignation provient du certificat de localisation préparé par Claude Brodeur, arpenteur-géomètre, en date du 16 août 1982 sous le numéro 1466 de ses minutes.

Le tout avec bâtisses dessus érigées, notamment la maison portant le numéro d'immeuble 591, rue Principale, circonstances et dépendances et avec les servitudes dessus existantes. »

La mise à prix est fixée à neuf mille huit cent quarante-huit dollars et quinze cents (9 948,15 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Portneuf, 185, route Nationale, Cap-Santé, le QUINZIÈME jour de JUIN 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 14 mai 1988

56043

Terrebonne

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-005282-833

BANQUE NATIONALE DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 600, de La Gauchetière Ouest, ville et district de Montréal, QC, H3B 4L2, partie demanderesse, contre ANTONIO PACITTO, résidant et domicilié au 1460, Greenwood, Saint-Louis-de-Terrebonne, QC, partie défenderesse.

« Une partie non subdivisée du lot cent dix-neuf (119) du cadastre de la paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne, bornée au nord-ouest par une autre partie du lot cent dix-neuf (119) appartenant à David Brockweel ou ses représentants et partie par la rue Greenwood Drive, au nord-est, au sud-est et au sud-ouest par d'autres parties non subdivisées dudit lot cent dix-neuf (119) et mesurant, ladite partie, deux cent cinq pieds et un centième au nord-ouest (dont quinze pieds le long de Greenwood Drive), deux cent quarante pieds et quatorze centièmes au nord-est, quarante-six pieds et sept centièmes, trente-huit pieds et neuf centièmes, vingt-cinq pieds et deux centièmes, cinquante-cinq pieds et soixante-cinq centièmes, cinquante-deux pieds et deux centièmes, quarante-sept pieds et six centièmes, quarante et un pieds et cinq centièmes, le long de la ligne brisée au sud-est, deux cent soixante-deux pieds et vingt-trois centièmes au sud-ouest et contenant cinquante-cinq pieds carrés et cinquante-cinq millièmes de pieds carrés en superficie, mesures anglaises, et avec bâtisse dessus érigée, circonstances et dépendances, portant le numéro d'immeuble 1460, Greenwood, paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne. »

La mise à prix est fixée à 43 402,25 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, situé au 85, rue de Martigny Ouest, bureau 4.03, Saint-Jérôme, QC, le QUINZIÈME jour de JUIN 1988 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,

MICHEL ROULEAU, *tech. en droit*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 26 avril 1988

55996

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Terrebonne
No 700-02-001845-867

LA CORPORATION MUNICIPALE DE SAINTE-MARGUERITE-DU-LAC-MASSON, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 414, boulevard Baron-Louis-Empain, Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, QC, partie demanderesse, contre RENAUD GARIÉPY, domicilié et demeurant au 3668, rue Henri-Julien, Montréal, district de Montréal, QC, partie défenderesse.

« Un emplacement faisant partie du lot numéro vingt-deux (ptie no 22) du 8^e Rang du canton de Wexford, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Marguerite, mesurant quatre-vingt-dix (90 pi) pieds de largeur par deux cent soixante-dix pieds de profondeur (270 pi), mesures anglaises et plus ou moins; borné en front par un chemin privé, en arrière par la ligne de division entre les lots numéros 22 et 23 du 8^e Rang, d'un côté, vers le nord, apparemment appartenant à dame Valentine Ouimet ou représentants et de l'autre côté par partie dudit lot numéro 22, appartenant à Paul-Émile Ouimet ou représentants; avec maison y érigée, tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, attachées audit immeuble, l'acquéreur déclarant le bien connaître et en être satisfait. »

La mise à prix est fixée à 3 599,75 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, 85, rue de Martigny Ouest, bureau 4.03, Saint-Jérôme, QC, le QUINZIÈME jour de JUIN 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,

MICHEL ROULEAU, *tech. en droit*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 26 avril 1988

55995

Trois-Rivières

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Trois-Rivières
No 500-02-040840-865
S. 400-18-000008-882

CENTRE D'ACHATS DE TROIS-RIVIÈRES INC., demanderesse, contre DIANE LANGLOIS et LISE GRONDINES, faisant affaires sous les nom et raison sociale de « Bocado Enr. » et LUC GAUTHIER, défendeurs.

Un immeuble connu et désigné comme étant:

« Le lot numéro dix-huit de la subdivision du lot originaire trente-cinq (35-18) aux plan et livre de renvoi de la paroisse Visitation, Pointe-du-Lac, division d'enregistrement de Trois-Rivières. »

La mise à prix a été fixée à seize mille deux cent quatre-vingt-dix-neuf dollars (16 299,00 \$), représentant 25 % de l'évaluation municipale, majorée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Trois-Rivières, 878, rue de Tonnancourt, Trois-Rivières, QC, le LUNDI VINGTIÈME jour de JUIN 1988 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
JEANNINE BOISVERT

Bureau du shérif
Cour supérieure
Trois-Rivières, le 21 avril 1988

55997

Ventes pour taxes, avis de publication

Municipalité régionale de comté de Bellechasse

Avis public est, par la présente, donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la municipalité régionale de comté de Bellechasse, que la liste des immeubles à être vendus pour taxes impayées et l'avis qui l'accompagne ont été publiés au journal « La Voix de Bellechasse », éditions du 18 avril et du 2 mai 1988.

Saint-Lazare, le 25 avril 1988

56044

Le secrétaire-trésorier,
CLÉMENT FILLION

Municipalité régionale de comté de la Haute-Yamaska

Avis public est, par les présentes, donné par la soussignée, secrétaire-trésorier de la municipalité régionale de comté de la Haute-Yamaska, que l'avis public et la liste des immeubles à être vendus le 9 juin 1988 pour défaut de paiement des taxes, ont été publiés dans le journal « La Voix de l'Est », aux éditions des 12 et 13 avril 1988, conformément à l'article 1027 du Code municipal.

Granby, le 15 avril 1988

56053

Le secrétaire-trésorier,
JOHANNE CAQUETTE

Municipalité régionale de comté de La Matapédia

Aux contribuables de la susdite municipalité, avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité régionale de comté, que la liste des immeubles devant être vendus pour non-paiement de taxes municipales et/ou scolaires et les frais encourus a été publiée au journal « l'Avant-Poste Gaspésien » à deux reprises, soit le 5 et le 12 avril 1988.

Amqui, le 26 avril 1988

55999

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-PIERRE MORNEAU

Municipalité régionale de comté de La Rivière-du-Nord

Conformément à l'article 1027 du Code municipal, avis public est par la présente donné par le soussigné, François Lapointe, secrétaire-trésorier, que la liste des immeubles à être vendus à défaut du paiement des taxes, sur le territoire de la municipalité régionale de comté de La Rivière-du-Nord, ainsi que l'avis public annonçant le lieu, la date et l'heure de cette vente, ont été publiés au journal « L'Annonceur », éditions du 9 et du 16 avril 1988.

Saint-Jérôme, le 18 avril 1988

56000

Le secrétaire-trésorier,
FRANÇOIS LAPOINTE, urb.

Municipalité régionale de comté de L'Assomption

Avis est, par les présentes, donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la municipalité régionale de comté de L'Assomption, que l'avis et la liste des immeubles devant être vendus pour défaut de paiement de taxes ont été publiés au journal « L'Artisan », les 19 et 26 avril 1988, en conformité des dispositions de l'article 1027 du Code municipal.

L'Assomption, le 27 avril 1988

55998

Le secrétaire-trésorier,
GAÉTAN LEMIEUX

Municipalité régionale de comté de Lotbinière

Avis public est, par la présente, donné par le secrétaire-trésorier de la municipalité régionale de comté de Lotbinière, que la liste de tous les immeubles situés dans la M.R.C. de Lotbinière et affectés au paiement des taxes municipales et/ou scolaires et l'avis public qui l'accompagne ont été publiés en la manière ordinaire dans les municipalités (au cours du mois d'avril 1988) où sont situés les immeubles annoncés en vente, et deux fois au journal régional « Le Peuple de Lotbinière », soit le 18 avril 1988, volume 12, numéro 31 ainsi que le 25 avril 1988, volume 12, numéro 32.

Sainte-Croix, le 26 avril 1988

56001

Le secrétaire-trésorier,
DANIEL PATRY

Municipalité régionale de comté de Memphrémagog

Avis est, par les présentes, donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la municipalité régionale de comté de Memphrémagog, que conformément aux dispositions de l'article 1027 du Code municipal, la liste et l'avis de vente pour taxes des immeubles à être vendus pour non-paiement de taxes ont été publiés au journal « La Tribune » les 26 et 30 avril 1988.

Magog, le 2 mai 1988

56045

Le secrétaire-trésorier,
FRANÇOIS BOULAY

Municipalité régionale de comté de Montcalm

Avis est, par les présentes, donné par la soussignée, Josée Dufour, secrétaire-trésorière de la municipalité régionale de comté de Montcalm, que conformément à l'article 1027 du Code municipal, la liste et l'avis de vente d'immeubles pour défaut de paiement de taxes ont été publiés deux fois dans les journaux suivants: « Journal l'Action » les 11 et 18 avril 1988 et « Courrier-Laurentides-Est » les 17 et 21 avril 1988.

Sainte-Julienne, le 27 avril 1988

56021

La secrétaire-trésorière,
JOSÉE DUFOUR

Municipalité régionale de comté de Pontiac

Avis public est, par la présente, donné par le soussigné, Jacques Ledoux, secrétaire-trésorier de la municipalité régionale de comté de Pontiac, qu'en vertu de l'article 1027 du Code municipal, la liste des propriétés qui seront vendues à l'enchère publique le 12 mai 1988, a été publiée au journal *L'Equity*, dans son édition du 23 mars 1988, et une deuxième publication au journal *Le Journal du Pontiac*, dans son édition du 29 mars 1988.

Campbell's Bay, le 25 avril 1988

56037

Le secrétaire-trésorier,
JACQUES LEDOUX

Municipalité régionale de comté de Rouville

Avis est, par les présentes, donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la municipalité régionale de comté de Rouville, que l'avis et la liste des immeubles à être vendus, le 9 juin 1988, pour défaut de paiement de taxes, ont été publiés les 12 et 19 avril 1988 au journal « Le Journal de Chambly » et les 11 et 18 avril

1988 au journal « L'Avenir », conformément aux dispositions de l'article 1027 du Code municipal.

Marieville, le 25 avril 1988

56046

Le secrétaire-trésorier,
RITA RONDEAU

Municipalité régionale de comté du Granit

Avis est, par la présente, donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la municipalité régionale de comté du Granit, que la liste des immeubles à être vendus pour non-paiement de taxes, et l'avis l'accompagnant, ont été publiés au journal « l'Écho de Frontenac », les 19 et 26 avril 1988, tel que prévu par l'article 1027 du Code municipal.

Lac-Mégantic, le 27 avril 1988

56022

Le secrétaire-trésorier,
SERGE BILODEAU

Ville de Plessisville

Avis est, par les présentes, donné par le soussigné, secrétaire-trésorier, que l'avis public de la vente à l'enchère publique, le 26 mai 1988, d'un immeuble (lot no ptie 3-1) pour défaut de paiement de taxes dues à la ville de Plessisville, a été publié au journal « La Feuille d'Érable », les 26 avril et 3 mai 1988.

Plessisville, le 4 mai 1988

56002

Le secrétaire-trésorier,
RENÉ TURCOTTE, O.M.A.

Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Avis est donné par le soussigné, greffier de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, que l'avis et la liste des immeubles à être vendus le 9 juin 1988 à 10 heures en la salle du Conseil, 188, rue Jacques-Cartier Nord, pour non-paiement des taxes municipales et scolaires sur le territoire de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, ont été publiés le lundi 25 avril 1988 au journal « Le Régional » et le mercredi 4 mai 1988 au journal « Le Canada-Français », le tout conformément à la loi.

Saint-Jean-sur-Richelieu, le 14 mai 1988

56047

Le greffier,
ME JACQUES JUTRAS

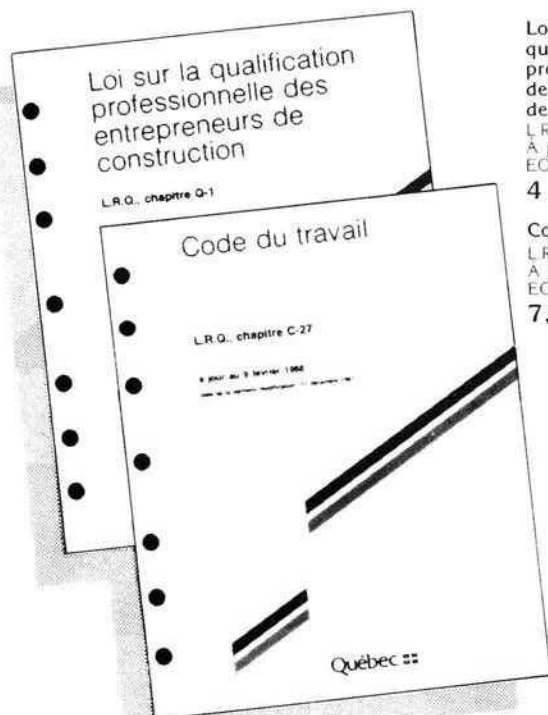
Erratum

Milioto c. Valenti

Dans l'avis de vente publié à la *Gazette officielle du Québec* le 30 avril 1988, à la page 1642, paragraphe 2, remplacer dans la quatrième ligne « (481-1271-1) » par « (481-1272-1) ».

LE MONDE DU TRAVAIL

ça m'intéresse!



Loi sur la
qualification
professionnelle
des entrepreneurs
de construction
LRQ, chapitre Q-1
À jour au 20 janvier 1988
EQQ 24611-6

4 \$

Code du travail
LRQ, chapitre C-27
À jour au 9 février 1988
EQQ 24626-4

7,85 \$

En vente dans nos librairies,
chez nos concessionnaires,
par commande postale et
chez votre libraire habituel.

Vente et information
(418) 643-5150
(sans frais) 1-800-463-2100

Les Publications du Québec
C.P. 1005
Québec (Québec)
G1K 7B5

Québec



Port de retour garanti
Gazette officielle du Québec
1279, boulevard Charest ouest
Québec
G1N 4K7

ISSN 0703-5756

